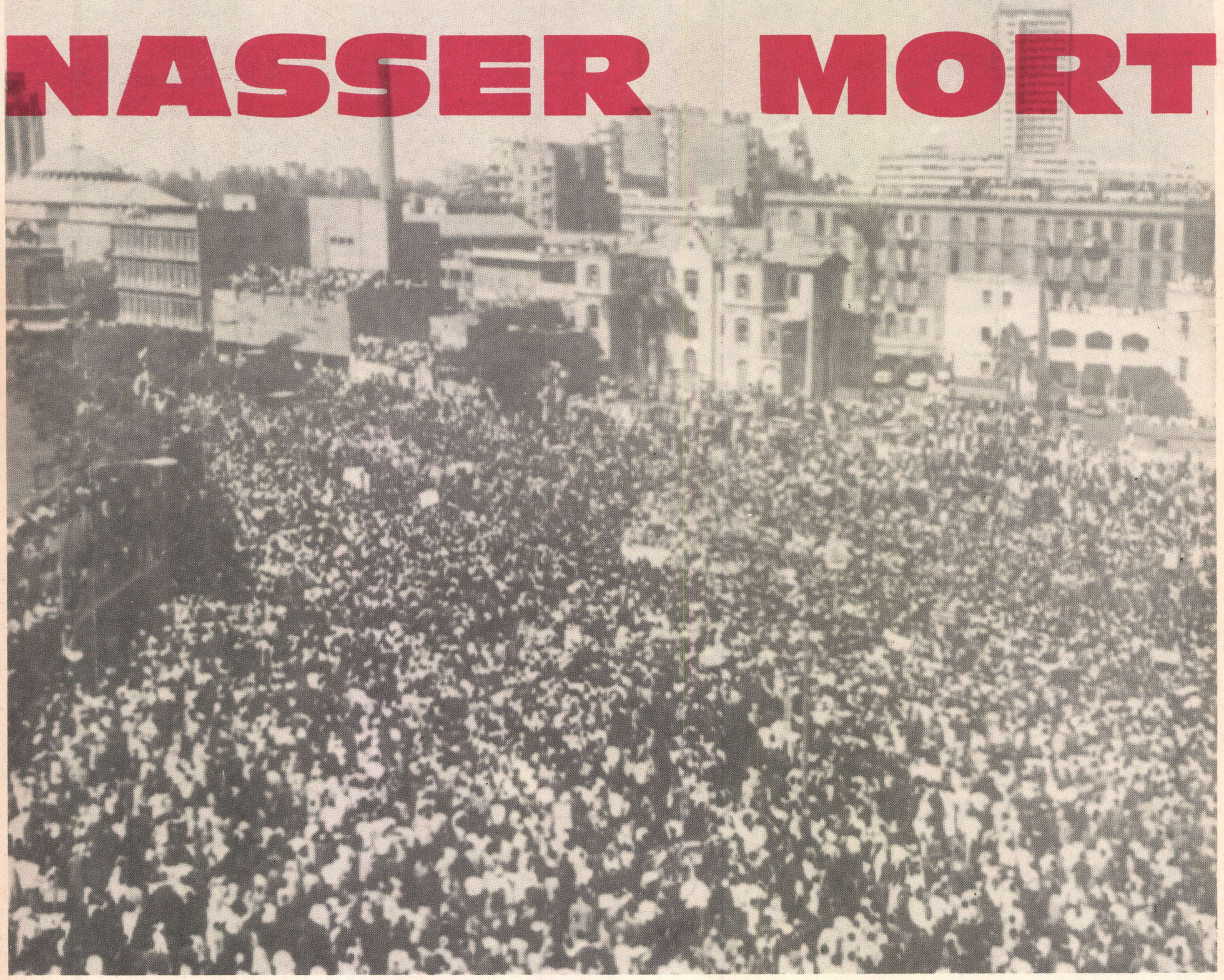
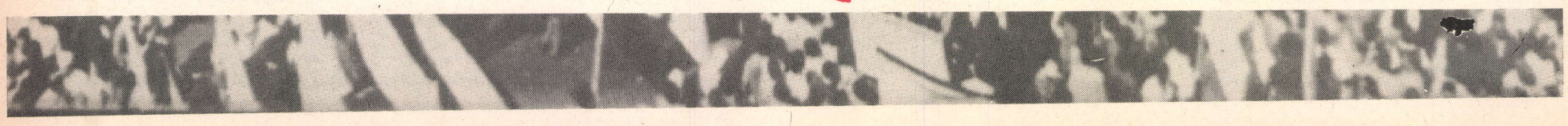
lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE — PARAIT LE MARDI — N° 110 — SEMAINE DU 6 AU 12 OCTOBRE 1970 — PRIX : 2 F

NASSER MORT



Les masses arabes ont la parole



En bref

SITUATION CATASTROPHIQUE

(Photo UPI)

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, les pays capitalistes s'intéressent à la situation du Tiers Monde ; ils font des conférences !... La dernière vient de se réunir à Tokyo sous l'égide de l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économique).

Lorsque l'on fait de belles statistiques on peut parler de pays « en voie de développement », en 1969, le Tiers Monde aurait atteint un taux record de croissance économique : 6 % !

Mais lorsque les experts calculent ce qu'une aussi belle réussite statistique représente dans la réalité pour une population comme celle de l'Inde, en s'aperçoit :

« Que dans l'hypothèse favorable d'une croissance annuelle de 3 % du revenu réel par habitant, il faudrait attendre trente ans, autrement dit l'an 2000 pour que le tiers des familles indiennes disposent d'un revenu leur permettant d'avoir, avec la répartition actuelle des dépenses de consammation, une alimentation tout juste acceptable du point de vue diététique. »

Si le « progrès » capitaliste actuel continue, dans trente ans, un tiers des Indiens pourront tout juste manger à leur faim. Voilà de quoi faire rêver tous les réformistes, tous les partisans de l' « évolution sans violence » !

L'« aide » aux pays sous-développés, une des plus grandes hypocrisies de notre époque, a diminué en valeur réelle, effet des mesures anti-inflationnistes de Nixon. La généreuse Amérique distribue les bombes incendiaires et les agents de la C.I.A. mais non le blé et les machines. La fameuse « aide », va d'une part à tous les potentats, fonctionnaires corrompus, flics et militaires et, d'autre part, aux capitalistes des généreux pays donateurs car 80 % des fonds sont dès le départ destinés à leur assurer des commandes.

Des millions et des millions de paysans travaillent sur des terres qui ne subviennent pas à leurs besoins. D'autres millions n'ont pas de terre, pas de travail, rien d'autre que la faim au ventre. Lorsqu'une entreprise capitaliste s'installe, elle n'assure qu'un nombre dérisoire d'emplois.

Alors il « faudrait », selon la commission, que les capitalistes s'occupent de « donner » du travail plutôt que de viser le seul profit. Il « faudrait » que les pays capitalistes donnent une aide véritable. Il « faudrait » que les capitalistes ne soient plus des capitalistes...

Toujours les mêmes vœux pieux devant la constatation d'une situation qui ne va qu'en s'empirant et une prévision logique :

« L'aggravation du chômage aura créé vers 1980 une situation sociale et politique explosive (si même elle n'a pas déjà explosé à cette date) dans la quasi-totalité de ces pays. »

A vos encres

Pour avoir tracé sur le mur de la Faculté des Sciences, à Paris, des inscriptions à la peinture, Levy-Leblond, maître de conférence de ladite faculté, risque, selon l'article 257 du Code pénal, deux ans de prison, et 2.000 F d'amende. Et ce n'est pas une plaisanterie. Il y a déjà eu, dans notre beau pays de démocratie, des condamnations à de la prison ferme pour ce genre de délit. Il s'agissait déjà, un hasard sans doute, d'auteurs d'inscriptions gauchistes.

Mais pour être sévère, le code français n'en est pas moins soucieux du détail. C'est ainsi que ces lourdes peines ne sont applicables que si la peinture utilisée est une peinture indélébile. Dans le cas contraire, on ne peut pas invoquer la « détérioration de bâtiments publics », **et l'affaire ressort uniquement du tribunal de simple police, avec une banale contravention à la clef.**

Pour sa défense, Lévy-Leblond se proposa donc de démontrer que l'utilisation de tétrachlorure de carbone permettait de nettoyer facilement le mur sur lequel il avait tracé l'inscription incriminée. Mais la démonstration ne put être faite qu'en laboratoire, car entre-temps, grâce aux bons soins de l'administration de la Faculté des Sciences, l'inscription litigieuse avait disparu... sous une épaisse couche de peinture.

C'était pourtant le moment de vérifier si celle-ci était, ou n'était pas, indélébile, et si M. Zamansky, le doyen de la faculté qui dénonça Lévy-Leblond, devait être traduit en correctionnelle, ou simplement devant le tribunal de simple police !

Primiorité aux transports en commun

Les usagers du métro ont déjà pu constater qu'il y a un domaine dans lequel ce service public est capable de réaliser des prouesses : celui de l'affichage publicitaire.

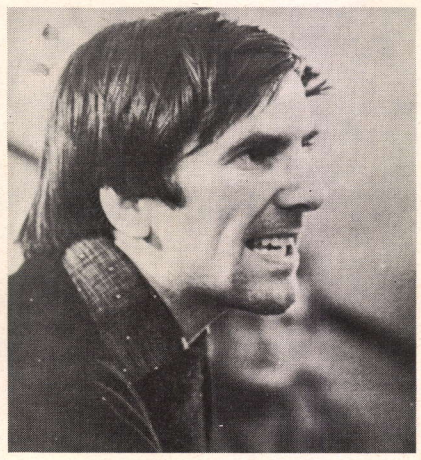
Sur ce plan, la station George-V est à la pointe du progrès. En plus des affiches pour le vin Primior, les haut-parleurs de cette station diffusent à longueur de journée la réclame pour cette même marque, à la fréquence de deux fois par minute environ.

On entend d'abord un soupir langoureux, suivi d'une sorte de musique de science-fiction. Puis vient le « ploc » de la bouteille que l'on débouche et le « glouglou » du liquide que l'on verse. Enfin, les verres trinquent et une voix féminine vient conclure avec une nuance de béatitude : « Primior... ».

Après quoi les voyageurs retrouvent les rames bondées, ces rames où il n'y a pas si longtemps, des affichettes leurs rappelaient que « l'alcool est toujours l'alcool », **etc. On a de la suite dans les idées ou on n'en a pas.**

En tout cas, il y a des personnes qui apprécient beaucoup cette publicité audio-visuelle, ce sont les employés de la station. L'un d'eux aurait même déclaré qu'à la fin de sa journée, il avait la tête pleine comme une barrique...

Il n'y a plus de « Channel »



Rudi Dutschke
(Photo UPI)

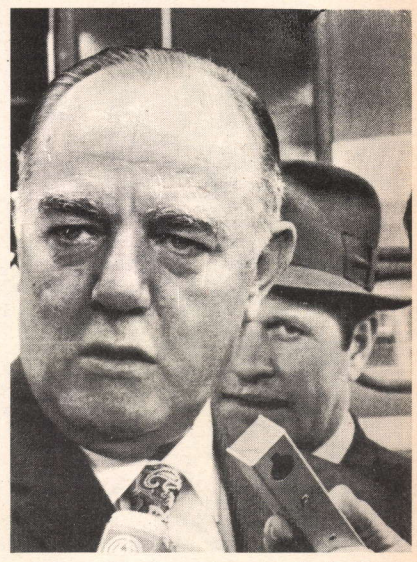
Après le grave attentat dont il avait été victime au printemps 1968, le leader des étudiants gauchistes allemands Rudi Dutschke s'était rendu en Grande-Bretagne pour y étudier, et pour s'y faire soigner.

Le ministre de l'Intérieur britannique, Reginald Maudling, vient de prendre récemment la décision de l'expulser. Dutschke a évidemment fait appel de cette décision, mais le jury qui doit statuer sur cet appel est constitué d'« arbitres » désignés par le ministre lui-même.

Cette affaire a soulevé quelque quelque émotion en Grande-Bretagne. Même des journaux bourgeois comme le Times **ont protesté ; car jusqu'à maintenant, de telles mœurs, qui sont monnaie courante en France, étaient inhabituelles en Angleterre, pays où le respect des libertés individuelles constitue une vieille tradition.**

Pour sa part, M. Marcellin serait ravi de cette évolution. Il se déclarerait même volontiers, à présent, chaudement partisan de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun !

Quand l'Apartheid gêne les patrons



Vorster, Premier ministre de la République Sud-Africaine : un beau type... de raciste.
(Photo A.F.P.)

Il serait question, dans la République Sud-Africaine, dans ce pays de l'Apartheid et de la ségrégation raciale, où les « zones blanches » **ne se mêlent pas aux** « zones noires », **d'un certain assouplissement de la politique réglementant les déplacements des noirs. Ceux-ci pourraient émigrer, le cas échéant, en « zone blanche ».**

Pourquoi cela ? S'agirait-il donc d'un revirement « humanitaire » des Vorster et Cie ? NON. Il s'agit tout simplement d'un grave problème de pénurie de main-d'œuvre dans les zones habitées par les blancs !

Aussi, le Premier ministre a-t-il promis qu'il envisagerait des réformes éventuelles du « Physical Planning Act » (lois d'apartheid), affirmant qu'il n'était « aucunement question pour le gouvernement de compromettre le développement économique de la République... ».

Comme quoi, on a beau être raciste, quand on a besoin de bras à exploiter, on regarde de moins près à la couleur de leur peau !

Editorial

NASSER MORT

Les masses arabes ont la parole

IL est de tradition de pleurer les morts. Même ceux que l'on voit disparaître ou enterrer avec satisfaction. L'unanimité des pleurs autour de la dépouille de Nasser sort pourtant de l'ordinaire. Tout un peuple plongé dans l'affliction, des millions de petites gens pleurant un chef d'Etat comme un père — et pour une fois, ce n'était pas le banal cliché de circonstance — c'est déjà un spectacle inhabituel. Mais les chefs d'Etat et les grands du monde entier, y compris les ennemis actuels de Nasser ou ceux qui le furent dans un passé bien récent, y compris les représentants d'Israël, de la France ou des U.S.A., pleurant à l'unisson du peuple égyptien et partageant l'inquiétude des peuples arabes, voilà qui n'est pas moins extraordinaire.

La douleur du peuple égyptien est certainement bien réelle. Nasser a osé s'opposer aux puissances impérialistes, essentiellement la France et l'Angleterre, qui, pendant cent ans, avaient réduit l'Egypte comme l'ensemble du monde arabe à l'état de colonies. Il les avait défiées. Il s'était emparé du symbole de leur toute puissance sur le pays, le canal de Suez, ce canal que tous les Egyptiens, à juste raison, considéraient comme leur, et qui ne semblait servir qu'à piller encore un peu plus l'Egypte pour enrichir ses bourreaux. Par son attitude, Nasser avait rendu sa fierté à l'Eypte et aux Egyptiens, et par-delà, à tous les peuples arabes. Sa venue au pouvoir a marqué la fin du règne des Européens sur l'Egypte, la fin de l'époque où tous les hauts fonctionnaires étaient anglais ou, en tous cas, nommés à Londres, où il suffisait d'être européen pour avoir droit, au Caire ou à Alexandrie, à des égards particuliers, où dans son propre pays, l'Egyptien était considéré comme inférieur.

Le peuple égyptien n'a finalement retenu de Nasser que cela. Il a oublié que son pouvoir s'est appuyé sur une dictature militaire sanglante qui a jeté dans les prisons des milliers d'opposants, notamment des milliers de militants communistes et pendu des militants ouvriers. Il a même fermé les yeux sur les défaites, pourtant cuisantes pour l'orgueil nationaliste, comme celle de 1967. Même la persistance de la misère de la plus grande masse des fellahs ou des ouvriers, le million de chômeurs actuels, l'incapacité totale du régime nassérien de sortir l'Egypte de son sous-développement, n'ont pu ternir aux yeux des Egyptiens la popularité de celui qui s'est opposé aux colonialistes et aux impérialistes. On mesure bien là l'énorme soif de dignité qui est celle des peuples de ce que l'on appelle le Tiers-Monde, exploités, opprimés et surtout humiliés depuis cent ou cent cinquante ans par l'impérialisme. C'est elle qui explique l'immense popularité de tous ceux, quels qu'ils soient, de Mao Tsé toung à Castro, qui ont su proposer à leur peuple de se battre pour reconquérir la dignité.

Il semble paradoxal que les représentants de l'impérialisme pleurent un homme qui s'était taillé un prestige à leurs dépens. Ce n'est pourtant ni par esprit sportif ni par masochisme. D'un tel homme ils avaient besoin, surtout aujourd'hui, au Moyen-Orient.

Qui mieux que Nasser pouvait faire admettre à la plus grande partie des peuples arabes l'acceptation du plan Rogers ? Qui mieux que Nasser pouvait permettre à Yesser Arafat de donner l'accolade au bourreau Hussein alors que le massacre de dizaines de milliers de Palestiniens par ses troupes bédouines n'était pas encore arrêté ?

Pour cela, pour que les autres dirigeants arabes puissent participer au plan de paix américain, pour que Arafat puisse serrer la main sanglante du souverain hachémite sans être immédiatement rejeté par leurs peuples, il leur fallait une caution. Cette caution, Nasser avait accepté de la donner. Son passé et son prestige devaient être les garants auprès des masses arabes, qui pouvaient à juste titre être inquiètes sur la politique de leurs dirigeants, que, malgré les apparences, celle-ci était juste... ou du moins qu'il n'y avait pas autre chose à faire.

C'est la perte de ce garant qui remplit aujourd'hui les leaders arabes comme les grandes puissances d'inquiétude. C'est sur elle qu'ils pleurent.

Une anecdote rapportée par toute la presse est bien significative. Dans les heures qui ont précédé les obsèques de Nasser, une vive inquiétude s'est répandue parmi les chefs d'Etat du monde entier réunis au Caire pour la circonstance. Des millions de fellahs convergeaient vers la capitale, eux aussi pour assister aux obsèques du Raïs. Et pour le voyage, comme le ferait tout paysan qui se respecte, ils étaient munis du traditionnel bâton. Des millions de gens, il n'est pas possible ni de les arrêter ni de les canaliser. Les barrages de police mis en place à cet effet furent vite enfoncés et emportés. Les millions de fellahs et de petites gens étaient maîtres du Caire, il n'y avait plus aucun barrage entre eux et les grands de ce monde. Et ceux-ci et leur suite, de vérifier dans la plus grande angoisse si les portes et les verrous des hôtels de luxe où ils demeuraient étaient assez solides pour les protéger d'une foule qui, pourtant, la suite l'a prouvé, ne se souciait pas d'eux.

Mais ce que craignent tous ces chefs d'Etat, encore un peu plus après la mort de Nasser qu'avant, c'est bien l'irruption sur la scène de l'histoire de millions de fellahs et de leurs gourdins.

VOIR PAGE 11 :
LE MOYEN-ORIENT APRES LA MORT DE NASSER
PAGES 12-13-14 :
CE QUE FUT L'EGYPTE NASSERIENNE

sommaire

EN FRANCE

● **Politique intérieure**

Page 7 :
— Question de confiance de Chaban.

● **Leur nouvelle société**

Page 7 :
— Leur justice : le procès Fauqueux, les condamnations en Cour de Sûreté de l'Etat, etc.

Page 8 :
— Ce que devrait être la priorité aux transports en commun.

Page 24 :
— Reportage L.O., la vie moderne : de la montagne... aux H.L.M.

● **Dans les entreprises**

Page 8 :
— Une journée d'action dans les hôpitaux.
— La fin de la grève à la Redoute (Roubaix).

Page 15 :
— Echos des entreprises.

Pages 16-17 :
— Renault... Renault... Renault...
— A la S.E.V. Marchal : on y entre, mais pour en sortir au plus vite.

Page 18 :
— Dans la Loire : contestation des salariés... et des paysans.
— A Dijon : quand les bureaucrates parlent de combativité mais n'agissent pas.

DANS LE MONDE

● **F.M.I.**

Pages 4-5 :
— Le monde des finances en pleine démence.

● **Moyen-Orient**

Page 11 :
— Après la mort de Nasser.
— Manifestation chez Renault.

Pages 12-13-14 :
— 1952... 1970 : l'Egypte de Nasser.
— La presse et Nasser... en 1956.

DIVERS

Page 2 :
— En bref.

Page 6 :
— Italie 1920.

Page 10 :
— Revue de la presse d'extrême-gauche.

Pages 19-20 :
— Feuilleton.

Page 21 :
— Télévision et cinéma.

Pages 22-23 :
— Livres : La Résistance palestinienne ; Les Exilés de E.-M. Remarque.

lutte ouvrière

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Impression : Roto technic Offset
Tél. : FLA. 37-07

Adressez toute correspondance au nom de Michel Rodinson, Initiative Socialiste, 54, rue Monsieur-le-Prince, 75 - Paris-6e.

Nota : cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement.

Tarifs des abonnements :

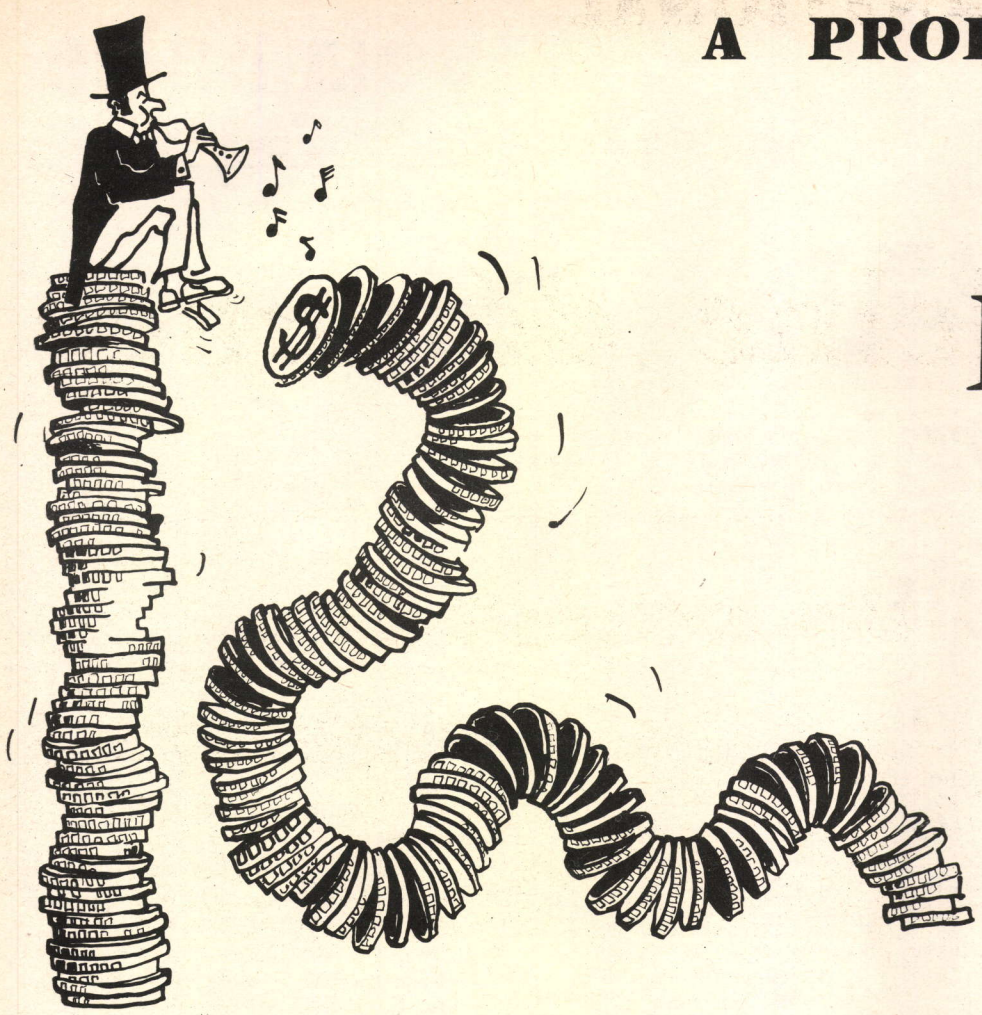
ordinaires : 6 mois : 30 F
1 an : 50 F

sous pli fermé : 6 mois : 70 F
1 an : 130 F

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

A PROPOS DE L'ASSEMBLÉE DU

Le monde des



PENDANT quelques jours, l'assemblée annuelle du Fonds monétaire international a réuni à Copenhague un certain nombre de sommités du monde financier et bancaire pour discuter affaires, plus précisément d'affaires monétaires. La conclusion tirée par ces messieurs de la haute finance de leurs propres travaux : on ne sait pas où vont les affaires monétaires, mais on sait qu'elles vont mal. Certains n'ont même pas hésité à chuchoter que les dites affaires vont à la catastrophe, ou en tout cas, qu'elles ont une très grande chance d'y aller. Et que, en tout état de cause, toutes sommités financières qu'ils soient, les ministres des Finances, les gouverneurs des banques centrales et autres banquiers, sont parfaitement incapables de maîtriser la détérioration des affaires monétaires du monde capitaliste. Détérioration qui se manifeste entre bien d'autres problèmes, par une inflation non plus nationale mais internationale qui lie le sort de toutes les monnaies du monde les unes aux autres.

Autrement dit, les Etats ne peuvent même plus se payer le luxe d'être responsables de leur propre inflation, il faut encore qu'ils partagent celle du plus puissant d'entre eux, les Etats-Unis, et même deux fois plutôt qu'une, ainsi qu'il est apparu justement au cours de cette réunion.

En fait, les discours de ces Messieurs de Copenhague ont donné l'impression, qui pour une fois correspond à la réalité, que plus on avance dans le temps, plus le système monétaire international sombre dans l'aberration.

DE L'INFLATION « NATIONALE »..

Cette aberration commençait en fait par l'instauration du cours forcé de la « monnaie papier » par les Etats capitalistes, généralement durant ou immédiatement après la première guerre mondiale. (C'est ainsi par exemple que le « franc or » devint le franc papier.) La monnaie fiduciaire perdit toute valeur réelle, que lui donnait auparavant la possibilité d'être échangée contre de l'or ou de l'argent. Sans la moindre valeur propre, et pourtant imposé par la force par chaque Etat comme le seul moyen de paiement à l'intérieur du marché national, le billet de banque à « cours forcé » commença une carrière maintenant miséculaire, jalonnée de crises monétaires, d'inflations, de dévaluations et de bien d'autres maux dont le système capitaliste est prodigue.

La valeur de ces billets étant fonction de la confiance que le public lui accordait, c'est-à-dire la chose la plus insaisissable et instable qui soit, on comprend qu'elle avait besoin de la protection de l'autorité de l'Etat. Mais si le gendarme peut bien des choses dans notre société, il ne peut pas tout. Si l'Etat peut imposer qu'un bout de papier portant son label soit le seul moyen de paiement sur tout territoire placé sous son autorité, il peut difficilement susciter la confiance lorsqu'elle manque. Et le public, faute de pouvoir échanger son bout de papier contre de l'or, tente de limiter les dégâts en échangeant son billet contre des marchandises, n'importe quelles marchandises. La circulation plus rapide des billets ayant le même effet que l'augmentation de leur nombre : c'est le début du processus inflationniste.

L'Etat a beau imprimer le chiffre qu'il veut sur le billet de banque, celui-ci vit sa propre vie, et la quantité de marchandises contre lesquelles on l'échange varie constamment et, le plus souvent, diminue.

Encore une fois, si peu que puisse valoir ce billet, l'Etat peut l'imposer sur son propre marché national, mais le respect — imposé — vis-à-vis de ces billets cesse là où cesse l'autorité d'un Etat et commence celui de son voisin. A moins que ce voisin soit sous sa domination économique, politique ou militaire (ce qui arrive), il n'est pas possible de lui imposer — comme à ses propres citoyens — sa propre monnaie de singe.

Pourtant, il existe un commerce international, donc il faut bien un système monétaire international.

... AU PARTAGE DE L'INFLATION DES AUTRES

Pendant longtemps, et même après l'introduction du cours forcé des billets de banque, les échanges extérieurs se faisaient sur une base simple et, pour autant que le mot puisse avoir un sens en régime capitaliste, relativement saine. Chaque Etat sachant parfaitement à partir de ses propres pratiques la confiance qu'il pouvait accorder à son voisin, exigeait au bout du compte que les paiements — ou du moins leurs reliquats une fois les échanges en sens inverse compensés — soient payés en or.

Comme cela, si chaque Etat pouvait voler ses propres citoyens, au moins, il ne pouvait pas voler ceux des autres (c'était réservé à « leur » Etat).

En outre, le problème du déficit de la balance des paiements d'un Etat pouvait être résolu d'une façon simple, quoique parfois brutale : quand, à force de déficit, les réserves en or de l'Etat étaient épuisées, force lui était ou d'augmenter ses exportations, ou de réduire ses importations ; mais, au moins, sa propre inflation, il ne pouvait pas l'exporter.

Depuis la deuxième guerre mondiale, cette situation a changé. L'aspect essentiel de ce changement réside dans le fait que, en raison de l'hégémonie économique, politique et militaire des Etats-Unis au lendemain de la seconde guerre mondiale, ceux-ci ont pu imposer le dollar comme moyen de paiement et de réserve international, à l'égal de l'or.

Les Etats-Unis sont le plus puissant des Etats, mais il n'en reste pas moins que le dollar ne diffère en rien des autres monnaies fiduciaires sur l'essentiel, à savoir que, contrairement à l'or, justement, la valeur du dollar est fondée sur une fiction. Il est aussi sujet à l'inflation que les autres monnaies.

Et c'est précisément ce qui se passe depuis quelques années. En raison en particulier de la politique d'armement des U.S.A., la balance commerciale de ceux-ci se trouve déficitaire. Et comme un vulgaire gouvernement français ou espagnol, celui des U.S.A. est obligé de faire marcher la planche à billets et de créer l'inflation monétaire aux Etats-Unis. Mais comme le dollar sert de monnaie de réserve à la totalité des banques centrales des autres nations, les U.S.A. passent généreusement leur inflation aux autres pays.

La contrepartie de la position du dollar en tant que monnaie d'échange internationale à l'égal de l'or est, il est vrai, que théoriquement les banques centrales des différents pays — et elles seules — ont le droit de convertir leurs dollars en or auprès de la banque centrale américaine. Pourtant, généralement, elles ne le font

L'assemblée du F.M.I. à Copenhague a suscité des manifestations d'hostilité au cours desquelles l'humour n'était pas absent.

(Photo U.P.I.)

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

finances en pleine démence

pas. Ceci est dû en partie au fait que les U.S.A. possèdent des moyens de pression efficaces pour les en dissuader. Mais c'est dû aussi au fait que ces Etats savent parfaitement que les réserves en or des U.S.A. ne suffisent absolument pas à rembourser tous les dollars détenus par les banques centrales étrangères. Une demande massive de conversion de dollars en or signifierait — si les U.S.A. tentaient de la satisfaire — la banqueroute du système monétaire américain et partant, la banqueroute de tout le système monétaire international. Ce serait donc guérir le mal, après tout supportable, de l'obligation de partager l'inflation américaine, par un mal bien plus grave et souvent aigu. On se contente donc, comme à Copenhague précisément, d'émettre des vœux pieux sur la nécessité pour les Etats-Unis de remettre de l'ordre dans leurs affaires en équilibrant leur balance des paiements. Ce à quoi les U.S.A. répondent, suivant le ton des reproches, soit par des promesses toutes aussi pieuses, soit par les menaces plus ou moins voilées de celui qui sait que, de gré ou de force, les autres sont bien obligés de subir.

DES LIBERALITES U.S... SUR LE DOS DES PAYS PAUVRES

Il y a cependant une petite compensation pour une partie des Etats qui supportent les conséquences de la position du dollar, et cette compensation est accordée précisément par le F.M.I.

Cette institution, qui joue par certains côtés le rôle d'une banque mondiale, est financée par les cotisations des Etats participants. En contrepartie, elle accorde des prêts ou, comme on les appelle, des droits de tirage supplémentaires (supplémentaires par rapport à la cotisation de l'Etat qui en fait usage, s'entend). C'est en particulier ce droit qui a sauvé la Grande-Bretagne d'une deuxième dévaluation.

Si donc un pays est en déficit, avant, ou au lieu de dévaluer ou de rétablir l'équilibre de sa balance des paiements par tous autres moyens, il peut emprunter au F.M.I.

Mais ce crédit n'est pas accordé à tout le monde : seuls les pays capitalistes riches ont le droit d'y accéder. Or, ces crédits ouverts par le F.M.I. aux pays riches augmentent la masse des moyens de paiement internationaux, donc, contribuent à entretenir l'inflation. Inflation qui touche évidemment les pays sous-développés, mais ceux-ci n'ont même pas en contrepartie la possibilité de crédit accordée aux pays riches : En somme, le « droit de tirage supplémentaire — D.T.S. pour les intimes du monde financier — est un dédommagement très partiel accordé par les U.S.A. aux pays riches — sur le dos des pays pauvres. D'où la protestation des représentants des pays sous-développés, à la réunion du F.M.I., protestation qui, il va sans dire, est restée sans effet.

L'ABERRATION DE L'EURO-DOLLAR

Mais les sommités du monde financier réunies à Copenhague n'étaient pas au bout de leurs peines. Ils avaient à affronter — sans pouvoir rien y faire d'ailleurs — les épineux problèmes que pose au système monétaire international ce que l'on appelle l'euro-dollar.

Cette nouvelle et particulièrement absurde création d'un système monétaire déjà absurde a vu le jour il y a seulement quelques années, et depuis, elle n'a cessé de prendre une importance croissante. Ce nom d'« Euro-dollar » couvre une forme de crédit, accordée en dollars par des institutions bancaires non américaines.

Mais avec l'Euro-dollar, les derniers liens avec le réel sont rompus. Il n'a pas d'existence palpable en tant que monnaie, aucun Etat n'est officiellement responsable de son émission. Et pourtant, il permet d'édifier des fortunes, il permet le déroulement d'une multitude d'opérations commerciales et financières.

Qu'est-ce donc que cet Euro-dollar ? Schématiquement, son principe est le suivant : supposons qu'une société allemande X vende sur le marché américain pour un million de dollars de marchandises. Elle reçoit en paiement un chèque libellé en dollars. Au lieu d'échanger ce chèque contre des marks, elle le dépose dans une banque allemande sur un compte libellé en dollars.

La banque en question ne gardera évidemment pas ce dépôt inactif. D'autant que des crédits en dollars sont toujours recherchés. Aussi, elle va en reprêter la majeure partie, sachant d'expérience que tous les dépositaires ne le réclameront pas en même temps. L'entreprise bénéficiaire du prêt réglera ses fournisseurs, lesquels déposeront ces dollars à leur tour dans leur propre banque. Cette banque reprêtera à son tour une partie des dépôts, et ainsi de suite.

Ainsi, le même chèque d'un million de dollars qui a été à l'origine de toute cette affaire peut servir progressivement à un crédit en dollars bien supérieur au million en question.

Voilà donc des banques allemandes qui ont été à l'origine de la création d'une certaine somme de dollars fictifs.

La particularité de ces crédits en dollars émis par des banques non américaines, c'est que... personne n'en accepte la responsabilité, étant donné qu'aucune banque centrale n'en contrôle l'émission. Pas la banque centrale américaine, car celle-ci émet de la monnaie aux U.S.A. et pas en Allemagne, pour reprendre notre exemple. Pas la banque centrale allemande, car elle n'émet pas de dollars.

Ce qui fait que normalement, si la société X voulait rentrer dans ses fonds en demandant le remboursement de son million de dollars, et si sa banque ayant reprêté la somme était dans l'incapacité de rembourser, la société X n'aurait aucun recours.

La fragilité du système fait frissonner les plus téméraires des banquiers présents à Copenhague, et pourtant, en matière de constructions fragiles et fictives, ils en ont vu bien d'autres.

Mais que faire ? Ces crédits ont tellement d'avantages, précisément parce que personne ne contrôle leur émission, que leur volume a augmenté dans des proportions impressionnantes, passant de 1964 à 1969 de 9 milliards de dollars à 37 milliards. (Disons que cette somme équivaut au volume total de toutes les disponibilités monétaires de la France, dépôts en banque compris.)

Ainsi, toute une partie du commerce international est basée sur une monnaie inexistante, créée de rien par des organismes d'émission contrôlés par personne. Or, il est évident qu'il suffit que l'Euro-dollar s'écroule pour entraîner avec lui, étant donné son volume, tout le système monétaire mondial. C'est donc l'économie de l'ensemble du monde qui est à la merci d'une vague de perte de confiance en une création aussi fictive que l'Euro-dollar.

Finalement, les banquiers réunis à Copenhague savent qu'ils sont au bord du précipice. Ils savent aussi que, bien que responsables de la situation, ils n'y peuvent rien. Mais, « après nous, le déluge »... Seulement, le déluge en question ne menace pas seulement ceux qui en sont responsables, mais toute la société. Et il la menace d'une crise à côté de laquelle celle de 1929 risque d'apparaître comme une aimable plaisanterie. Or, on sait ce que la crise de 1929 avait amené en son temps...

G. KALDY

ils causent... ils causent...

SANS les manifestations gauchistes, qui aurait su que le Fonds Monétaire International tenait son assemblée générale annuelle à Copenhague ?

C'est dans une belle unanimité que furent dénoncés les deux maux du système monétaire international : le déficit de la balance des paiements U.S (7 milliards de dollars en 1970), et l'inflation du dollar qui se répercute sur les monnaies des autres pays-membres.

Mac Namara : Pour qu'il puisse parler... (photo U.P.I.)

Mais dans la suite des débats, les honorables ministres des finances et directeurs des banques nationales donnèrent le spectacle de schizophrènes perdus dans leur monologue.

Et là où ce fut tout simplement grandiose, ce fut lorsque M. Mac Namara, président de la banque mondiale et ci-devant secrétaire d'Etat américain à la Défense, prononça son discours.

Il lança d'abord un « avertissement solennel », *contre l'explosion démographique dans le tiers-monde :* « Plus d'un milliard de naissances doivent être prévenues dans les pays en voie de développement... » *Vieille chanson !*

Puis ce fut l'autocritique : « il me paraît inconcevable que le peuple américain qui représente 6 % de la population mondiale, mais consomme près de 40 % de ses ressources, puisse accepter pendant longtemps encore de n'apporter au développement des pays du tiers-monde qu'une contribution inférieure à sa juste part ». *Et il ajoute :* « Pour la sécurité illusoire que confère une course aux armements sans fin, le monde dépense tous les ans 180 milliards de dollars *(1.080 milliards de francs)* et en dépensera certainement davantage dans les années à venir... il est tragique que les pays développés hésitent à maintenir seulement à leur niveau actuel — 7 milliards de dollars — les dépenses qu'ils consacrent à l'aide d'origine pubilque... c'est là le signe de la dernière folie, et je le crains, d'une folie incurable. »

M. Mac Namara qui s'illustra dans l'aide (militaire) au Viet-Nam (de Thieu et Ky), parle bien.

Ce qui ne veut évidemment pas dire que M. Mac Namara, et le gouvernement américain, changeront en quoi que ce soit, leur politique vis-à-vis des pays sous-développés. Ceux-ci continueront à croupir dans le marasme économique, pendant que les pays impérialistes continueront à s'enrichi rsur leur dos.

Mais que voulez-vous, les Mac Namara et leurs pareils ont des exigences : ils ne veulent pas seulement vivre grassement du pillage du monde entier. Ils veulent aussi avoir bonne conscience, et les bonnes paroles ne coûtent pas cher.

L. BERTRAND.

...Il a fallu un déploiement de forces de police qui ont eu fort à faire. (Photo U.P.I.)

ITALIE 1920 : GREVE GENERALE

LA GREVE DE SEPTEMBRE 1920

EN septembre 1920, l'Italie connaît déjà depuis près de deux ans une agitation révolutionnaire. La grève des métallurgistes en est le point culminant.

C'est à Turin, ville où Antonio Gramsci et son groupe de l' « Ordine Nuovo » font de la propagande pour l'idée des « Conseils ouvriers », que le mouvement prend naissance : dès juin 1920, la F.I.O.M., Fédération Italienne des Ouvriers Métallurgistes, dépose auprès de la Fédération des Industriels une demande d'augmentation de salaires, corrigeant l'augmentation du coût de la vie.

La réponse vient le 29 juillet : tirant argument de la crise économique, de la concurrence, de leurs bilans peu favorables, les industriels refusent toute concession. Bien mieux, le 13 août, ils rompent toute discussion et annoncent un projet... de réduction des salaires !

Dès lors, les métallurgistes italiens — c'est-à-dire ceux des régions industrielles : Milan, Turin, Gênes — se préparent à la lutte. La F.I.O.M. décide la grève perlée. Le 30 août, la direction de l'usine Alfa Roméo, à Milan, fait évacuer les ouvriers par la troupe, afin de liquider la « grève sur le tas ». Le 31 août, les ouvriers répondent à cette provocation en occupant trois cents établissements métallurgiques de Milan. Dans les deux jours qui suivent, le mouvement d'occupation d'usines s'étend dans toute l'Italie, déborde le secteur de la métallurgie. C'est dans les fiefs de l'Italie industrielle — Gênes, Milan, Turin — que le mouvement est le plus dur.

Mais les travailleurs ne se contentent pas d'occuper les usines. Un Conseil Ouvrier élu prend, dans chaque entreprise, la direction de la lutte, et tente de continuer à faire fonctionner l'usine pour le compte des travailleurs. Les difficultés sont nombreuses : techniciens et ingénieurs, prenant le parti patronal, ont déserté leur poste. Le ravitaillement en matières premières est difficile. L'argent manque. Néanmoins, un accord avec les coopératives ouvrières permet de continuer à verser les salaires.

La grève dure plus d'un mois. Un mois durant lequel les travailleurs italiens montrent que, pour assurer le fonctionnement d'une usine, point n'est besoin de patrons, ni de leurs larbins de tout poil : la classe ouvrière peut faire fonctionner l'économie, en se passant des parasites que sont les patrons. Par contre, ceux-ci, dès lors que les ouvriers refusent leur autorité, apparaissent pour ce qu'ils sont : des inutiles, qui, devant cette Italie des Soviets qui se lève, éprouvent soudain une peur bleue.

Quelques mois plus tard, les bandes fascistes font régner la terreur. Ici, le siège du journal socialiste « L'Avanti » gardé par des soldats après un attentat fasciste. (Photo Violet)

Des espoirs de révolution aux débuts du fascisme

EN 1919-1920, l'Italie connaît, de l'avis général, une crise révolutionnaire. Pour beaucoup, l'instauration d'une république socialiste, suivant l'exemple des bolcheviks russes, n'est qu'une question de mois. Depuis la fin de la guerre mondiale, en 1918, la classe ouvrière, les paysans pauvres et les ouvriers agricoles — nombreux dans ce pays de grande propriété — sont passés à l'offensive. Pour les faire participer à l'effort de guerre, on leur avait affirmé que la fin de celle-ci, et la victoire, permettraient la solution de tous leurs maux. Cette guerre, les travailleurs italiens l'ont payée très cher, laissant sur le terrain 600.000 morts et 500.000 mutilés, victimes d'une tuerie insensée, pour les seuls profits d'une poignée de magnats de l'industrie. Aussi la révolution russe, comme dans tous les pays européens éprouvés par la guerre, éveille-t-elle un grand espoir, et les travailleurs, bien décidés à ne plus s'en laisser compter, exigent que les promesses qu'on leur a faites soient tenues.

Une crise révolutionnaire

La crise économique que le pays connaît après la guerre ne fait que renforcer cette combativité. Le capitalisme italien est, en 1918, trop faible pour que les vainqueurs de la guerre mondiale — France, Angleterre, Etats-Unis — daignent lui accorder autre chose que quelques miettes, lors du partage du butin de leur guerre de rapine. L'essor industriel, auparavant alimenté par la guerre, est arrêté faute de débouchés. L'inflation et la vie chère pèsent de plus en plus sur les masses laborieuses. Les soldats, démobilisés, se heurtent au chômage.

De cette situation, la classe ouvrière est bien décidée à ne pas faire les frais. Aussi les années 1919 et 1920 voient-elles une agitation incessante. De 1915 à 1920, les effectifs de la C.G.L. (la C.G.T. italienne) passent de 320.000 à 2.200.000 adhérents. Les grèves succèdent aux grèves, aux manifestations ; dans l'industrie, la journée de huit heures, la généralisation des contrats collectifs, la représentation des travailleurs dans des « commissions internes d'usine », sont imposées. Les paysans occupent les terres des grands propriétaires, et obtiennent le droit de rester sur place. Les ouvriers agricoles, organisés en « Ligues Rouges », imposent eux aussi des contrats collectifs. Des « soviets », ici et là, sont proclamés.

Face à cette montée ouvrière, la bourgeoisie italienne a peur, et évite de heurter de front le mouvement. Les gouvernements de Nitti, puis de Giolitti, désarmés, conservent une attitude attentiste : en 1919-1920, la classe ouvrière italienne semble marcher vers le pouvoir.

Une mouvement ouvrier « maximaliste »

Les organisations ouvrières elles-mêmes semblent, en Italie plus qu'ailleurs, proches d'une politique révolutionnaire. Le Parti Socialiste Italien a été, durant la guerre, un des seuls à refuser l'entrée dans l'Union Sacrée et à ne pas s'associer à la politique de guerre de son gouvernement. C'est aussi un des premiers à adhérer, en mars 1919, à la Troisième Internationale. Il est profondément implanté dans les masses — recueillant 32 % des voix aux élections de novembre 1919. Quant à la direction du Parti, elle s'affirme « maximaliste », selon le nom donné alors aux bolcheviques. Elle se laisse aller à un langage révolutionnaire, parlant de « la destruction des organes de la domination bourgeoise », décrivant la période comme celle de « la dissolution et de l'écroulement de tout le système capitaliste mondial ». Seule une petite opposition avec Bordiga et Gramsci est consciente des insuffisances politiques du groupe dirigeant.

Car, tout « maximaliste » qu'il soit, le Parti Socialiste ne fait rien pour organiser la lutte d'ensemble des travailleurs italiens, pour faire converger leurs luttes menées de façon dispersée dans tout le pays. Bien sûr, il y voit « l'approche d'un heurt formidable entre la bourgeoisie et le prolétariat », mais regarde avec condescendance tous ces mouvements spontanés des travailleurs. L'« Avanti ! » quotidien du Parti, les met en garde contre ces mouvements qui pourraient être nuisibles au mouvement d'ensemble ».

Mais quel « mouvement d'ensemble » propose-t-il ? Les « maximalistes » italiens, comme de bons réformistes qu'ils sont au fond, ne l'envisagent que sous forme d'une bataille électorale, colorée il est vrai de couleurs « révolutionnaires », et de proclamations grandiloquentes... Et eux aussi se figent dans l'attentisme, refusant de préparer l'affrontement de classe qui s'annonce... Car si la classe ouvrière, par suite de l'aveuglement de ses dirigeants, lutte en ordre dispersé, sans conscience du but à atteindre, la bourgeoisie, elle, derrière l'attentisme apparent du gouvernement Giolitti, prépare la contre-offensive.

La faible bourgeoisie italienne, pour sortir de sa crise, a besoin de reprendre toutes les concessions que, dans ces années de montée ouvrière, elle a dû faire. Dès 1919, elle s'y prépare, mettant sur pied un front uni des grands industriels et agrariens : les possédants s'organisent, attendant seulement le moment favorable pour briser le mouvement. Ils ont leur plan, alors que la classe ouvrière n'en a pas, parce que ses dirigeants, tout à leur verbiage, n'ont pas jugé utile d'en chercher un. Et ce sont les grèves de septembre 1920 qui révéleront, en face de la combativité ouvrière, l'incapacité des dirigeants socialistes. Elles seront à la fois l'apogée et le début du reflux de la classe ouvrière italienne.

Septembre 1920 : La C.G.L. brade

Dès le 1er septembre 1920, la plupart des usines italiennes sont occupées par les travailleurs, et recommencent à fonctionner pour leur compte, sous le contrôle d'un « Conseil d'usine », qu'ils ont élu. La vague d'agitation que connaît le pays depuis deux ans, est devenue une lame de fond.

Le « spectre bolchevik » qui causait, depuis la fin de la guerre, les insomnies des possédants, semble soudain prendre corps. Il faudra, pour les rassurer, toute la veulerie et l'incapacité des dirigeants de la C.G.L. et du Parti Socialiste.

Il faut attendre les 4 et 5 septembre pour que la C.G.L. et le Parti Socialiste prennent une position de soutien sur le plan national. Pendant ce temps, le gouvernement Giolitti, prudemment, fait occuper les villes industrielles par l'armée et la police. Ainsi, le mouvement restera circonscrit aux usines.

Enfin, les 10 et 11 septembre, le conseil national C.G.L. se décide à délibérer sur ce mouvement qui l'embarrasse bien, et qu'il n'a nullement souhaité. Loin de chercher à l'élargir, la C.G.L. se préoccupe de lui garder un caractère corporatiste : que les travailleurs restent dans leurs usines, ce n'est pas la C.G.L., ni les « maximilistes » du Parti Socialiste qui les en feront sortir pour les lancer à l'assaut du pouvoir bourgeois.

Sur proposition de D'Aragona, secrétaire confédéral, il est décidé de dévier la lutte sur une nouvelle revendication : le « contrôle ouvrier », dont on demande la « reconnaissance de principe ». C'est faire un trop beau cadeau aux industriels et à Giolitti, qui ne sont guère regardants sur les « principes », et acceptent cette « reconnaissance de principe », pourvu qu'elle n'ait pas de conséquences.

Le 1er octobre, un accord sur le « contrôle ouvrier » est signé. Il doit faire l'objet d'un projet de loi qui, en fait, ne sera jamais voté ! Le 4 octobre, les ouvriers, qui ont abandonné les usines dès le 27 septembre, reprennent le travail. Chacun maintenant, même les fascistes de Mussolini, fait la cour à la classe ouvrière, proclamant que, avec cette « reconnaissance de principe », c'est une ère nouvelle qui commence.

Mais, les travailleurs, eux, se sentent plutôt joués et battus. La lutte salariale des métallurgistes du Nord s'était transformée en épreuve de force avec l'ensemble du patronat. La CGL a bradé cette grève générale pour le plat de lentilles du « contrôle ouvrier ». La bourgeoisie italienne a eu chaud ! Le « Corriere Della Sera » peut écrire :

« Ces jours-ci, l'Italie a couru le risque d'éclater : la révolution ne s'est pas faite, non parce qu'elle s'est heurtée à des obstacles, mais parce que la CGL ne l'a pas voulue. »

Quant à D'Aragona, secrétaire de la CGL, il se félicitera deux ans plus tard :

« Nous avons fait tout ce qu'on pouvait pour freiner les impatients. C'est notre honneur d'avoir empêché la révolution méditée par les extrémistes. »

Et Giolitti lui-même se réjouit de ce que « par bonheur, le bon sens prévalut, particulièrement dans les grandes organisations représentant les masses ouvrières » (1)

Pour la classe ouvrière, le « grand espoir » de 1919-1920 s'évanouit devant le spectacle de ces chefs syndicaux pressés avant tout de s'entendre avec le pouvoir. Le scepticisme, la lassitude, la désillusion, commencent de s'installer, après ce combat avorté. C'est le début du reflux ouvrier.

En novembre et décembre, les bandes de Mussolini, financées par la grande industrie, se hasardent, à Bologne et Ferrare, à tirer sur la foule ouvrière : la bourgeoisie relève la tête, et commence à lancer sur la classe ouvrière, ses bandes fascistes. La révolution italienne n'a pas eu lieu, et les travailleurs paieront cher l'indécision de leurs dirigeants. Car, si la classe ouvrière n'a pas su mener son combat jusqu'au bout, la bourgeoisie, elle, saura mener le sien jusqu'à l'écrasement de l'Italie sous la botte fasciste.

André FRYS

(1) Cité par Robert Paris : « Histoire du fascisme en Italie ». Maspero, éditeur.

LE PROCÈS DE MICHEL FAUQUEUX

ce sont les Duguet que le public aurait condamnés

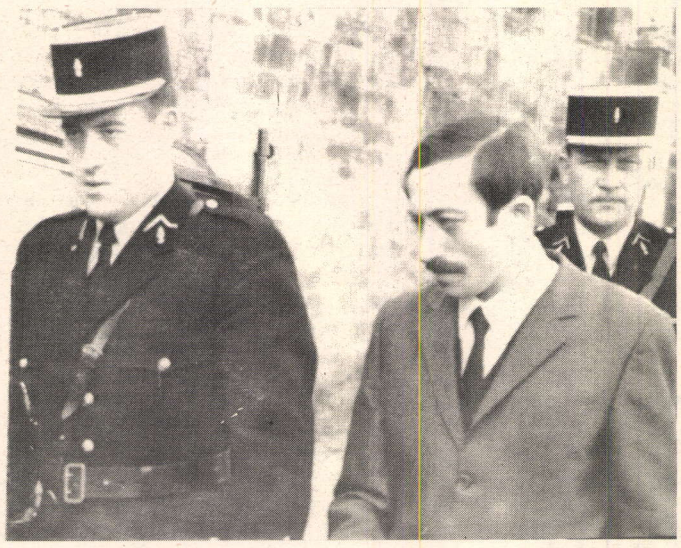
EN général, le public qui vient assister, en Cour d'Assises, à des procès de « célébrités », vient au spectacle, et veut voir condamner les accusés.

Il n'en allait pas de même cette fois-ci devant le tribunal où ont comparu, du 28 au 30 septembre, Michel Fauqueux et son épouse Thérèse Lemadre, accusés d'avoir enlevé, il y a environ un an, la petite Sophie Duguet, afin d'en tirer rançon. Le public manifesta à plusieurs reprises sa sympathie envers Fauqueux, et son hostilité contre la famille Duguet. Le verdict qui envoie Fauqueux en prison pour quinze ans et Thérèse Lemadre pour trois ans, fut mal accueilli.

Ces marques de sympathie, dont une partie de la presse s'étonne ou s'indigne, ne sont que la réédition de ce qui s'était déjà produit il y a quelques mois, à l'époque de l'arrestation des ravisseurs.

C'est que le public se reconnaît volontiers dans le couple Fauqueux-Lemadre, lui fils d'ouvrier et ouvrier lui-même qui essaie de « s'en sortir » en exploitant un petit garage, elle ouvrière également, fille d'agriculteur dont le père travaille justement à la ferme des riches Duguet.

Que Fauqueux ait tenté d'extorquer 1 million de nouveaux francs aux Duguet, cela apparaît manifestement à une grande part de l'assistance non comme un vol, mais au contraire comme une plus juste répartition des biens. Et Fauqueux devient ainsi une sorte de héros qui a osé faire ce que beaucoup semblent rêver dans la région : s'attaquer aux Duguet, s'en prendre à leur richesse.



Michel Fauqueux, lors du procès. (U.P.I.)

Il est significatif que la seule question qu'ait posée un des jurés a été de demander à Duguet comment il avait fait pour se procurer si vite l'énorme somme de la rançon.

Si l'on avait fait voter le verdict par les habitants de la région, il est probable que l'agresseur, Fauqueux, aurait été acquitté et que c'est la victime, Duguet, qui aurait été condamnée.

Devant ces réactions du public, certains journalistes se sentent obligés de répéter : « Mais tout de même, le délit d'enlèvement d'enfant est particulièrement crapuleux, la petite Sophie, elle, n'y était pour rien, etc... »

C'est vrai et rien ne peut justifier une telle action. Mais le verdict qui condamne Fauqueux et son épouse pose justement un problème du même genre : que vont devenir les enfants du couple Fauqueux-Lemadre ? Ils sont « innocents » eux aussi, et pourtant ils risquent de connaître un sort plus terrible que celui de Sophie Duguet qui a finalement peu souffert de son enlèvement.

Mais ce n'est pas là l'affaire de la Justice. Il y avait un délit, il lui fallait des condamnés. Elle les a. Pour elle, la question est close.

A. Victor.

Encore des condamnations par la cour de sûreté

DE nouveaux diffuseurs ou vendeurs de la Cause du Peuple **ont été condamnés à 4 et 6 mois de prison par la cour de Sureté de l'Etat pour « reconstitution de ligue dissoute ».**

On a revu à cette occasion le scénario désormais banal : Jean-Paul Sartre demandant pourquoi il était en liberté et le juge lui répondant que c'est parce qu'il n'appartient pas à la Gauche Prolétarienne... puisqu'il le nie lui-même.

Une fois de plus, on a condamné des jeunes, mais craint d'inculper un homme aussi connu et aussi remuant que le directeur du journal dont les vendeurs sont incriminés. Il est à remarquer d'ailleurs que, contrairement à ce qui s'était passé pour les dernières condamnations, celles-ci n'ont pas été assorties de la suppression des droits civiques, civils et familiaux. Sans doute le scandale provoqué avait-il été trop grand et trop nombreux avaient été ceux qui avaient constaté que même les plastiqueurs de l'O.A.S. n'avaient pas été aussi interdits de séjour dans tous les domaines publics ou privés.

De toute façon, ces condamnations ne peuvent rien contre la détermination des idées. Les juges ont beau prononcer des peines absurdes, cela n'empêche pas les contestataires de toutes tendances de s'exprimer, cela ne fait que montrer au grand jour la stupidité de leur société.

Infaillibilité judiciaire

CURIEUX procès que celui qui vient de se dérouler devant les Assises de Bordeaux : un accusé qui avoue et qui réclame qu'on le condamne, tandis que le procureur conteste ces aveux et veut à toute force que l'on proclame l'innocence de l'accusé. Cette fois, les rôles sont inversés. Cela pourrait être le sujet d'un film humoristique anglais.

Mais, en dépit des apparences burlesques, les choses sont plus sérieuse qu'il n'y paraît à première vue. Car Roger Senesi s'accuse aujourd'hui d'un crime qui a déjà été jugé. La justice avait déjà son coupable, Cassandri, elle l'avait condamné malgré ses proclamations d'innocence et la faiblesse des témoignages, et mis à l'abri dans les prisons de la République. Tout était donc bien réglé, chacun pouvait rentrer chez soi, juges, avocats, policiers, l'esprit dégagé et le cœur content du devoir accompli.

Les aveux intempestifs de Senesi viennent remettre en cause ce bel ordonnancement et semer le doute dans le bon peuple. La machine judiciaire se serait-elle trompée ? Y aurait-il un innocent en train de purger la peine d'un autre ? Inadmissible !

La justice française, pas plus que le Pape, ne peut se tromper. C'est écrit dans le code.

Les aveux, les faits nouveaux, les nouveaux témoignages ne peuvent être qu'illusions sataniques qui ne sauraient remettre en cause l'autorité de la chose jugée.

Dans l'affaire Senesi, le procureur, les policiers — les mêmes que ceux qui avaient fait condamner le « coupable » officiel de la justice — se sont démenés pour que ce principe de base sur lequel se fonde « notre » justice, ne soit pas remis en question par les déclarations d'un petit truand marseillais. Et ils ont gagné. Senesi, malgré ses déclarations, n'a pas été condamné, pour que le premier jugement condamnant Cassandri ne soit pas désavoué.

Dans cet imbroglio, nous ne savons pas plus que d'autres qui était le vrai coupable. Mais une chose est certaine, c'est que l'appareil judiciaire, placé sur la sellette par les déclarations de Senesi, s'est défendu comme un beau diable pour qu'il ne soit pas dit qu'il ait pu se tromper.

J.-P. V.

QUESTION DE CONFIANCE DE CHABAN :

on a le plébiscite qu'on peut

DEPUIS le succès qu'il a remporté à Bordeaux, le Premier ministre se sent le vent en poupe. Il est vrai, que ce succès, il l'a remporté dans une circonscription taillée sur mesure. Il est vrai qu'il fut élu avec moitié moins de voix qu'il n'en faut à un député du Parti communiste de la banlieue parisienne pour être élu, même de justesse. Mais ne chipotons pas, le découpage électoral a été fait pour favoriser les bien-pensants et puisque Chaban vient d'en faire son profit, il entend sur sa lancée consolider son avantage.

C'est ainsi que le gouvernement a décidé d'engager sa responsabilité sur une déclaration de politique générale, à la prochaine session parlementaire.

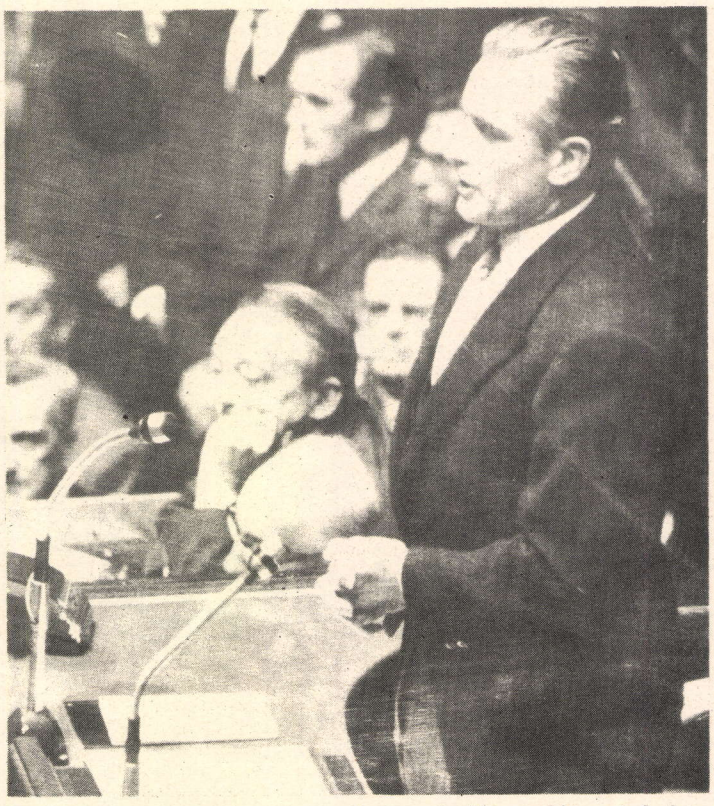
La question de confiance ne découle d'aucune discussion au sein d'un parlement qui a de toute manière perdu depuis belle lurette jusqu'à l'habitude de discuter autrement que pour ne rien dire. Par ailleurs, le dernier des analphabètes en matière de politique sait que le gouvernement a une majorité telle au parlement qu'il n'y a aucune chance que la question de confiance puisse entraîner une autre réponse que le oui.

Mais justement, Chaban Delmas a besoin d'un oui « franc et massif ». Chacun sait qu'avant l'élection de Bordeaux, il était contesté au sein même de sa propre majorité, en particulier pour sa politique d'ouverture. Eh bien, il va maintenant montrer qu'il tient bien la barre.

En son temps, lorsqu'il devait se faire redorer son blason, de Gaulle recourait au référendum. Ses enfants spirituels — si l'on peut dire — flirtent parfois avec le style du général. Mais avec prudence.

Se faire plébisciter par un parlement croupion n'est certes pas très brillant. Mais on a le plébiscite qu'on peut. Et de surcroît, le parlement aura l'impression de servir à quelque chose.

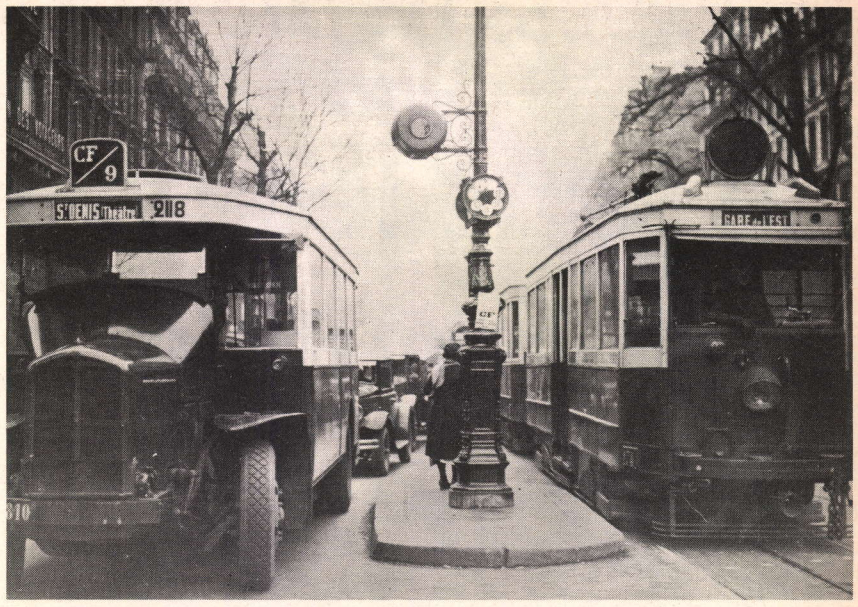
G.K.



Après le cirque de Bordeaux, le théâtre de l'Assemblée générale. (U.P.I.)

REGION PARISIENNE

ce que devrait être la priorité aux transports en commun



Les vieux autobus et les tramways ont disparu... mais pas les problèmes des transports en commun. (photo A.F.P.)

TANDIS que la S.N.C.F. annonce que de nouveaux trains desserviront la banlieue à partir du 27 septembre, et que les déclarations émanant aussi bien du préfet Doublet que du ministre Gallet, insistent sur la nécessité de donner la priorité aux transports en commun, ces fameux transports en commun sont redevenus, après la trop brève accalmie des vacances, le cauchemar de l'usager.

Même cohue aux heures de pointe, même attente aux correspondances, mêmes longues marches à pied pour gagner l'arrêt de bus, même inconfort, même fatigue, même énervement, même corvée. Ou plutôt non, c'est pire encore. Car la fatigue avec la distance, suit le rythme d'accroissement de la monstrueuse région parisienne où chaque rentrée apporte son élément supplémentaire de pagaille et de désorganisation.

Maisons-Alfort : le ministre inaugure à sa façon... (photo A.F.P.)

Devant le mécontentement croissant et de plus en plus hautement affirmé, le gouvernement va, dit-on, prendre des mesures. L'orientation générale de ces décisions sera donnée le 15 octobre lors d'un conseil interministériel où les responsables vont se disputer les maigres ressources du VI[e] plan !

Et la presse apprend que deux options vont s'affronter. Il y a, paraît-il, 14,4 milliards à se partager. Le ministère de l'équipement (Chalandon, ça ne vous dit rien, ce nom-là ?) réclame 10 milliards pour les routes et autoroutes, le ministère des transports, lui, se contenterait de 7 milliards. Le calcul est vite fait, ça ne fait pas le compte. C'est finalement le gouvernement qui tranchera. Mais il a déjà fait savoir qu'il ne permettrait en aucun cas le dépassement du chiffre de 14,4 milliards prévus.

Alors pour mieux préparer l'opinion on ressort, bien sûr, tous les projets de stationnement payant, de jour comme de nuit, dans les rues de la capitale. Et on laisse entendre que le produit partiel des contraventions servirait à financer l'extension et l'amélioration des transports en commun. Des spécialistes s'efforcent de démontrer qu'après tout, les automobilistes ne financent que très partiellement les dépenses qu'entraîne l'existence d'automobiles individuelles.

Bref, on se propose de prendre dans la poche des automobilistes ce que l'augmentation des tarifs publics n'aura pas suffi à fournir. On fait surtout de la démagogie facile en dressant l'une contre l'autre ces deux victimes du développement anarchique de la région parisienne et du manque de prévision des pouvoirs publics : l'usager des transports publics et l'automobiliste.

Et bien non ! Il n'y a pas d'un côté de riches et égoïstes automobilistes et de l'autre de pauvres altruistes usagers des transports publics. Les oisifs qui circulent pour leur plaisir sont finalement peu nombreux et, eux, ils s'offrent sans problème les places de stationnement payant dans les parkings des Champs Elysées. Non, la majorité des automobilistes comme la majorité des usagers de la R.A.T.P. sont des travailleurs qui prennent le mode de transports le plus pratique, le plus rapide, le moins cher, et le plus proche de leur domicile. La voiture, malgré son coût d'achat et même en comptant l'assurance, revient, le plus souvent, moins cher que les transports publics, sans compter le gain de temps, de fatigue, de confort, etc. Chaque matin, huit cent mille banlieusards gagnent la capitale en voiture, les uns parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement, les autres parce que c'est finalement plus économique et plus rapide.

Tant que la banlieue ne sera pas desservie par un réseau dense, rapide et varié de transports en commun, toute solution qui consistera à faire payer les automobilistes ne sera que du rackett, purement et simplement. Ce sera un impôt indirect de plus, prélevé sur les travailleurs automobilistes. Et un impôt dont la destination sera plus que problématique. Car ce que l'on glanera ainsi dans la poche des automobilistes sera tout à fait insuffisant pour améliorer, ne serait-ce que très partiellement, les transports publics.

Et ce que vise finalement le gouvernement avec son plan de stationnement payant, ce n'est pas l'amélioration générale des conditions de transport dans la région parisienne. C'est imposer une sélection par l'argent qui réserverait la possibilité d'utiliser leur voiture personnelle aux plus riches, et qui condamnerait les autres à aller grossir encore plus la foule des usagers surcompressés d'un réseau de transports en commun insuffisant et défaillant.

On ne pourra honnêtement prendre des mesures destinées à inciter les automobilistes à renoncer à utiliser leur voiture personnelle que lorsque l'on aura mis en place un projet global aménageant le présent et préparant l'avenir dans le domaine des transports en commun. Il est évident que, dans l'immédiat, la mise en circulation de nouveaux bus dans Paris ne pourrait en rien diminuer à elle seule les risques d'asphyxie et de paralysie de la circulation intra muros. Mais dix fois, cent fois plus de bus dans la gigantesque banlieue parisienne, cela est immédiatement possible et nécessaire. Cela constituerait le seul moyen de dissuasion pour les 800 000 automobilistes banlieusards. Cela permettrait une décongestion immédiate du centre de la capitale. Qu'on y ajoute l'extension du réseau du métropolitain, et du réseau de la S.N.C.F., et l'on verra qu'il n'y aura pratiquement plus de problème de circulation dans notre région.

Evidemment, ce n'est pas le produit des contredanses qui pourrait financer ce projet. Les contredanses suffisent tout juste à payer l'ordinateur de la Préfecture et l'armada de contractuels, employés, greffiers et autres services qui se sont monstrueusement gonflés avec l'extension de la répression anti-automobilistes qui sévit depuis tant d'années et n'a rien résolu.

Evidemment il faudrait aller chercher les ressources ailleurs. Non pas dans la poche des salariés, mais dans celle de leurs employeurs, c'est-à-dire de ceux qui profitent de la formidable concentration en hommes, en capitaux, en moyens techniques que représente la région parisienne, de ceux qui vivent de ce monstre et qui ont intérêt à le perpétuer.

Colette Bernard.

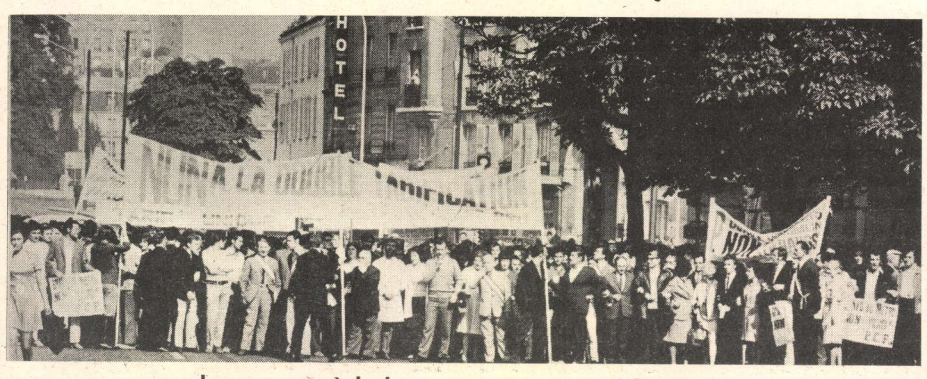
R.A.T.P. LILAS

au mois d'août

A la R.A.T.P., les vacances du personnel s'étalent du mois de mai au mois de septembre. Bien sûr, la répartition ne se fait pas au volontariat, et beaucoup de receveurs et de machinistes se voient attribuer d'office un mois qui ne les arrange pas forcément. Au mois de mai, beaucoup de receveurs durent prendre leurs vacances, même ceux qui avaient réclamé le mois d'août ou juillet. Mais quelle ne fut pas la surprise des receveurs en août d'entendre la direction d'autobus se plaindre sur tous les tons qu'il y avait trop de receveurs ce mois-là. Après tout, la mauvaise organisation est chose assez courante à la R.A.T.P. où ce sont les économies de dernière heure qui priment avant toute chose, et jusque-là, rien de très étonnant. Seulement, en août, la R.A.T.P. était fermement décidée à réduire le trafic, à réduire le nombre de bus en service et des rames dans le métro ; des usagers protestèrent parce qu'ils étaient aussi entassés que durant le reste de l'année et qu'ils devaient attendre un quart d'heure ou vingt minutes chaque rame.

Sur le réseau routier, comme la R.A.T.P. trouvait qu'il y avait trop de receveurs pour un nombre de bus trop réduit, elle a trouvé comme seule solution de mettre « en repos » plusieurs jours de suite beaucoup de receveurs. Seulement, ces jours de congé n'ont pas été comptés aux frais de la Régie, pour mauvaise gestion, comme il aurait été logique de le faire, mais ont été considérés comme une avance faite par la Régie sur « le temps supplémentaire » de chaque receveur dans l'année qui vient. (Chaque retard de trajet, chaque amplitude de la journée de travail dépassant onze heures trente donne au receveur ou au machiniste un certain nombre de minutes qui, accumulées, lui valent des jours de congé). Beaucoup de receveurs se sont ainsi trouvés dans la situation de devoir à l'avance à la Régie plusieurs jours de repos dans la saison à venir, ce qui, évidemment, est inadmissible. Les syndicats n'ont absolument rien dit contre ces pratiques de la direction qui en prend vraiment trop à son aise avec le personnel.

J.-J. Cardet.



... les usagers à la leur... (photo L.O.)

UNE JOURNÉE D'ACTION DANS LES HOPITAUX :

Beaucoup de communiqués, peu d'action et surtout peu d'objectifs de lutte...

LA centrale Force Ouvrière avait déclaré, il a une quinzaine de jours que la journée du 28 septembre serait une « journée d'action des milieux hospitaliers » (qu'ils soient de l'Assistance Publique de Paris ou d'ailleurs).

A Paris, les autres syndicats s'y sont joints et ont décidé de DEUX journées d'action (la première devait être « préparatoire » et la seconde « journée de grève »).

Ces actions devaient avoir lieu sous l'appel suivant : « assez de promesses, il faut régler les comptes ». Appel énergique s'il en fut, signé des quatre organisations syndicales. Mais, dans la réalité quel était le contenu des comptes que l'on voulait « régler » ?

Des revendications toutes plus vagues les unes que les autres : réunion rapide du conseil supérieur de la fonction hospitalière pour le reclassement des hospitaliers (ce reclassement décidé en partie il y a plus d'un an était insuffisant, mais dans le tract commun on ne demande rien de plus précis qu'une... discussion...) ; augmentation des salaires nécessaire pour la garantie et la progression du pouvoir d'achat face à la hausse des prix (là non plus, pas de chiffres, la C.G.T. qui, dans son programme demande les 1.000 francs minimum signe un papier tel que celui-ci, au nom de l'unité, mais surtout pas pour mobiliser le personnel) ; l'augmentation des effectifs en fonction des besoins réels (mais là aussi on ne dit pas un mot du renvoi actuel de personnel intermittent qui avait comblé certains trous pendant les congés d'été) ; l'embauchage uniquement de personnel titularisable (les étrangers qui selon les statuts du personnel hospitalier ne peuvent être titularisés n'ont plus qu'à renoncer à travailler à l'A.P. puisqu'on ne dit rien de leur titularisation et de la réforme de ce statut).

En bref, le programme revendicatif commun avait le mérite de laisser planer une incertitude très grande et de ne mobiliser que ceux qui en avaient vraiment assez de la situation des hôpitaux.

C'est pourquoi le mouvement a été très diversement suivi, certains hôpitaux parisiens n'ont rien fait, d'autres ont envoyé une délégation de professionnels du syndicalisme (des permanents) aux mairies (les délégations sont allées chacune à la mairie de leur arrondissement, il n'y a eu aucun rassemblement central), d'autres ont fait grève plus ou moins massivement, d'autres enfin, les moins nombreux, sont allés en cortège aux mairies, en distribuant des tracts à la population pour expliquer pourquoi ils manifestaient. Cette dernière initiative a d'ailleurs souvent été refusée par la C.G.T. (qui, à Paris, est largement majoritaire dans les hôpitaux) pour des motifs divers.

Ces journées d'action, sur des objectifs vagues, avec des méthodes de lutte tout aussi vagues puisque la grève ne peut être conçue comme un arrêt de travail dans les hôpitaux, sans aucune organisation sérieuse, a surtout servi pour le communiqué. Pourtant, dans un certain nombre d'hôpitaux, le mécontentement est si grand que les rassemblements ont pris un caractère particulier.

Journée d'action, pétitions, délégations : sortirons-nous un jour de ce scénario ? (Ici le 17 janvier 1969).

(Photo A.F.P.)

A BROUSSAIS : discussion sur les formes de lutte

A la réunion du lundi 28 participait une centaine de personnes (cela est beaucoup si l'on sait que l'hôpital compte environ 1 200 agents, les trois équipes comprises et que l'heure de la réunion empêchait les soignants d'y assister).

Après les discours d'usage, une jeune agent a proposé d'aller distribuer des tracts popularisant la grève et expliquant la situation du personnel hospitalier aux entreprises de l'arrondissement et aux bouches de métro. Sa proposition fut très bien acceuillie par les assistants, mais pas par le permanent de la C.G.T. qui a répondu : « faire des tracts pour tout le quartier, cela revient trop cher »...

Cette réponse a provoqué des remous dans l'assemblée, remous qui se sont accentués quand la camarade a précisé qu'un tract revenait à 2 centimes et que les cotisations des syndiqués devaient servir à ces tracts.

A la sortie de la réunion, les discussions sur les formes d'action furent nombreuses car la délégation et la pétition semblaient à tous, absolument inefficaces.

Il n'empêche que, le lendemain la seule formule retenue a été la délégation à la mairie où le maire a promis de transmettre les pétitions au ministère, ajoutant (ce que tout le monde sait) que quant à lui, il ne pouvait rien de plus...

A LARIBOISIERE : concurrence...

Le lundi 28, diverses réunions du personnel se sont tenues, chacune convoquée par un syndicat. Ce n'est que le mardi 29 qu'a eu lieu une assemblée de tout le personnel, appelée par tous les syndicats.

Les assistants étaient nombreux : 350 personnes environ, qui sont allés à la mairie, accomplir la même promenade que les autres, mais pas à la même mairie bien sûr...

A COCHIN : un tract distribué aux habitants malgré la mauvaise volonté qu'y a mis la C.G.T.

A la première assemblée, le lundi, une permanente de la C.F.D.T. insiste pour que la délégation soit massive et qu'un tract dénonçant la situation des hôpitaux soit fait et distribué, à travers le marché qui se trouve sur le trajet vers la mairie.

Le mardi matin, à l'entrée du service de jour, la C.G.T. distribue un tract daté de la semaine précédente et... n'ayant aucun rapport avec la grève. Rien d'autre. Pourtant à 9 heures, il y a environ 150 personnes pour partir en délégation. On attend : on a perdu la motion faite la veille, les tracts à la population ne sont pas prêts...

Au bout d'une heure, enfin on part, mais le trajet qui devait conduire au marché a été changé, on ne sait par qui... Un certain nombre d'agents y vont quand même pour distribuer leurs tracts. Au retour, la C.G.T. fait courir le bruit qu'il ne faut pas passer par la rue Daguerre (celle où il y a le plus de monde), qu'il faut rentrer vite, sinon, elle décline toute responsabilité... A croire qu'elle avait peur que les hospitaliers ne rencontrent d'autres gens et ne manifestent dans la rue ! Le personnel a été tellement ahuri de cette interdiction que tout le monde est passé par cette rue...

A SAINT-ANTOINE : on demande l'embauche mais on ne parle pas des 60 licenciements annoncés dans le personnel intermittent !

Après les discours d'usage des quatre représentants syndicaux, un certain nombre de questions sont posées, en particulier sur l'action à mener contre le licenciement des 60 intermittents que tout le monde connaît. La C.G.T. répond que cela entre dans le cadre de la revendication sur l'embauche, mais ne propose rien pour la lutte immédiate, et passe à un autre sujet. Des propositions d'organisation de la grève des caisses, du ménage, etc... sont faites, d'autres sur l'organisation d'une manifestation avec distribution de tracts à la population, on ne répond pas ou à côté (par exemple F.O. parle de la particularité des revendications à chaque hôpital et un ex-permanent de la C.G.T. demande à celui qui a fait la proposition « ce qu'il fout dans son service »... Personne n'a vu le rapport...).

Bref, on veut que tout se passe en une gentille délégation, celle-ci aura lieu le lendemain après-midi.

Dans d'autres hôpitaux, comme Necker par exemple, une trentaine de personnes se sont retrouvées à la réunion, et là rien n'a été fait.

Et dire que la C.G.T., dans un tract distribué la semaine précédente parlait de ces journées comme d'une « étape importante de la lutte ».

Avec de telles « étapes, », de telles actions où l'on s'empresse d'empêcher les gens d'agir, la lutte risque de durer quelques décennies...

(correspondants L.O.).

Roubaix :

La fin de la grève à LA REDOUTE

APRES une semaine de grève à la Redoute, le lundi 28 septembre, la réunion de conciliation entre la direction et les syndicats à propos des trois centimes (voir L.O. n° 108) n'a pas abouti, chacun étant resté sur ses positions.

Aussi le lendemain matin, les délégués C.F.D.T. attendaient le personnel à la porte de l'entreprise et lui distribuaient un tract expliquant : *«... toutes les possibilités de négociations ayant été épuisées sans succès en raison de l'intransigeance de la direction qui feint d'ignorer le mécontentement profond qui existe dans l'entreprise, la C.F.D.T. juge inutile de poursuivre la grève... » !*

En conséquence, elle invitait le personnel à rentrer. La C.G.T., elle, se signala par son absence et on ne vit aucun délégué ni aucun tract ce matin-là. Les syndicats avaient tout fait pour que la grève s'effiloche. 80 % du personnel rentra sans même qu'un vote ait lieu.

Mais beaucoup de filles venant du bassin minier refusèrent de rentrer ; quatre cents personnes plus une dizaine d'employées de bureau. Leur colère était profonde et elles sifflèrent le patron quand celui-ci les invita à reprendre le travail.

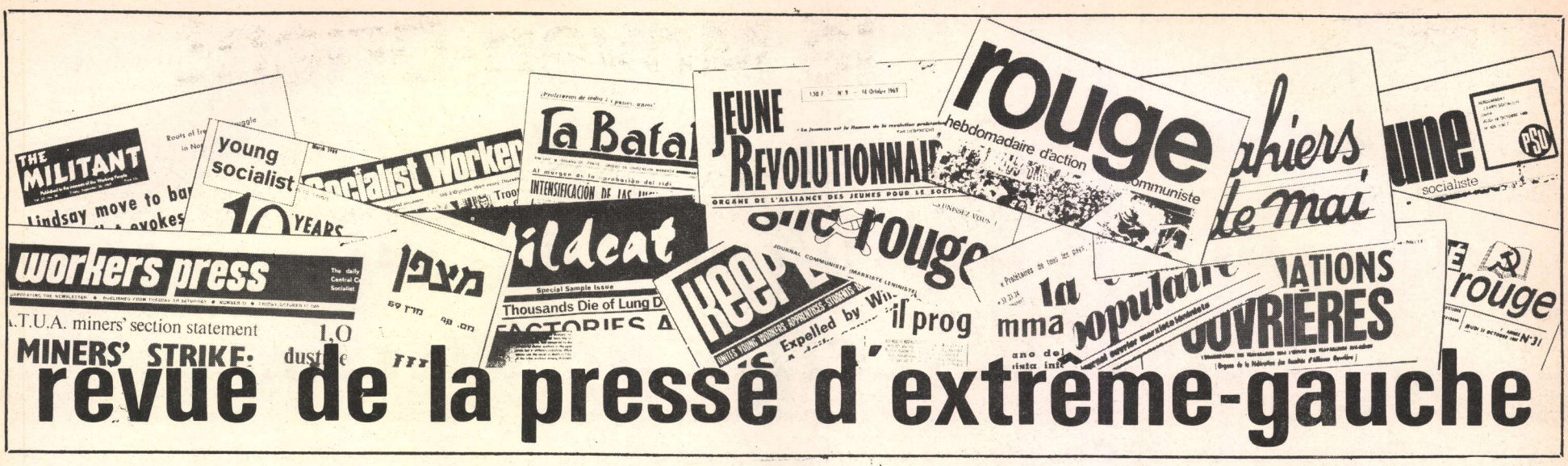
Force fut donc faite à la C.F.D.T. de rester avec ces camarades. Elle les emmena en cortège au siège du syndicat où elles se réunirent en différentes commissions pour établir un cahier de revendications qui portait essentiellement sur l'amélioration des conditions de travail et le paiement des heures de grève.

Le mercredi matin, la C.F.D.T. ayant obtenu de la direction un rendez-vous pour discuter du cahier de revendications invita les quatre cents grévistes à rentrer, ce qu'elles firent, car elles se sentaient isolées.

Tout le personnel reprit donc le travail ce matin-là. Mais pour tout le monde, même si toutes les revendications n'ont pas été entièrement satisfaites, cette grève n'est pas une défaite et déjà dans l'entreprise l'ambiance a changé. Les cadres ont peur de nous, aucune observation n'a encore été faite et au téléflex quand la maîtrise veut augmenter la cadence sur la chaîne au-delà de dix mètres par minute, les filles s'arrêtent et les cadres sont obligés de la ralentir.

Dans tous les services, si certaines craignent les représailles, beaucoup sont décidées à ne plus se laisser faire.

Correspondant L.O.



revue de la presse d'extrême-gauche

LES EVENEMENTS DU MOYEN-ORIENT

tribune socialiste

Dans l'éditorial du numéro 465 de Tribune Socialiste, **Manuel Bridier compare la situation des Palestiniens en 1970 à celle des Parisiens en 1871, l'attitude de Hussein à celle de Thiers. Sous le titre « les Versaillais », on peut lire :**

Quand les Parisiens de 1871 ont dressé les premières barricades, il ne s'agissait encore que de faire la guerre aux Prussiens, de refuser la capitulation. Mais le seul fait de prendre en main ses affaires, de s'ériger en peuple souverain, contenait en soi la remise en cause du pouvoir bourgeois. De même, aujourd'hui, la résistance palestinienne était le ferment de la révolution sociale pour le monde arabe tout entier, une menace permanente pour les régimes réactionnaires, pour les intérêts impérialistes et pour le réformisme international.

Profitant de certaines erreurs, la bourgeoisie a frappé. Comme Thiers, Hussein a choisi. Les Versaillais ont ouvert le feu sur les camps des Palestiniens. Les réformistes de toujours et les nouveaux réformistes internationaux de Moscou sont prêts à verser des larmes et à donner des conseils, soulagés, au fond de leurs cœurs, en croyant mâtés les irréductibles.

LA CRISE AU SEIN DU P.C.F.

l'internationale

Dans son numéro 3, le mensuel de l'Alliance Marxiste Révolutionnaire consacre de longs développements à la crise du P.C.F., crise illustrée par l'exclusion de Tillon. Dans un article sur « L'opposition communiste en formation », on peut notamment lire :

Notre organisation a toujours soutenu que la construction du Parti Révolutionnaire passerait par la fusion des courants révolutionnaires issus du parti organisant la classe — ici le P.C.F. en l'occurrence — et des militants révolutionnaires à l'extérieur. Cependant à l'étape présente ce serait une erreur que ces militants communistes qui se regroupent, se rattachent à l'une des différentes organisations révolutionnaires existantes. Ils doivent pour l'instant rester essentiellement fidèles à leur origine communiste. Dans ce sens va la préparation du meeting international de solidarité avec les révotera à prendre ensuite des initiatives sur la politique en France même, à créer son propre organe qui définisse la politique par rapport à celle du PC.F.

C'est seulement si ces militants communistes — même exclus du P.C.F. — continuent à se considérer comme partie intégrante du Mouvement Communiste, s'ils savent trouver les initiatives politiques susceptibles de faire bouger la base du P.C.F., que leur lutte actuelle contre la direction néo-stalinienne, nous aura tous rapprochés de la formation d'un nouveau Parti Communiste Révolutionnaire.

LA CAMPAGNE REVOLUTIONNAIRE DE BORDEAUX

rouge

hebdomadaire d'action communiste

L'éditorial du dernier numéro de l'hebdomadaire de la Ligue Communiste, daté du 28 septembre 1970, est consacré à l'assassinat de la résistance palestinienne par Hussein.

Par ailleurs, Rouge **tire les conclusions de la campagne de Bordeaux. Dans un article intitulé : « Bilan d'une campagne révolutionnaire », Jean Métais écrit :**

C'est la première expérience d'un travail en commun d'une certaine ampleur. Le bilan de la campagne est important dans le processus de rapprochement engagé. Les militants ont pu expérimenter sur le terrain les possibilités et les difficultés du travail en commun. La campagne reposait sur deux types d'intervention :

— des interventions communes qui nécessitaient accord ou compromis sur le contenu et le matériel ;

— des interventions autonomes sous la responsabilité de chaque organisation.

Ce mode de fonctionnement a certainement privé la campagne de nombre d'opérations politiques d'envergure. Par contre il a laissé à chaque organisation une grande liberté d'activité.

Deux conceptions du travail politique des révolutionnaires se sont rapidement opposées. Pour « L.O. » l'objectif est simple : il faut toucher le maximum de gens et faire la preuve que les révolutionnaires parlent un langage « compréhensible » et intéressant pour l'ouvrier « bien pensant », il est donc indispensable d'éviter tout bavardage « incompréhensile » et d'abandonner tout problème « lointain ». Au nom de cette adaptation à la situation populaire moyenne, on répugne aux explications, aux débats politiques développés, on repousse tout ce qui ne tombe pas sous l'expérience immédiate.

Nous pensons, par contre, avoir très concrètement montré comment sortir de cet économisme et de cet empirisme. Les travailleurs ne demandent pas aux militants révolutionnaires ce qu'ils savent déjà. Ce qui les intéresse, c'est une information précise sur les conditions de la lutte et de la victoire.

Les camarades de « L.O. » ont été assez surpris de constater que nos interventions, même longues, étaient attentivement suivies dans les préaux, dans la rue et devant les entreprises. Ils ont pu constater l'impact de feuilles au contenu directement politique, élevé et précis, comme la « Taupe Rouge », « Entreprise » et « Education nationale ». Ils ont apprécié le caractère accrocheur de nos trois séries d'affiches. Il leur est un peu plus difficile de nous reprocher notre « métaphysique politique » et notre « dilettantisme militant ».

Nos critiques sont là, politiques et fraternelles, « L.O. » nous les retournera aisément.

Le bilan final, c'est que la campagne a été menée rondement. Le débat politique a commencé entre responsables, mais surtout entre militants.

A condition que la Ligue capitalise cette campagne et affirme sa ligne et sa pratique politique, à condition que l'unité d'action se maintienne, à Bordeaux, nos deux organisations construiront un groupe révolutionnaire d'une redoutable efficacité.

UN NOUVEAU PERIODIQUE REVOLUTIONNAIRE

TOUT!

CE QUE NOUS VOULONS : TOUT !

QUINZOMADAIRE - 23 SEPT. 70 - 1 F N° 1

« Ce que nous voulons : TOUT » est un nouveau périodique révolutionnaire destiné à paraître tous les quinze jours. Le premier numéro (8 pages, 1 franc) contient des articles sur la résistance palestinienne, sur la situation dans certaines entreprises comme Renault-Flins ou Fiat-Turin, sur les différentes formes de l'oppression capitaliste. Jean-Paul Sartre y explique pourquoi il a accepté d'assumer la responsabilité de directeur.

Nettement influencé par le maoïsme, le journal définit comme suit ses objectifs :

Bref, nous voudrions que ce journal soit populaire : un lieu de l'expression de tous les indignés, de tous les frustrés, de tous les révoltés. Tous les aspects de la vie sociale y passent. Dans une société de classe, il n'est pas un fait divers qui ne porte une empreinte de classe. Ensuite, nous, intellectuels révolutionnaires, nous y exprimerons notre révolte là où elle est vécue. Nous ne voulons pas être ces êtres immatériels et parfaits, nouveaux prêtres de la contestation, mais des gens du peuple révolutionnaire, ouvriers et étudiants ou autres qui luttent dans les années 70, dans une métropole impérialiste. Ceci dit, nous nous sommes forgé une expérience, un point de vue d'ensemble et nous ne les garderons pas pour nous. Le peuple a besoin de la connaissance d'ensemble du mouvement historique pour réussir la Révolution.

Bref, nous ne voulons pas être seuls à parler dans ce journal.

Ces rapports entre les militants et les gens sont une des armes de la construction de la libre centralisation dont nous avons besoin pour vaincre Marcellin et Séguy.

LA « GREVE DES FEMMES » AUX ETATS-UNIS

THE MILITANT

Published in the interests of the Working People

Vol. 33 - No. 38 Friday, September 26, 1969 Price 15c

Dans ce numéro, « The Militant » **revient sur la « grève des femmes », qui a eu lieu le 26 août dernier aux Etats-Unis.**

Et The Militant **cite le New York Times à propos de la manifestation de New York (35-40.000 manifestants).**

Le SWP préconise de construire le mouvement à travers de telles manifestations de masse.

Le 26 août a vraiment été un jour historique. La Grève des Femmes pour l'Egalité et les manifestations ont marqué un stade qualitativement nouveau dans le développement de la lutte de libération des femmes. Une nouvelle couche puissante vient renforcer le processus de radicalisation qui a lieu dans ce pays. Le 26 août sera considéré comme marquant l'émergence du mouvement de libération des femmes en tant que force de masse...

Les revendications essentielles de la grève étaient l'avortement gratuit et libre, des crèches gratuites pour les enfants, fonctionnant 24 heures sur 24 et contrôlées par la communauté...

Un autre aspect des manifestations fut le refus des femmes d'être traitées comme des objets sexuels et l'affirmation de leur dignité en tant qu'individus qui ont un rôle à jouer dans la société et pas seulement à la maison.

Les manifestations ont définitivement réduit à néant les affirmations selon lesquelles le mouvement est limité aux femmes éduquées et aisées et n'a rien à voir avec la classe ouvrière, les pauvres et les femmes noires...

Toutes les catégories de femmes qu'on peut voir à New York étaient là : des octogénaires qui boîtaient, des jeunes qui refusent de porter des soutien-gorge, des opératrices de téléphone, des femmes panthères noires, des serveuses, des matrones, des mannequins, des ouvrières d'usine porto-ricaines, des infirmières en blouse blanche, des jeunes mères portant leur bébé sur le dos...

DANS LE MONDE

le Moyen-Orient après la mort de Nasser

Fedayins dans les rues de Ramtha : Hussein n'a pas pu les éliminer. (photo A.F.P.)

LA mort soudaine de Nasser, ses obsèques extraordinaires, le problème de la succession ainsi ouverte, ont brusquement rejeté dans l'ombre ce qui constituait, la veille encore, l'essentiel de l'actualité : la situation en Jordanie, les relations entre les Etats arabes et les organisations palestiniennes.

Pourtant, si un armistice a été conclu, entre Hussein et Arafat, à la veille de la mort du Raïs, rien n'a été réglé, parce que le problème qui est en cause, c'est, en fait, l'existence même des organisations palestiniennes.

Depuis plus de vingt ans, en effet, les Etats arabes, les plus réactionnaires comme ceux que l'on qualifie parfois de « progressistes », ont exploité sans vergogne le problème palestinien pour offrir un dérivatif aux aspirations et aux revendications de leurs propres masses. Tout ce qui n'allait pas, c'était de la faute d'Israël, et ça ne pourrait aller mieux que lorsqu'Israël aurait été vaincu. Comme méthode de gouvernement, c'était bien pratique et sans danger, du moins tant que les Palestiniens n'étaient que des réfugiés crevant tout doucement dans leurs camps.

Mais depuis la guerre des six jours, les choses ont quelque peu changé. Les organisations de résistance palestiniennes se sont considérablement renforcées, parce que l'occupation par Israël de nouveaux territoires a fait affluer dans les camps des dizaines de milliers de nouveaux réfugiés, parce que, aussi, l'échec de la politique des Etats arabes a mené nombre d'entre eux à rechercher des solutions et une politique purement palestinienne. Et depuis quelques mois, il était clair que l'existence de ce mouvement palestinien puissant posait un problème aux gouvernements en place, manifeste en Jordanie et au Liban, moins évident mais en fait aussi crucial dans les autres pays arabes.

Un embryon d'Etat supranational et panarabe

Le problème, ce n'était pas seulement l'existence, dans un certain nombre d'Etats arabes, d'organisations palestiniennes armées puissantes, véritables pouvoirs concurrents, encore que cela constitue toujours une situation difficile. Le problème, c'est que, contre sa volonté même, le mouvement palestinien apparaissait comme un facteur explosif dans tout le monde arabe, même dans les Etats où il n'y a pas de réfugiés, même dans les Etats où il n'y a pas de fedayins.

C'est ce que la démagogie des dirigeants arabes concernant le sort des Palestiniens risquait de se retourner contre eux. Depuis vingt ans, ces dirigeants utilisaient la tragédie du peuple palestinien pour expliquer les malheurs de leur propre peuple, et présentaient le problème palestinien comme le problème de tous les Arabes. C'était encourager le fellas égyptien, ou syrien, à se sentir totalement solidaire du réfugié palestinien, à partager ses aspirations et ses espoirs, à se sentir, en un mot, palestinien.

Cela ne tirait pas à conséquence, tant que les organisations palestiniennes étaient pratiquement inexistantes, tant que c'étaient les Etats arabes en place qui apparaissaient comme le fer de lance de la lutte contre Israël, pour reconquérir la Palestine. Mais avec le développement des organisations palestiniennes, il en allait tout différemment, d'autant plus que celles-ci, déjà présentes dans un certain nombre de pays, semblaient sur la voie, même si cela n'était pas encore réalisé, de se donner une direction unique à l'échelle du monde arabe.

Dès lors, le danger, pour tous les Etats arabes, pour ceux qui abritaient des fedayins sur leur sol, comme pour les autres, c'était de voir surgir une force, un embryon d'Etat, supranational, panarabe, capable de cristalliser les aspirations de toutes les masses arabes.

Les dirigeants des organisations palestiniennes s'employaient, certes, à essayer de rassurer les chefs d'Etats arabes. Ils affirmaient bien haut que leurs ambitions étaient purement palestiniennes, et qu'il n'était pas question, pour eux, de s'ingérer dans les affaires intérieures des Etats arabes. Mais si cela — les faits l'ont hélas démontré — pouvait contribuer à isoler les combattants palestiniens de l'ensemble des masses arabes, cela ne constituait pas une garantie suffisante pour l'avenir. Et aucun Etat arabe ne pouvait — étant donné leur nature — prendre le risque de voir se former une force capable d'intervenir de manière décisive dans sa propre politique, voire même de mettre en cause son indépendance en tant qu'Etat.

Ce n'était pas la politique des organisations palestiniennes qui était inacceptable, à long terme, pour les Etats arabes. C'était l'existence même de ces organisations.

Une résistance trop prolongée

Et les Etats arabes n'étaient pas les seuls concernés par le problème. L'impérialisme ne pouvait pas laisser se développer une situation risquant de remettre en cause, à long terme, les multiples divisions qu'il avait imposées au monde arabe, au nom du fameux principe : « diviser pour régner ». L'U.R.S.S. s'inquiétait d'une situation qui risquait d'ébranler d'un seul coup l'équilibre des forces au Moyen-Orient, et la jeter, bien malgré elle, dans une lutte effrénée contre l'impérialisme U.S., pour la défense de ses positions dans cette partie du monde, dont nul ne pouvait prévoir comment elle pourrait finir. Quant à Israël, il est bien évident que l'Etat sioniste avait tout à craindre, pour son avenir, du développement de la situation dans le monde arabe.

Pour les chefs d'Etats arabes, le plan Rogers fut l'occasion de passer à l'action. Et c'est ainsi qu'avec la bénédiction du monde entier, de Nasser, de Nixon et de Kossyguine, Hussein lança ses Bédouins contre les Palestiniens, présentés comme les saboteurs de toute tentative de paix.

Victimes de leur propre politique de non-intervention dans les affaires intérieures des Etats arabes, les organisations palestiniennes affrontèrent seules le combat, sans bénéficier du soutien actif de l'ensemble des masses arabes, pas même de celui des Palestiniens enrôlés dans l'armée d'Hussein.

Mais les combattants palestiniens se battirent héroïquement. Les Bédouins d'Hussein tuèrent, massacrèrent les Palestiniens par milliers et par milliers. Mais ni leurs blindés, ni leurs canons, ne leur permirent de venir rapidement à bout de la résistance des fedayins. Et c'est leur résistance acharnée qui a obligé les dirigeants des Etats arabes, pratiquement tous complices, au début, de l'opération, à condamner verbalement Hussein, et celui-ci à conclure un accord avec Arafat.

En se prolongeant, en effet, les combats de Jordanie risquaient d'avoir exactement l'effet inverse de celui qui était recherché : mettre le feu aux poudres dans tout le Moyen-Orient, en entraînant l'ensemble des masses arabes dans la lutte.

La trêve conclue sous les auspices de Nasser, à la veille de sa mort, entre Hussein et Arafat, a paré, de ce point de vue, au plus pressé. Mais elle ne constitue nullement une solution du problème. Quand bien même les armes se tairaient quelques temps, ce problème resterait entier (et ce n'est d'ailleurs pas la première fois, bien au contraire, qu'un « accord » intervient entre Hussein et les commandos, les combats de la quinzaine dernière succédant à toute une série d'accords de ce type).

Un successeur embarrassant : Arafat

La mort de Nasser ne facilite rien pour les Etats arabes, bien au contraire. Et c'est à l'échelle de tout le Moyen-Orient, bien plus qu'à celle de la seule Egypte, que la question de la succession de Nasser prend toute son importance.

Nasser faisait en effet figure de leader du monde arabe, et le prestige considérable dont il jouissait auprès des masses (prestige que l'ampleur des manifestations qui ont marqué ses obsèques a remarquablement illustré) était un facteur primordial de la situation politique au Moyen-Orient, qui se manifesta aussi bien au début de la crise de Jordanie — lorsqu'il cautionna la tentative de Hussein de liquider les commandos palestiniens — que lors de la négociation, quelques jours plus tard, d'un accord de cessez-le-feu.

L'influence que Nasser avait sur les autres chefs d'Etats arabes, personne ne peut prétendre aujourd'hui en hériter, ni en Egypte, ni ailleurs. Quant au prestige qui était le sien auprès des masses, il n'y a guère qu'un seul homme qui puisse prétendre, de ce point de vue, à sa succession, mais cet homme, c'est précisément Arafat, et il est bien évident que la position de celui-ci à la tête des organisations palestiniennes ne le met pas en position de jouer le rôle qui aurait pu incomber à Nasser dans le maintien de l'équilibre politique au Moyen-Orient.

Avec Nasser, ce n'est pas seulement le chef de l'Etat égyptien qui est mort. C'est une sorte de Bonaparte officieux du monde arabe. Et si on trouvera bien un quelconque colonel égyptien pour accéder à la présidence de la République Arabe Unie, personne ne pourra prétendre, dans l'immédiat, jouer le rôle qui fut celui de feu Nasser.

Et les hommes politiques bourgeois du monde entier, les valets de tout poil de l'impérialisme qui pleurent aujourd'hui Nasser avec des larmes de crocodiles ont quelques raisons de le faire : sa disparition pose en effet en termes plus urgents encore le problème palestinien.

Depuis des dizaines d'années, blèmes majeurs le Moyen-Orient, l'impérialisme dominait sans prograce à la « balkanisation » de celui-ci. Le résultat de cette politique, ce fut la création de l'Etat sioniste d'Israël, la disparition de la Palestine de la carte du monde, la quasi-détention de millions de Palestiniens dans les camps de réfugiés. Mais ce fut aussi, après bien des années, la réapparition des organisations palestiniennes comme force politique, rendant, par leur propre existence, la situation du monde arabe explosive.

Les événements de ces dernières semaines ont montré que les Etats arabes étaient par eux-mêmes incapables de régler ce problème. S'il ne veut pas récolter la tempête, après avoir semé le vent, il faudra que l'impérialisme mette lui-même la main à la pâte. Et qu'il choisisse d'essayer de régler le problème par la force ouverte, ou d'imposer des solutions pacifiques (ce qui pourrait être, par exemple, la création d'un Etat palestinien aux dépens de la Jordanie, et même, pourquoi pas, d'Israël), une chose est certaine : une époque s'est terminée, au Moyen-Orient, avec la naissance d'une force politique palestinienne. Une époque s'est terminée, et la mort de Nasser n'est pas seulement le symbole de la fin de cette époque. Elle en est aussi véritablement, par ses implications politiques, le point final.

François Duburg.

MANIFESTATION CHEZ RENAULT

CHEZ Renault, jeudi, jour de l'enterrement de Nasser, de nombreuses réactions ont eu lieu dans les ateliers à forte proportion de travailleurs Nord-Africains.

C'est dans l'île Seguin et plus particulièrement aux départements 12 et 74 (Presses et chaînes de montage), là où la proportion de travailleurs immigrés atteint 90 % du personnel, que les manifestations à la mémoire de Nasser ont été les plus importantes.

Vers 9 h, le matin, un groupe d'une centaine de travailleurs arabes auxquels s'étaient joints quelques travailleurs non arabes soucieux de ne pas rester seuls au travail, défilaient dans les ateliers, aux cris de « Nasser n'est pas mort », avec des portraits de celui-ci. Le débrayage s'est fait spontanément, mais quelques militants syndicalistes C.G.T. et C.F.D.T. y participaient cependant. Après quelques prises de paroles où quiconque en avait envie disait quelques mots à l'assemblée, le cortège s'agrandit et rassembla bientôt plus d'un millier de participants. Les chaînes étaient à ce moment-là totalement arrêtées.

La C.G.T. se mit alors à la tête du mouvement, suivie d'ailleurs en cela par la C.F.D.T. qui ne voulait pas être en reste. Et Halbeher et le représentant C.F.D.T. y allèrent dans leurs discours, de leur soutien aux manifestations en cours.

Il est seulement dommage qu'aucun syndicat n'ait jugé bon d'appeler l'ensemble des travailleurs de la Régie à un débrayage de solidarité.

Ce soutien aux travailleurs arabes aurait été plus valable que les louanges opportunistes des divers syndicats sur la personnalité de Nasser, dont ils auraient pu, par contre, se dispenser.

(Correspondant L.O.)

1952 - 1970 : L'

Le coup d'État du 23 juillet 1952

COMMENT LE FUTUR LEADER DU « SOCIALISME ARABE »

PRIT LE POUVOIR

EN juillet 1952, à la veille du coup d'État des « officiers libres », l'Egypte connaît un régime particulièrement corrompu : celui du roi Farouk. Indépendante depuis 1922, l'Egypte est restée néanmoins sous domination britannique : l'Angleterre conserve le droit de faire stationner ses troupes sur le territoire, en particulier en cas de conflit. Surtout, le pays reste soumis à la tutelle économique de l'Angleterre ; le gouvernement de Farouk est soumis aux intérêts britanniques et à ceux de la poignée de grands féodaux qui règnent sur l'Egypte : il offre la parfaite image de l'asservissement du pays à l'impérialisme anglais. La corruption tient lieu de vie politique : portefeuilles de ministres et titres de pacha se payent à prix d'or : il faut bien que le roi vive. On n'entend parler que de ses frasques qui le mènent de casino en casino et de scandale en scandale.

En ce mois de juillet, la cour, comme d'habitude, a pris ses quartiers d'été, quittant Le Caire pour Alexandrie, afin que sa Majesté puisse profiter de la mer, accompagnée de sa cohorte de pachas, de journalistes véreux, de députés en quête d'un portefeuille, et de dames de petite vertu. Il règne, malgré tout sur cette joyeuse bande, une atmosphère de fin de règne.

L'Egypte connaît en effet depuis la fin de la guerre, une crise persistante : la population supporte de plus en plus mal le régime de Farouk. Celui-ci applique, depuis plusieurs années, une politique de répression féroce contre le mouvement ouvrier, relativement important en Egypte : ainsi, à la suite des manifestations populaires de février 1946, puis à la suite de la guerre avec Israël de 1948, il devient commode d'emprisonner quiconque est suspect d'idées de gauche, sous l'accusation de « sionisme ». Le régime du roi Farouk crée alors les premiers camps de concentration égyptiens, et la police généralise l'emploi de la torture et de la délation. Cela ne suffit pas à faire taire la population, puisque en 1951, 49 grèves attestent d'un malaise social persistant, tandis que des paysans occupent les terres des grands féodaux, dont celles du roi lui-même. Ces « jacqueries » sont noyées dans le sang.

Néguib et Nasser en 1954. (Ph. U.P.I.)

Mais surtout, l'autorité du roi Farouk est affaiblie, depuis la défaite de 1948, dans ce qui est son principal soutien : l'armée. Le groupe des « officiers libres » autour de Gamal Abdel Nasser lui attribue la responsabilité de la défaite, l'accuse d'avoir vendu le pays, en fournissant des armes défectueuses. Il lui reproche d'humilier le pays devant l'Angleterre.

Ce sont ces officiers qui, devant la dégradation continue du pouvoir de Farouk, au début de 1952, décident de prendre le pouvoir. Ils occupent, dans la nuit du 23 juillet les points névralgiques du Caire, se transforment de « Comité d'Officiers Libres », en « Conseil National de la Révolution », et se placent sous le patronage d'un général populaire : Mohammed Neguib. L'armée se rallie.

Le roi Farouk, dans sa résidence d'Alexandrie, privé de tout soutien, « accepte » rapidement d'abdiquer, comme on le lui demande, et part pour un exil doré dans les casinos de la Côte d'Azur. Décidément ce dont on allait parler plus tard comme de la « Révolution Socialiste Arabe » débute de façon bien classique : par un coup d'Etat militaire accompli pendant que la population dort, et qui proclame, bien entendu, que « l'armée ne veut pas se mêler de politique », mais seulement « rétablir la démocratie ».

Il faudra pourtant attendre un an pour que la République soit proclamée, en juin 1953, avec comme président du Conseil et de la République, le général Neguib, et comme vice-président et ministre de l'Intérieur, le colonel Nasser. On l'appellera la « République des bikbachis » (république des colonels). Un an plus tard encore, en 1954, seul le militaire au pouvoir a changé, puisque Nasser, après l'élimination de son rival Néguib, se retrouve seul à la barre.

En tous cas, dans les jours qui suivent la prise de pouvoir, les « Officiers Libres » trouvent plus pressé à faire que de « rétablir la démocratie » : ils estiment plus urgent de « rétablir l'ordre » parmi les travailleurs qui se feraient des illusions sur le contenu de la « Révolution Nationale » que proposent les «bikbachis». Le 12 août, les ouvriers de la filature Misr un des principaux trusts égyptiens à Kafr El Dawar, près d'Alexandrie, occupent l'usine en réclamant une augmentation de salaire. Dès le lendemain, l'armée « de la Révolution Nationale » ouvre le feu sur eux, fait 8 morts, arrête 200 ouvriers, et reprend l'usine. Deux « meneurs » sont condamnés à mort séance tenante, bien qu'ils répètent qu'ils n'ont fait que « suivre la voie de la République » tracée par Néguib lui-même.

Quant aux méthodes en cours sous le roi Farouk : délations, tortures, camps de concentration, les « Officiers révolutionnaires » ne manifestent aucune intention de s'en défaire. Les « bikbachis », s'ils reprochent à Farouk son manque de nationalisme, sont, pour la répression, ses dignes continuateurs.

Qualifié de « progressiste » par les uns, de « fasciste » par les autres, le régime des colonels, mis en place en 1952, n'avait pas d'appui populaire. Mais il bénéficiait du dégoût des masses égyptiennes pour la monarchie faroukienne et, dans l'armée, du crédit du général Néguib.

Sa popularité personnelle, Nasser dut la gagner à la force du poignet, après l'élimination de son rival. Il y parvint en jouant sur les deux grands thèmes susceptibles de lui rallier les masses misérables et humiliées de la vieille Egypte dépendante : le nationalisme arabe et pan-arabe, et les légitimes aspirations au développement de l'économie nationale baptisée pour les besoins de la cause « socialiste ».

Mais sur ces deux terrains, les rêves de la petite bourgeoisie égyptienne incarnés dans la personne du Raïs, devaient se heurter aux limites infranchissables que la domination mondiale de l'impérialisme oppose aux ambitions des bourgeoisies nationales, trop tard venues sur la scène politique.

A. F.

CE QUE RECOUVRE LE « SOCIALISME ARABE »

IL faut une bonne dose d'ingénuité ou de mauvaise foi pour qualifier le régime nassérien de socialiste. Même les partisans du Raïs qui se recrutent au sein de la gauche occidentale hésitent à le faire. Aussi se raccrochent-ils au terme commode, parce que remarquablement ambigü, de « socialisme arabe ». Ainsi, en faisant valoir la spécificité de ce « socialisme » on esquive les vrais problèmes, qui derrière cette façade terminologique, n'en demeurent pas moins avec persistance.

Il faut que le mot socialisme soit bien galvaudé pour qu'il puisse être utilisé à propos de l'Egypte.

Ceci dit, l'Etat joue un rôle prépondérant dans l'économie, ce qui n'est pas un signe de socialisme, mais même ce rôle de l'Etat était plus le résultat des circonstances, en particulier de la pression impérialiste, que l'effet d'une volonté délibérée.

En effet, les faits sont là, têtus.

Le régime nassérien, qu'on peut dater de juillet 1952, bien que le colonel Nasser ne prit la plénitude du pouvoir que deux ans plus tard, s'engagea, au début, dans une voie qu'on pouvait difficilement confondre avec celle du socialisme. L'un des premiers actes du régime fut de faire exécuter deux dirigeants ouvriers, le 13 août 1952, qui avaient cru que le renversement de la royauté signifiait le commencement d'une ère nouvelle. Par ailleurs, le gouvernement des « officiers libres » décidait de faciliter la pénétration des capitaux étrangers en autorisant ceux-ci à constituer 51 % du capital des sociétés égyptiennes alors que jusqu'ici, la loi les limitait à 49 %. Parallèlement, des mesures favorisant une réforme agraire étaient adoptées, réforme bien timide puisqu'elle limitait la propriété individuelle... à 84 hectares auxquels pouvaient s'ajouter 42 hectares par famille, qu'elle se faisait avec indemnisation des propriétaires lésés, et que les terres ainsi récupérées n'étaient pas distribuées mais vendues aux paysans.

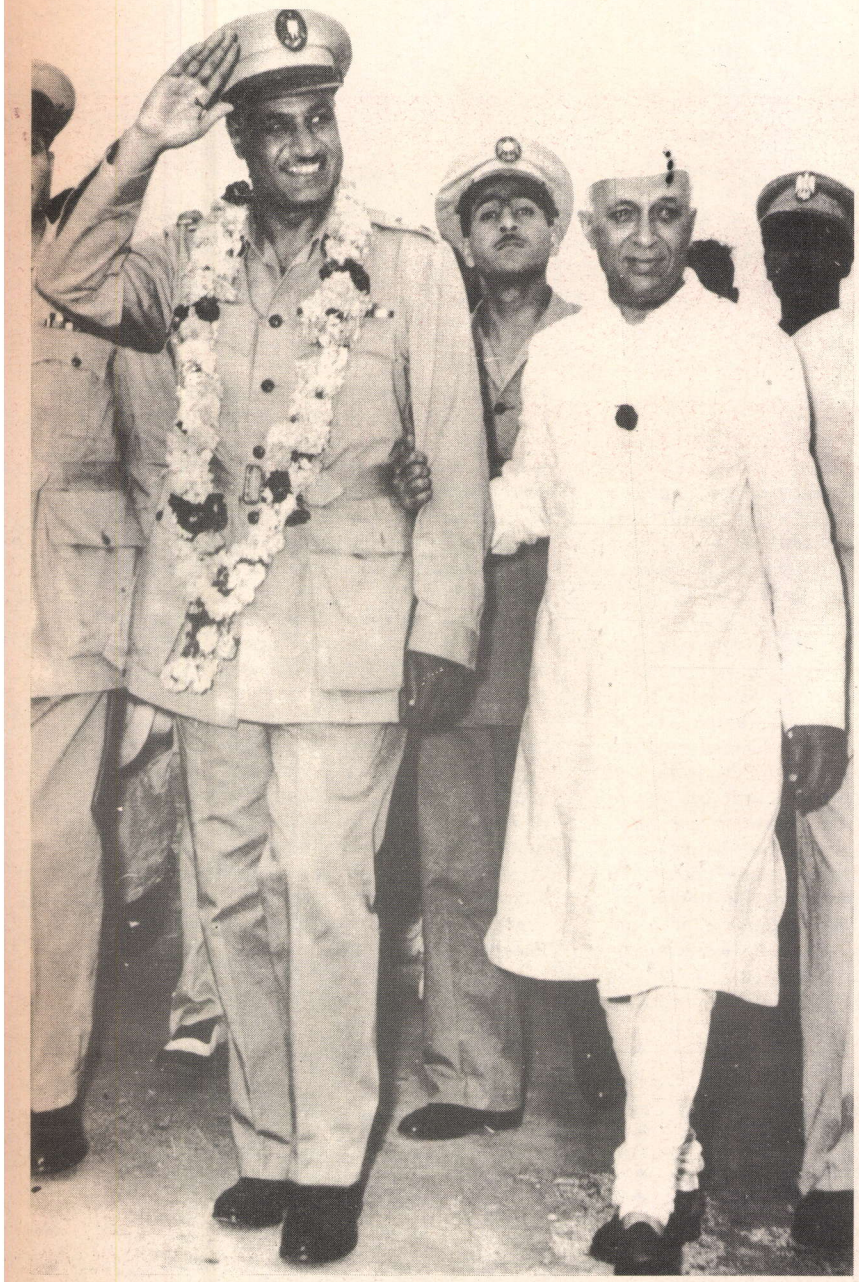
Il faudra attendre 1956 et la nationalisation du canal de Suez pour que l'on commence à parler de socialisme à propos de l'Egypte. Remarquons qu'à l'origine de cette mesure, il y a le refus de l'impé-

(Suite page 14)

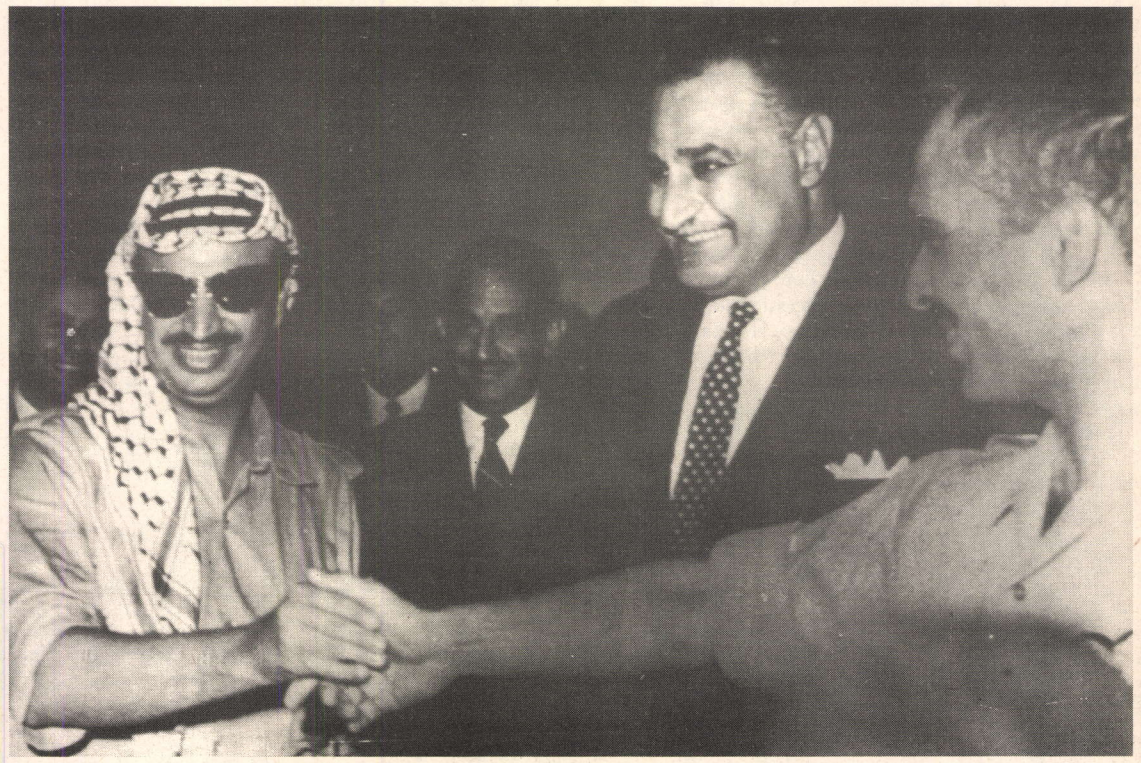
Un « socialiste » en pélerinage à la Mecque... (Ph. U.P.I.)

Egypte de NASSER

DE BANDOENG AU PLAN ROGERS



Nasser et Nehru (Ph. U.P.I.)



Arafat, Hussein et Nasser. (Ph. U.P.I.)

Les bourgeoisies des pays sous-développés à la recherche de leur place au soleil entre les deux blocs.

En acceptant le plan Rogers, c'est-à-dire finalement en souscrivant, fut-ce sous la pression des Soviétiques — à la politique américaine au Moyen-Orient, Nasser a, à coup sûr, sérieusement terni sa réputation auprès de ceux qui voyaient en lui un des champions de l'anti-impérialisme. Mais la mort efface bien des choses et « l'image de marque » de Nasser est trop bien située sur l'échiquier politique international pour qu'elle soit sérieusement altérée.

Or Nasser est devenu une sorte de symbole. Symbole de ce qui, sous les noms divers de « neutralisme », de « tiers-mondisme » ou de « non-engagement » a été considéré, au lendemain de la conférence de Bandoeng où se fit sa première apparition publique en tant que doctrine, comme la prise de conscience des pays du tiers-monde de leurs intérêts spécifiques, comme le refus de s'engager du côté de l'un ou de l'autre des blocs qui dominent la politique mondiale.

Il fut un temps — et il est loin d'être fini — où le « non-engagement » fit couler beaucoup d'encre. Une partie de la gauche, voire de l'extrême-gauche, professant un marxisme à bon marché, inventa la notion du « développement non capitaliste », et ne lésinait pas sur le qualificatif d'anti-impérialiste chaque fois qu'elle prononçait le nom de Nasser ou celui de Soekarno.

Une politique de bascule...

Anti-impérialiste, la politique du « non engagement » ? Certes, non. Car ni Nasser, ni Soekarno, ni Tito, les trois chefs de file les plus marquants du neutralisme n'ont jamais menacé ni de près ni de loin l'existence de l'impérialisme. Mais ils ont cherché, les uns comme les autres, à profiter de la division du monde en deux blocs, en s'appuyant tantôt sur l'un, tantôt sur l'autre, pour acquérir ou pour consolider une indépendance nationale fragile, pour se donner les moyens d'un minimum de développement économique.

A certains égards, le nasserisme était l'exemple le plus typique de cette politique de bascule qui avait le nom de neutralisme. Contrairement à Tito, la diplomatie de Nasser ne s'embarrassait pas de phraséologie marxisante. Il n'éprouvait pas le besoin d'invoquer la communauté communiste pour tendre la main à l'URSS.

Contrairement à Soekarno, il n'éprouvait pas le besoin d'assortir sa politique extérieure du moment à sa politique intérieure, en particulier en complétant une diplomatie orientée vers les pays de l'Est avec une certaine mansuétude à l'égard du P.C.

Nasser n'a jamais caché son anti-communisme et généralement, chaque pas qu'il fit vers l'URSS, s'est traduit en Egypte même, par une accentuation de la répression anti-communiste (ce qui, soit dit en passant, n'a pas peu contribué à la formation de ce type de militants particulièrement souples d'échine dont le PC égyptien fut prodigue et qui, du fond des prisons de Nasser, chantaient les louanges de la politique de Nasser.)

Mais c'est peut-être par son caractère pragmatique que le nasserisme semble être comme une sorte de prototype de la politique de tous ces pays sous-développés qui cherchent à se servir de la division du monde en deux blocs pour s'échapper un tant soit peu à l'emprise de l'impérialisme. Car le « non-engagement » de Nasser non seulement ne découlait pas d'une idéologie, mais il ne fut même pas la première politique choisie par le groupe des « officiers libres » lors de leur accession au pouvoir. Il s'imposa à la suite d'une longue période de tâtonnements, en réponse à l'attitude de l'impérialisme.

...imposée par les circonstances

Si l'impérialisme anglais a vu d'un œil méfiant la déposition de son fantoche Farouk, sans d'ailleurs montrer pour autant une opposition très marquée à l'égard du nouveau pouvoir au Caire, les U.S.A. quant à eux — leur sourde rivalité avec la Grande-Bretagne y était sans doute pour quelque chose — se montraient au début franchement favorables à Nasser. **« Ces jeunes gens »** — déclara l'ambassadeur américain (cité par Lacouture) — **« peuvent sauver l'Egypte de la marée rouge que les abus de Farouk et des pachas n'allaient pas manquer de déchaîner sur ce pays. Nous devons les encourager. »**

Deux ans après le renversement de Farouk, Nasser, dénoncé comme « agent de l'impérialisme anglo-américain », faillit, comme tel, tomber victime d'un attentat. Toujours en cette année de 1954, il signe encore avec l'Angleterre un compromis sur le canal de Suez considéré par tout le monde comme particulièrement favorable à Londres.

Mais l'Occident payait mal la nette préférence que lui accordait Nasser. Et l'Egypte montra les premiers signes de mécontentement, lorsque les USA lui refusèrent l'armement lourd nécessaire à la modernisation d'une armée harcelée par les troupes israéliennes. Après une longue période d'attente et de demandes répétées, Nasser fit le premier pas qui, de proche en proche, l'amena à une politique de balance entre les deux blocs. Il commanda à la Tchécoslovaquie les armes que les Etats-Unis lui refusaient. Ce fut le début d'une réaction en chaîne, dont l'étape la plus marquante fut la nationalisation du canal de Suez.

Cette nationalisation, qui devait asseoir la réputation « anti-impérialiste » de Nasser, a été en fait une réponse imposée par les circonstances au refus américain du prêt pour la construction du barrage d'Assouan dont l'Egypte avait un besoin vital.

Pourtant le prêt dont il fut question, pour lequel Nasser avait tout d'abord refusé une offre soviétique infiniment plus favorable, aurait abouti à placer l'Egypte complètement sous le contrôle économique des Etats-Unis. Mais ces derniers n'ont même pas laissé à Nasser la possibilité de marquer de cette manière sa préférence pour l'Occident. Prenant prétexte des armes reçues de l'Est, ils ont refusé le prêt.

Eh bien « c'est le canal qui paiera pour le barrage ». Cette phrase, prononcée au fameux discours d'Alexandrie le 26 juillet 1956, annonça la nationalisation du canal de Suez. Contraint par l'intransigeance des impérialistes, Nasser a fait le saut. Deux ans après, l'Egypte signa avec l'URSS le traité pour la construction de la première tranche du barrage d'Assouan. Le Raïs accepta de l'URSS ce que les USA lui avaient refusé.

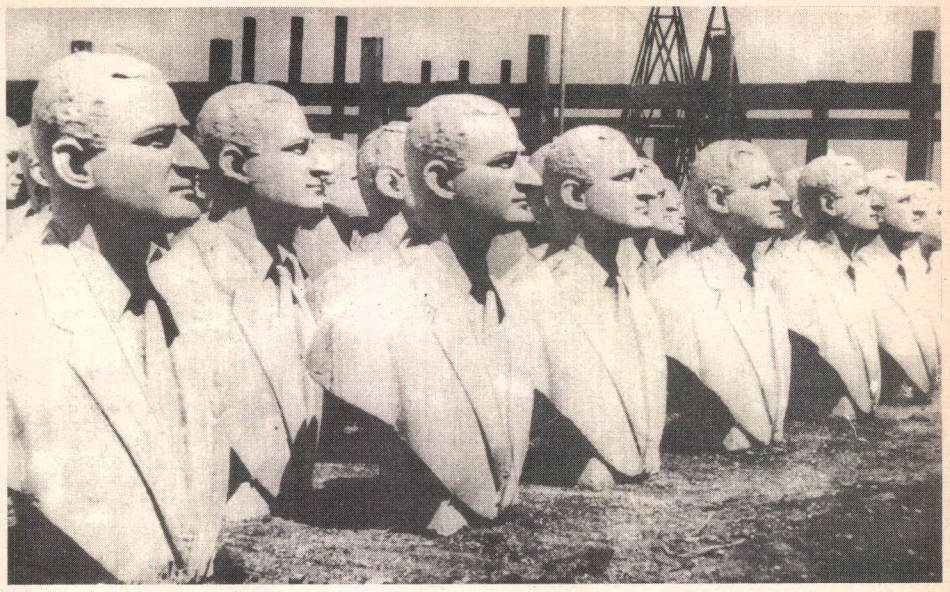
Le nasserisme était né. Et si en 1955 à Bandoeng, Nasser restait effacé derrière Nehru et Soekarno, la conférence suivante, qui devait poursuivre et concrétiser « l'esprit de Bandoeng », avait lieu au Caire. Et Nasser y faisait figure d'un des principaux leaders du tiers-monde « non engagé ».

Alors, Nasser anti-impérialiste ? Certainement pas. Mais l'impérialisme ne laisse guère de choix aux dirigeants petits-bourgeois des pays sous-développés. Ou ils acceptent totalement l'emprise impérialiste ou ils sont amenés à spéculer sur l'antagonisme entre les deux blocs, pour obtenir de l'un ce que refuse l'autre. Et ce qu'ils obtiennent, c'est finalement peu. Un peu de place au soleil, une certaine indépendance nationale, mais certainement pas le développement économique de leur pays, certainement pas une fin à la misère.

G. K.

CE QUE RECOUVRE LE "SOCIALISME ARABE"

Suite de la page 12



(Ph. U.P.I.)

rialisme américain d'accorder un crédit nécessaire à la construction du barrage d'Assouan. D'autres nationalisations suivirent : celle des banques étrangères. Le terme de nationalisation est impropre d'ailleurs puisque ces banques sont confiées aux banques privées égyptiennes qui en assurent la gestion. A partir de ce moment, en même temps que s'opère un rapprochement avec l'URSS justifié par le besoin d'une aide économique, se développe une violente répression contre la gauche, en particulier contre les communistes qui, à partir des années 58 emplissent à nouveau les prisons du régime.

A partir de 1960, l'intervention de l'Etat se fait plus nette dans l'économie. Les deux grandes banques égyptiennes sont nationalisées fin février, suivies en juillet par toutes les banques et sociétés d'assurance de la République Arabe Unie, ainsi que par les grandes sociétés industrielles, commerciales, foncières et de transport. Les biens d'un certain nombre de bourgeois et de membres de l'aristocratie foncière qui regimbent sont mis sous séquestre. Mais là encore, malgré le caractère brutal de ces mesures, elles s'avèrent, quand on y regarde d'un peu plus près, extrêmement limitées. D'ailleurs le régime, par la voix d'Aly Sabry, alors ministre pour les affaires de la Présidence de la République, s'en explique : « Il était nécessaire, dit-il, de mobiliser l'épargne nationale d'une façon consciente, afin de réaliser l'objectif national, à savoir le développement (...) De même, il fallait que cette mobilisation se fasse conformément à nos principes fondamentaux, c'est-à-dire qu'elle respecte fondamentalement l'existence même de l'individu, son droit à la création et au renouvellement, et son droit à la propriété dans le cadre de la loi (...). C'est à partir de ces positions que le mot « nationalisation » a été forgé ; la « nationalisation » est la propriété de la nation, au sens littéral du mot (...). Le secteur public n'est pas, pour nous, la voie choisie pour liquider la propriété, mais bien plutôt celle qui doit mener à l'élargissement de sa base. » **(20 juillet 1961.)**

Et en effet, le régime maintient le principe sacré de la propriété privée. Une loi fixe la modalité d'indemnisation des propriétaires. Par ailleurs, une partie du capital investi dans l'industrie légère reste aux mains du secteur privé qui dispose toujours du droit de posséder 50 % du capital de ces sociétés jusqu'à concurrence de 10.000 Livres égyptiennes par personne. De nouvelles lois ramènent le plafond de la propriété privée de la terre à 42 hectares. En même temps que le régime nasserien prend ces mesures, qui n'ont, rappelons-le, ni dans la forme, ni dans le fond, le moindre caractère socialiste, puisqu'elles se résument au désir de constituer une économie nationale en utilisant l'appareil d'Etat qui veut ainsi suppléer à la défaillance de l'initiative privée, il orchestre une campagne démagogique autour de la notion de « socialisme arabe ». Par la création, en 1962, de l'Union Socialiste Arabe, par l'institution d'organismes paritaires au niveau de la gestion des entreprises, il s'efforce de mobiliser l'opinion populaire autour de lui. Mais à aucun moment il ne relâche le contrôle et ne laisse place à l'initiative des masses qui sont simplement conviées essentiellement au niveau d'une nouvelle bureaucratie, à discuter de leur propre exploitation.

D'ailleurs le bilan social du régime est significatif à cet égard. Ainsi, en 1967, au terme de deux réformes agraires, seuls 16 % de la totalité de la terre arable avaient été redistribués et on comptait toujours 14 millions de paysans sans terre, soit 74 % de la population rurale. En 1965, sur 7 millions de travailleurs, on recensait encore près de 1.400.000 chômeurs. Et depuis la guerre des six jours, la situation n'a guère dû s'améliorer.

Voilà ce que recouvre, bien mal, le mythe du « socialisme arabe », pierre angulaire du nasserisme.

J.-P. V.

LA PRESSE ET NASSER... EN 1956

L'HOMME qui vient de mourir, emportant des regrets universels, cet « artisan de la paix », *cet* « irremplaçable facteur d'équilibre au Moyen-Orient », *ce grand homme politique dont les obsèques s'apparentent à celles d'un pharaon et qui réunit derrière son catafalque aussi bien Arafat et Hussein que Kossyguine, Chaban-Delmas et sir Alec Douglas Home, cet homme-là si lourdement pleuré par tous les gouvernements, était pourtant très précisément celui-là même que la presse occidentale présentait il y a peu, en 1956, comme en 1967, comme un apprenti dictateur dont les ambitions insatiables menaçaient la paix du monde*

Certes il ne suffit pas de mourir pour obtenir un tel retournement d'opinions et derrière les condoléances hypocrites, il y a autre chose que le simple respect de circonstance. Celui que représentants impérialistes et leaders nationalistes enterrent aujourd'hui avec la bénédiction des bureaucrates, était bien quelqu'un de la famille, celle des dirigeants bourgeois, oppresseurs de peuple, ennemis de la révolution prolétarienne.

Le Nasser de 1970 n'est pas différent de celui de 1952, sa politique nationaliste est restée fondamentalement la même, mais au gré des circonstances, elle a pu servir ou desservir la politique des grandes puissances, qui n'ont jamais cessé au fond de l'utiliser.

Mais si Nasser n'a jamais « rompu » avec les U.S.A., son anti-impérialisme de circonstance lui a valu en 1956 l'hostilité ouverte et armée de la France et de l'Angleterre.

Il nous a paru intéressant de rappeler aujourd'hui, dans le concert indécent de louanges qui accompagne la dépouille mortelle du bikbachi, les appréciations non moins indécentes que la presse et les hommes politiques français portaient alors sur le « colonel mégalomane » qui avait eu l'audace de nationaliser le canal de Suez et de soutenir publiquement sinon matériellement le FLN algérien en lutte contre l'Etat français.

Les chars français dans Port-Saïd en 1956, à une époque où la presse se déchaînait contre Nasser, comparé à Hitler. (Ph. U.P.I.)

Pour "Paris-Presse", Nasser c'est ubu colonel

« Nous avons eu souvent l'occasion de dire que le comportement et le langage du colonel Nasser étaient ceux d'une sorte de führer du monde arabe.

(...) Il en va de lui comme de Hitler ou et de Mussolini. Ses exploits les plus retentissants lui sont dictés par une vanité que ses premiers succès ont chauffé à blanc.

(...) A la vérité, ce colonel tient moins d'Alexandre ou de Gengis Khan que du père Ubu, mais il ne s'en est pas encore avisé.

Il serait temps que les puissances occidentales le lui fassent sentir sans ménagements. Il est des adversaires avec lesquels les discussions et les négociations sont indiquées. (...). Ce n'est pas le cas avec M. Nasser. »

(Paris-Presse du 28-7-56.)

Tandis que le Figaro *annonce :*

« C'est secoué d'un rire hystérique que Nasser a annoncé sa décision devant 150.000 auditeurs fanatisés.

Pour d'autres, c'est Hitler

Le Monde *dans un article de Maurice Duverger intitulé* « après le Rubicon » *explique :*

« Mais la violation directe et brutale des engagements pris et du droit international, la renaissance visible des méthodes hitlériennes, cela ne peut être toléré. L'exemple des années 1933-1939 est clair : en face de la mégalomanie d'un dictateur, il ne faut pas répondre par des procédures juridiques inefficaces qui ridiculisent le droit, mais par la force. »

(Le Monde, *1er août 1956.)*

La même idée se trouvait développée dans Combat :

« Après la Rhénanie, Hitler fit l'Anchluss. Nasser a pris le canal. Dans cette voie où s'est engagé Nasser il n'est d'issue que la catastrophe finale. »

(Combat, *le 29-7-56.)*

Mais la palme revient sans doute à Ouest-France *qui déclarait le 29-7 :*

« Dans le discours de Nasser, n'entendez-vous pas l'écho des éructations de Nuremberg ?

Ce colonel de fanfarons qui joue les pharaons à peine sorti de l'école des cadets hitlériens, a fait le pas de l'oie avec des bottes de sept lieues. Il semble bien près d'arriver à l'étape par laquelle Hitler a fini. »

Ajoutons que le même Ouest France *analysait ainsi l'intervention conjuguée de Israël, des Anglais et des Français sur l'Egypte en octobre 56 :*

« Il est des risques et des inconnues dans cette affaire. Mais il est une certitude : la malfaisance contenue dans l'orgueil nassérien n'attendait que nos lâchetés pour passer de la puissance aux actes. Il semble, au premier temps, que ce soit une grâce pour nous. Israël a refusé de jouer les Sudètes, un tout petit peuple se jetant au combat avec ses vieillards, ses femmes et ses enfants, vient de barrer la route de Munich à l'aventurier. »

Et pour terminer voici le commentaire de Guy Mollet alors président du Conseil le 31 juillet 56 :

« L'ouvrage que je viens de citer s'appelle « philosophie de la Révolution ». Ne croyez-vous pas que « Mein Kampf » serait un titre plus approprié ?

Tel est l'apprenti dictateur qui s'adresse en termes insultants aux pays démocratiques de l'OTAN, parce que la France bénéficie de leur compréhension et de leur soutien dans l'œuvre de liberté et de paix qu'elle poursuit en Algérie (sic).

Nous sommes irrésistiblement ramenés à 20 ans en arrière. A une politique qui alterne le chantage et la violation grossière des accords conclus, les nations libres opposeront un front sans fissure (sic), elles opposeront la détermination impassible de ceux qui sont vraiforts (resic). »

ECHOS DES ENTREPRISES

Ci-dessous, une série de brèves informations sur la vie dans les entreprises. Certaines nous ont été envoyées par des correspondants L.O. D'autres sont extraites de bulletins d'entreprises édités par des militants ouvriers qui se réclament de notre tendance. Telles qu'elles se présentent, elles nous semblent, bien plus que de longs développements, dépeindre exactement la véritable condition ouvrière.

LES PROBLEMES DE LA PAYE

SIFA DIAMANT
(La Plaine-Saint-Denis)

Une montre de patron

Dans la semaine qui a suivi la reprise du travail, les pointeuses retardaient de plusieurs minutes. Si quelques retardataires en bénéficièrent, la quasi-totalité des travailleurs sont entrés à l'heure indiquée par leur montre... Par contre, à la sortie, ils durent attendre l'heure SIFA pour pouvoir pointer.

Si les mensuels n'ont pas attendu, ou très peu, les horaires, eux, y furent contraints car la direction faisait sauter 1/4 d'heure de paye à ceux qui sortaient quelques minutes plus tôt. Et cela a duré toute une semaine.

COMPAGNIE GENERALE D'ELECTRICITE
(Vierzon)

Oublis

La direction recherche sans doute un spécialiste pour perte de mémoire. Après « l'oubli » de l'incorporation de la diminution du temps de travail dans la Ressource Garantie, ces messieurs se sont aperçus (après protestation des intéressés) que pour les ouvriers payés à la R.G., la prime d'ancienneté n'était pas comptée alors qu'elle aurait dû l'être.

Cette prime s'élève quand même à 11 centimes de l'heure. Une bagatelle, sans doute !

ALSTHOM
(Belfort)

Discrimination

Le contrat d'un an de nos camarades marocains, visé par l'office d'immigration, stipule à l'article 3 : « Le travailleur étranger doit « recevoir à travail égal une rémunération « égale à celle de l'ouvrier français de même « catégorie employé dans l'établissement... ou « une rémunération conforme aux taux cou« ramment pratiqués dans la région. »

Cependant, si à l'Alsthom les OS2 touchent en moyenne 4,85 F de l'heure avec un mini de 4,40 F, à qualification égale les jeunes Marocains touchent de 4,20 F à 4,30 F. Sans commentaire.

L'AGGRAVATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Chez les mineurs

FOSSE DECHY
(Bassin du Douaisis)

Jusqu'au dernier souffle

Des travailleurs silicosés et handicapés physiques d'une équipe de jour ont dû creuser des tranchées pour récupérer des câbles téléphoniques à Saint-René.

Jusqu'à présent le terrassement était considéré comme un travail de force, mais désormais la direction des Houillères, qui manque de personnel, préfère utiliser pour ces tâches des mineurs déjà usés par l'exploitation. Belle mentalité de rapace !

HEURTEY, Paris-XVII[e]

On déménage

Un département de l'entreprise (Caliqua Bergeon) va être muté à Bagneux. Les camarades qui sont touchés par ce déplacement réclament, outre un système de ramassage en cars Porte d'Orléans, Gare Montparnasse et à Denfert-Rochereau, une indemnité de transport de 200 F pour tous accompagnée d'une réduction de la durée du travail.

En effet, la mutation à Bagneux se traduit pour nombre d'entre eux par un allongement du temps de transport (jusqu'à 40 mn pour certains) auquel s'ajoute bien entendu une augmentation des frais.

ASSISTANCE PUBLIQUE
Hôpital Beaujon (Clichy)

Les grands moyens

Un étudiant qui travaillait à l'hôpital durant les vacances d'été a été victime d'un accident bien prévisible pourtant. Faisant une admission de malade au pavillon Sergent, il s'est fait prendre les mains dans l'ascenseur. Cet ascenseur, le seul du pavillon, n'a pas de porte et est de ce fait très dangereux. Mais il n'est sans doute pas remplacé du fait du manque de crédits à l'A.P.

L'étudiant n'a pu être dégagé que par les pompiers qui, pour le tirer d'affaire, ont été contraints d'endommager gravement l'ascenseur. Voilà sans doute ce qui obligera l'A.P. à le changer ou du moins à installer un système de sécurité satisfaisant.

HOPITAL BROUSSAIS

Boulin et les cafards

Robert Boulin, qui n'est pas à un mensonge près, avait annoncé à la presse que l'hôpital Broussais avait été débarrassé définitivement des cafards, et que c'était le premier pas d'une lutte sans merci contre ces bestioles.

Cette déclaration a été faite il y a maintenant plusieurs mois.

Mais depuis, les cafards « exterminés » ont fait des petits et ils ont réapparu un peu partout. C'est pourquoi la semaine dernière, une note de service annonçait une grande « décafardisation » à tout le personnel. Or, le produit utilisé, une fois de plus, perturbe tout le monde, en particulier les malades hospitalisés, mais ne détruit pas les œufs de cafards, ce qui fait que d'ici peu, ceux-ci écloront et se reproduiront et on refera une grande chasse au cafard.

Il est dommage que la presse ne soit pas tenue au courant et que seul Boulin ait le droit d'y faire sa publicité. Il est encore plus dommage qu'on continue à gaspiller de l'argent en décafardisations répétées et inefficaces alors qu'il existe un produit réellement efficace mais... qui coûte plus cher !

GEVELOT

Le pouvoir est au bout du fusil

La direction de l'entreprise Gevelot (Issy-les-Moulineaux) qui fabrique, entre autres, des cartouches, a informé les travailleurs par voie d'affichage sur les panneaux de l'usine des dates et heures de passage de sa publicité à la télévision.

Ceux qui s'ennuieraient de l'usine, après y avoir passé dix heures par jour, ont ainsi la possibilité d'en entendre parler le soir.

La séquence publicitaire en question montre un marquis dans une barque tirant des canards. Son valet, sortant de l'eau, s'écrie alors : « Bravo Marquis, voilà deux cartouches Gevelot. »

Sentiment du télespectateur qui travaille dans cette usine : il y a des coups de fusil qui se perdent...

A BAS LA REPRESSION

REGIE RENAULT

Pas de flics à l'usine !

Trois travailleurs portugais des départements 38, 49 et 55 ont été, lors des dernières vacances au Portugal, emprisonnés. Cela pour le seul délit d'avoir exprimé leurs idées gauchistes. Mais ils semblent bien avoir été dénoncés à la police politique portugaise par certains de ses membres ou de ses mouchards embauchés par la Régie.

Pas de flics déguisés à l'usine.

Sabotage

Au cours d'un défilé de grévistes dans les ateliers du Bas-Meudon, un travailleur a été sanctionné. Le chef du département 74 qui suivait le défilé a surpris ce camarade assis sur le capot d'une R.4. Le chef a alors crié au sabotage et demandé le licenciement de ce camarade. Mais en matière de sabotage, la direction en connaît un rayon puisque non seulement une simple pression peut provoquer une déformation d'un capot, mais encore nous devons retoucher, en moyenne, une voiture sur deux du fait des cadences trop rapides.

CITROEN
Usine de Grenelle (Paris XV[e])

Mise à pied

Un régleur s'est vu infliger une journée de mise à pied pour avoir refusé d'exécuter un travail qui n'était pas le sien. Mais quand on sait que ce camarade est délégué du personnel suppléant, on comprend mieux. La maîtrise, pour l'empêcher de discuter avec ses camarades de travail, lui donnait systématiquement à faire n'importe quoi pendant les temps morts. Le bagne Citroën continue.

CRAMP
(Caisse Régionale d'Assurances Maladie)
Paris (XIX[e])

Malheur aux barbus

Dans le règlement intérieur de la Caisse, devrait être ajouté un avenant : « Pas de barbus chez les plantons et les liftiers. » En effet, les chefs de la surveillance générale sont certainement allergiques à la barbe, qui se sont permis de convoquer les liftiers qui « avaient osé » se laisser pousser le bouc. Le port de celui-ci serait, paraît-il, peu convenable vis-à-vis des assurés ! A quand l'uniforme et la coupe au bol ?

SEV MARCHAL
Issy-les-Moulineaux

Licenciement

A l'atelier K.I, une ouvrière antillaise a été licenciée. Le motif de ce licenciement : cette camarade a été accusée du crime d'avoir envoyé promener un régleur ! En plus, la direction lui vole le mois de préavis auquel elle a droit. La vérité sur tout cela c'est que la maîtrise ne lui pardonnait pas de ne pas se laisser faire, de n'avoir pas sa langue dans sa poche et de défendre sa dignité d'ouvrière face à de minables chefaillons.

A SANDOUVILLE

la C.G.T. contre le personnel de la cantine

NOUS reproduisons ici une « information » publiée par le syndicat CFDT de la régie Renault à Billancourt. Cette information concerne un mouvement de grève qui a opposé aux usines Renault de Sandouville, le personnel du restaurant, au Comité d'Etablissement (à majorité CGT). La CFDT est d'autant plus à l'aise pour populariser ce conflit qu'elle a dans les entreprises sur le plan de Billancourt, pris position au sujet de la gestion des cantines. Pour elle, les cantines doivent être laissées à la direction, les militants syndicalistes n'ont pas leur place dans la gestion du restaurant. Or, il s'agit d'une prise de position locale. En d'autres endroits et notamment aux compteurs de Montrouge (voir « Lutte Ouvrière » numéro 109), les militants de cette même CFDT se trouvent empêtrés dans les problèmes insolubles de la gestion des restaurants, et rien ne garantit que, ici ou là, ils ne soient amenés à jouer le rôle qu'ils reprochent aujourd'hui aux militants CGT de Sandouville de tenir.

Nous espérons que la publication de cette information permettra à bien des militants ouvriers et syndicaux de clarifier leur position à ce sujet :

C'est un conflit au restaurant de la Régie Renault à Sandouville, restaurant géré par le C.E. à majorité CGT.

Le 14 septembre, les sections syndicales CGT et CFDT du personnel du restaurant de l'usine de Sandouville expliquent aux travailleurs de la Régie leurs revendications et le moyen d'action qu'ils ont décidé pour obtenir satisfaction :

Revendications :

— Alignement des avantages sociaux et des salaires sur le statut Renault.

— Amélioration des conditions de travail.

Moyen d'action :

— Le personnel du restaurant ne servira plus qu'un plat au lieu de 3.

Déroulement du conflit :

Lundi 14 septembre : démarrage de l'action ;

Mardi 15 à 16 h 30 : le secrétaire du C.E. adresse une mise en garde au personnel du restaurant sur la forme d'action ;

Mercredi 16 : le C.E. réuni en séance extraordinaire, décide des sanctions contre plusieurs membres du personnel du restaurant (le chef cuisinier, le délégué syndical CGT et une déléguée du personnel CFDT). Sanction décidée : dernier avertissement avant licenciement pour faute professionnelle pour le chef cuisinier et insultes aux responsables du C.E. pour les autres ! Cette décision est prise par les délégués au C.E. de la CGT, de FO, de la CGC et de la direction. **Seul le délégué de la CFDT a voté contre.**

Jeudi 16, matin : un tract commun CGT et FO informe le personnel de la Régie des sanctions prises par le C.E. et demande au personnel de la Régie de soutenir la position de la CGT qui souhaite prendre des sanctions plus graves (mise à pied, licenciement).

La réaction du personnel du restaurant ne se fait pas attendre, dans la matinée de jeudi, il se met en grève illimitée.

La CFDT de Renault-Sandouville soutient la position du personnel du restaurant et exprime sa position dans un tract distribué vendredi matin :

— Il est inadmissible qu'un syndicat agisse comme les patrons.

— Il faut rapidement ouvrir une négociation sur les revendications du personnel du restaurant.

Vendredi 17 : la CFDT prend l'initiative des contacts. Plusieurs ont lieu entre 10 heures et 16 heures. La négociation piétine. Le comité de grève fait alors la proposition suivante :

« Le Comité d'établissement s'engage à revoir le protocole d'accord du personnel du restaurant au 1er novembre 1970. Le nouveau texte serait applicable au 1-1-71.

« L'esprit de la discussion est de rapprocher le plus possible le statut du personnel du restaurant des accords Renault du 27 mars 1970, pour arriver aux mêmes avantages sociaux et aux mêmes salaires que ceux de la Régie dans un délai de 6 mois.

« Aucune sanction ne sera d'autre part envisagée tant qu'une conciliation présidée par l'inspecteur du Travail en présence des responsables du C.E. et du Comité de grève, n'aura eu lieu.

« Si ces conditions sont acceptées par les deux parties, le travail pourrait reprendre normalement le mardi 22 septembre. »

Dans l'après-midi nous apprenons que la CGT avait décidé de dissoudre sa section syndicale du restaurant et de licencier le responsable CGT du personnel du restaurant (considéré comme gauchiste).

A 20 heures : l'inspecteur du Travail entamait la conciliation.

A 23 h 30 : une position de compromis était élaborée sur :

— l'acceptation des revendications formulées par le Comité de grève ;

— la transformation du licenciement en une peine moins lourde.

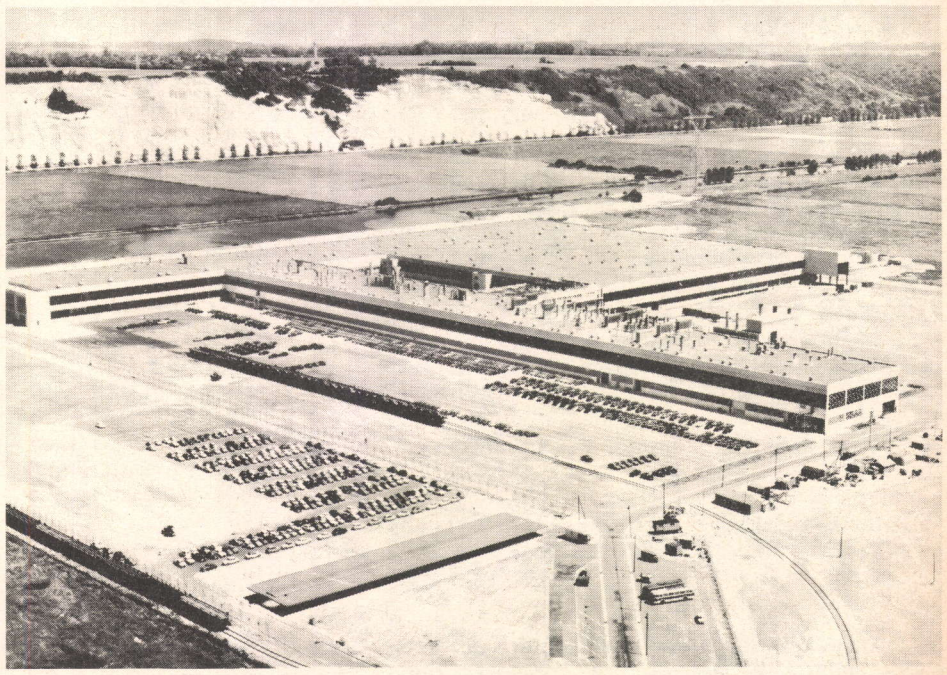
A 2 h 30 : dans la nuit du vendredi au samedi un texte de fin de grève permettait la reprise du travail dès lundi matin.

Le personnel du restaurant est satisfait de l'issue du conflit. Mais les problèmes des conditions de travail ne sont pas solutionnés.

Le personnel de la Régie, dans sa majorité a été solidaire du personnel du restaurant.

Lundi 21 septembre : la CGT lance un tract incendiaire contre la CFDT, l'accusant d'avoir tout « manigancé », de soutenir les gauchistes, de faire de la propagande électorale (les élections de délégués doivent avoir lieu le 29 septembre).

Correspondant L.O.



Sandouville. (Photo L.O.)

L'embauche A FLINS

le marché aux esclaves

DEPUIS la rentrée, on embauche à tour de bras à Renault-Flins : alors que l'usine compte actuellement 18.000 ouvriers, le bruit court que la Régie voudrait atteindre, d'ici quelques mois, le chiffre de 23.000.

En tout cas, l'embauche est intensive : on a embauché jusqu'à 800 ouvriers en deux jours ! Et il faut voir dans quelles conditions : chaque matin, 150 à 200 personnes se pressent à la porte du bureau d'embauche. Rien n'est prévu pour les renseigner, les accueillir, ou tout simplement pour les faire asseoir et les abriter pendant leur longue attente : ces camarades, en majorité des travailleurs immigrés, n'ont droit qu'au mépris souverain de la Régie. Aussi doivent-ils attendre, des heures durant à la merci des intempéries, que l'on daigne s'occuper d'eux.

Et l'attente dure fort longtemps, avant qu'un employé du bureau d'embauche pointe le nez. Il repousse tous les candidats à l'embauche qui se pressent autour de lui ; il regarde chacun d'un coup d'œil : il commence par chercher les Français, qui passent d'abord. Nouvelle attente. Puis il ressort et, de nouveau, jette un coup d'œil sur chacun, hoche la tête, cherche des yeux ceux qui lui conviennent. Tout juste si ce maquignon ne leur regarde pas les dents, ou ne leur tâte pas les muscles pour voir s'ils feront l'affaire !

Puis, le voilà qui pointe le doigt sur les « élus » : « toi, là-bas, viens par là ! ». Ce monsieur ne va tout de même pas dire « vous » à de vulgaires travailleurs immigrés ! Et l'on voit ainsi quelques dizaines de travailleurs avoir la « chance » de rentrer dans le bureau. Ceux-là auront le « droit » de remplir une demande.

Quant aux autres, ils peuvent continuer de battre la semelle audehors. Il leur faut parfois attendre jusqu'à 4 ou 5 heures de l'après-midi pour s'entendre dire par un employé : « l'embauche est terminée pour aujourd'hui ; revenez demain. »

Entre la Régie Renault au XXe siècle et le marché aux esclaves, la distance est moins grande qu'on ne croit.

Correspondance L.O.

renault... renault... renault

A BILLANCOURT

l'augmentation des cadences aux chaînes de montage du département 74

NOUS avons plus d'une fois rapporté dans ces colonnes les scandaleuses conditions dans lesquelles les voitures neuves sortaient des chaînes et des usines à Billancourt. Depuis la rentrée, cela s'est encore accentué.

La direction a en effet augmenté les cadences sur les chaînes de montage au département 74 (de 31 à 36 voitures). Cela a eu pour effet immédiat d'augmenter la pagaille déjà extrême. En effet, très peu de voitures sortent livrables des chaînes. Les parcs de stockage sont archi-pleins. Dans ces conditions, les voitures en reviennent souvent avec des retouches supplémentaires à effectuer : rayures, coups, ailes enfoncées, etc. Il faut alors tout recontrôler et parfois repasser les voitures à la « cocotte » pour cuire les retouches de peintures... avec les coussins et toute la garniture intérieure ! Les ateliers de retouche sont depuis longtemps surchargés et le parc des voitures à retoucher, loin de diminuer, augmente tous les jours, certaines voitures repassant à la retouche deux, trois fois et même plus.

Dans ces conditions, l'augmentation des cadences a entraîné une nouvelle détérioration de la production : 80 à 90 % des 6 CV et 40 à 60 % des 5 CV devant être dirigées vers les ateliers de retouche. Et les ouvriers de la chaîne de montage ne pouvant effectuer toutes les opérations qu'on exigeait d'eux, couraient le long de la chaîne. A la fin, ils décidèrent d'arrêter le travail et ils défilèrent dans les ateliers, suivis pas à pas par M. Vacher, chef du département, et son adjoint.

Le lendemain, tous les grévistes recevaient, soit à domicile, soit à l'atelier, cette lettre savoureuse :

Monsieur,

Vous avez participé le 21 septembre 1970, pendant les heures de travail, à un défilé visant à perturber le fonctionnement des ateliers de l'Ile Seguin et du Bas-Meudon.

De tels actes présentent un caractère abusif. Je vous mets en garde contre les sanctions auxquelles vous vous exposeriez au cas où ils se renouvelleraient.

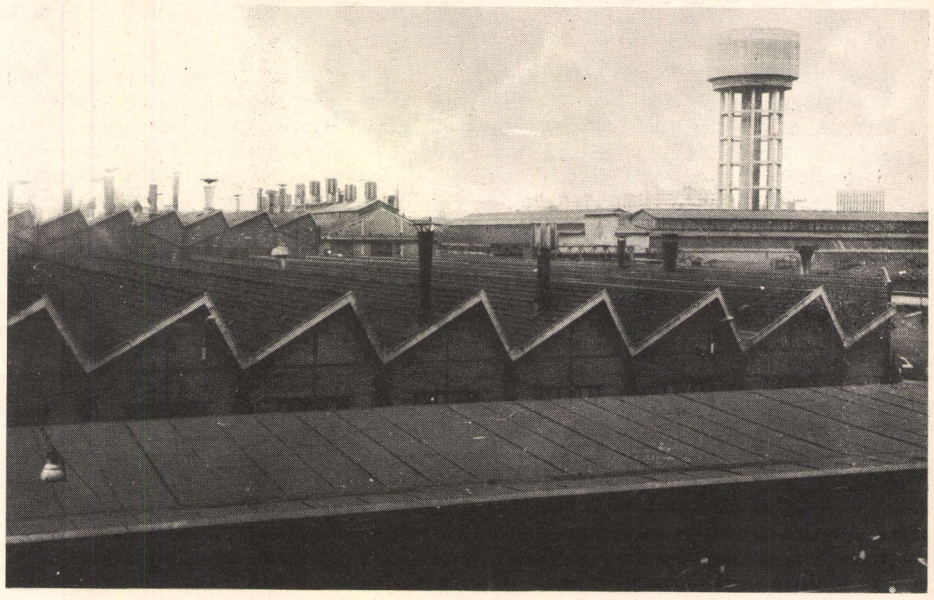
Je tenais à vous le préciser pour que vous puissiez mieux en mesurer les conséquences.

Veuillez agréer... etc.

et c'était signé par M. Laroussinie, directeur de l'usine Carrosserie-Montage de Billancourt.

Rappelons pour mémoire que le sieur Laroussinie est précisément le responsable de la pagaille et de l'augmentation des cadences. S'il en est un dont l'action vise à perturber le fonctionnement des ateliers de l'Ile et du Bas-Meudon, c'est bien lui. Les travailleurs n'ont pas besoin de lettre pour le lui signifier, et ils ne sont pas prêts à se laisser intimider par des menaces arbitraires qui portent atteinte au droit de grève.

Correspondant L.O.



Billancourt.

(Photo L.O.)

A BILLANCOURT

usine pilote, atelier vétuste

A la Régie Renault, aux usines de Billancourt, on fabrique en grande partie les vis, boulons, axes filetés de toutes sortes et de toutes grandeurs nécessaires à la fabrication. Toutes ces opérations sont effectuées à froid, par frappe de fils de métal dont certains atteignent plus d'un centimètre et demi de diamètre, dans un atelier qui s'appelle la « frappe à froid ».

Dans cet atelier de quarante mètres sur vingt, au sol inégal, sale, imprégné d'huile, sont installées une quarantaine de machines. Vu le genre de travail qui y est effectué, il n'est pas besoin de dire que dans cet espace restreint, l'ambiance est bonne et que ça « chauffe » : le twist des décibels y atteint son paroxysme.

Dans ce vacarme abrutissant, pour se comprendre il faut crier, et, d'année en année, l'ouïe de la centaine de travailleurs qui y sont employés s'amenuise. Chaque fois que ceux-ci réclament des moyens de protection efficaces contre le bruit, la direction leur répond que l'atelier va être incessamment décentralisé, ce qui exclut tout investissement de la Régie dans ce domaine. Les travailleurs n'ont qu'à faire preuve d'un peu de patience, bientôt, ce « marathon du décibel » sera fini pour eux et même la « mère Régie » les reclassera. Et pour leur rendre la chose plus palpable, on propose aux ouvriers du secteur des cours de recyclage... après le travail, bien entendu.

Il y a bien besoin de cela pour qu'on commence à croire à cette décentralisation, car cela fait environ quinze ans qu'elle est prévue. Et, de temps en temps, une nouvelle machine fait son apparition ; alors, patience, patience !

Et de la patience, il en faut, car en plus du bruit qui règne en permanence, l'atelier a plus que son lot de doigts abîmés, estropiés et parfois arrachés. Dans l'usine pilote que se veut Billancourt, il n'y a pas de moyens de protection adéquats et les machines fonctionnent en dépit de toute notion de sécurité : tant pis pour les travailleurs qui payent cette incurie, à chaque instant, en risquant la mutilation.

Correspondant L.O.

A LA S.E.V. MARCHAL (Issy-les-Moulineaux)

CE ne sont ni les hauts salaires, ni les conditions de travail, qui incitent les travailleurs à s'embaucher à la SEV : on entre à la SEV, soit parce que vraiment on n'a rien trouvé d'autre, soit parce qu'on vient de débarquer en France et qu'on n'a pas trouvé de travail ; on y reste le temps de trouver autre chose. Car à la SEV, les salaires sont en moyenne de 1 F de l'heure inférieurs à ceux des autres entreprises métallurgiques, les conditions de travail, le « cadre », sont dignes du XIX^{e} siècle, et les cadences sont infernales. C'est bien simple, l'ancienneté moyenne du personnel doit atteindre difficilement six mois. Pour embaucher, on embauche continuellement. Il faut dire que très souvent, celui qui s'aventure dans ce capharnaüm le matin de son embauche le quitte définitivement le soir même. Depuis la rentrée, beaucoup d'ouvriers prennent leur compte. Et cela se comprend. En effet, quelques temps avant les vacances, la SEV (qui a été reprise en mains par FERODO) a pratiquement doublé les cadences de nombreux ateliers.

On y entre, mais pour en sortir au plus vite

(Photo L.O.)

Les cadences étaient déjà insupportables. Après cette augmentation brutale, des femmes ont débrayé dans certains ateliers. A vrai dire, la plupart du temps, la moitié des ouvrières ou des ouvriers ne font pas cette cadence tout bonnement impossible à tenir. Et si la direction voulait augmenter la production et le rendement par ce biais, cela n'a même pas dû être un succès pour elle, car les pièces sont de plus en plus bâclées, passent et repassent plusieurs fois de suite au contrôle, etc. Mais où le patron a atteint son but, c'est dans la diminution des salaires. Car cette augmentation des cadences empêche en réalité les O.S. de faire leur bonus, et on peut avancer sans trop de chances de se tromper qu'un bon tiers de l'usine touche le taux horaire minimum.

Aussi, le va et vient continuel, et particulièrement sensible en ce moment, n'a rien d'étonnant dans une entreprise qui table sur la surexploitation des femmes et des travailleurs récemment immigrés.

Correspondant L.O.

dans les entreprises

DANS LA LOIRE

CONTESTATION DES SALARIÉS...
grève aux Nouvelles Galeries

LE samedi 19 septembre, les portes des Nouvelles Galeries de Saint-Etienne étaient fermées pour toute la journée. C'était, à l'appel des syndicats C.G.T. et C.F.D.T., le troisième mouvement de grève depuis dix jours. Son but : imposer à la direction générale de Paris l'obtention des revendications :

— 100 F pour tous mensuellement,
— une prime de vacances de 350 F,
— une prime de transports de 35 F.

Les grévistes s'expliquaient dans un tract à la population :

« Nos revendications ne sont pas excessives.

Nous pensons que les finances d'une société prospère comme les Nouvelles Galeries peuvent supporter le choc.

D'autre part, les conditions de travail se détériorent chaque jour davantage, bruits, manque d'hygiène, station debout pénible dans la foule, travaux sortant du cadre de l'emploi de vendeuses.

Tout cela est dur à supporter...

La direction refuse de discuter des revendications du personnel se retranchant derrière la direction générale de Paris.

A Paris, les directions des grands magasins ont rompu les pourparlers avec les fédérations syndicales, pour tout ce qui concerne les magasins de province.

Voilà pourquoi le personnel des Nouvelles Galeries de Saint-Etienne en est à son troisième mouvement de grève en dix jours. »

Le tract était signé par les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. et portait la mention suivante :

« L'édition de ce tract a été décidée par l'assemblée générale du personnel. »

En effet, ce qui est caractéristique de ce mouvement, c'est son caractère largement démocratique.

Ce même samedi 19, le personnel en grève tenait une nouvelle assemblée générale. Des camarades y ont proposé l'élection d'un comité de grève qui appliquerait tactiquement les décisions prises en assemblée générale. Le personnel a refusé, à la majorité, la formation de ce comité de grève, de crainte qu'il ne se substitue à l'assemblée générale. En effet, l'ambiance était des plus chaudes et chacun tenait à donner son point de vue et à discuter l'avis des camarades. Finalement, un comité de dix employés, représentant tous les secteurs du magasin, a été élu, mais jusqu'à la prochaine assemblée générale. Ce souci d'une véritable démocratie ouvrière est assez rare pour qu'il soit cité ici.

L'assemblée a décidé à l'unanimité de reprendre la grève mardi après-midi, si la direction refusait de recevoir la délégation du personnel. De toute façon, le mouvement se poursuivra jeudi après-midi et samedi prochain pour obtenir satisfaction.

Si des méthodes de luttes plus dures ont été repoussées, c'est pour permettre à l'ensemble du personnel de poursuivre la grève.

Bien entendu, il sera peut-être nécessaire de durcir les positions et les moyens d'action si la direction se montre intransigeante ; et, à l'heure actuelle, elle bénéficie de la division du personnel, car si les employés des N.G. de Saint-Etienne sont en lutte, ceux des autres magasins de province ne sont pas encore dans le coup...

Correspondant L.O.

... ET DES PAYSANS
une riposte efficace

JEUDI 17 septembre, une centaine de paysans venus de tout le département faisaient irruption dans l'étude d'un notaire stéphanois afin de protester contre l'arbitraire qui frappait l'un des leurs.

Ce « commando » répondait à l'appel de la F.D.S.E.A. et de la S.A.F.E.R. Il protestait contre la décision qu'avait prise un propriétaire de la région de vendre un de ses domaines exploité par un fermier à des promoteurs privés séduits par le site et la proximité de la ville de Saint-Etienne. Bien que le locataire bénéficiât d'un bail de huit ans et qu'il eût mis en valeur le terrain par un dur labeur (en plantant 2.800 arbres fruitiers), il ne put s'opposer à la vente aux enchères décidée par le propriétaire. Ce fut lors de la vente chez le notaire que les choses n'allèrent pas aussi bien pour le propriétaire et les promoteurs privés. En effet, ces derniers eurent la triste surprise de rencontrer à l'entrée de l'étude du notaire qui allait procéder à la vente, une centaine de paysans d'allure débonnaire mais dont le visage exprimait la fermeté et leur détermination.

Un représentant syndical indiqua qu'il avait reçu mandat de se rendre acquéreur du domaine. Il n'y eut pas d'enchérisseur car les promoteurs ne se manifestèrent pas ; il est vrai qu'atteindre l'étude pouvait relever de l'exploit : il s'y trouvait tant de monde !

Les acquéreurs du domaine le rétrocédèrent immédiatement au fermier sous un tonnerre d'applaudissements.

En occupant la place, les paysans ont obtenu ce qu'ils voulaient, sans coup férir et sans avoir à échanger de coup.

Réunis plus tard à la Chambre d'agriculture, les paysans manifestèrent la ferme intention de lutter contre le pouvoir de ceux qui possèdent la terre sur ceux qui la cultivent.

Correspondant L.O.

A DIJON

Quand les bureaucrates parlent de combativité mais n'agissent pas

LA grande majorité du personnel de la Bourgogne Electronique, 2.000 personnes sur 2.400, est composée de femmes très jeunes et non qualifiées, encadrées par un maîtrise masculine, et laissées de côté par les syndicats qui recrutent l'essentiel de leurs adhérents et de leurs militants parmi les quelques ouvriers professionnels de l'usine.

La « ségrégation » est telle, entre O.S. et O.P., qu'une grève suivie par les O.S. est un événement. C'est pourtant ce qui s'est passé le lundi 21 septembre. A la suite d'un débrayage parti le lundi matin des mécaniciens de l'annexe (appelée « le cimetière »), les syndicats qui, depuis quelque temps, s'interrogeaient sur les moyens de faire une entrée spectaculaire pour avoir plus de poids dans les discussions avec la direction générale, appelaient à midi, par voie de tracts, à une réunion d'information à 13 h 45, au changement de poste. Dans ce tract, on lisait également que la direction avait l'intention de licencier 400 personnes, soit une sur six.

Cette nouvelle fit l'effet d'une petite bombe et accrut encore le mécontentement qui régnait dans l'usine. C'est pourquoi, à l'heure dite, plus de 500 personnes répondaient à l'appel des syndicats. Malheureusement, ces derniers n'avaient élaboré aucune proposition concrète pour lutter contre les licenciements et ils essayèrent de s'en tirer par de vagues propos. Mais le mécontentement était tel qu'à l'heure de la reprise, personne ne voulut retourner au travail. Et l'émotion provoquée par la nouvelle des licenciements y était pour beaucoup.

Mais comme les syndicats n'avaient aucun plan d'action est qu'ils étaient quelque peu effrayés de la soudaine mobilisation des travailleurs, on assista, durant tout l'après-midi, à une véritable partie de cache-cache entre direction, délégués et personnel. Et ce sont, bien entendu, les grévistes de la B.E. qui firent les frais de cette mascarade.

Tout d'abord, pour répondre au problème des licenciements, on fit venir le chef du personnel qui, juché sur une chaise, essaya de calmer tout le monde en expliquant que l'on avait sans doute mal interprété ses paroles. En effet, s'il y avait 400 personnes de trop à la B.E., ce n'était que « du point de vue de la contenance des locaux ». Cependant, il refusa de prendre nettement l'engagement de ne pas licencier.

Ne sachant plus que faire, les grévistes repartirent sur les pelouses de la B.E. et les syndicats proposèrent alors d'établir un cahier de revendications où tout était amalgamé : les augmentations de salaire, les diminutions d'horaires, les aménagements pour les femmes enceintes et les militaires et, au milieu de tout cela, la garantie de l'emploi.

Pendant que certains établissaient le cahier de revendications, d'autres grévistes proposèrent de passer dans les ateliers pour les faire débraver, en particulier le secteur dit « des chaînes », un des secteurs les plus pénibles de l'usine, un des moins combattifs mais aussi un des plus menacés par les licenciements.

Les syndicats refusèrent. Désemparés, ne sachant plus que faire, les délégués décidèrent alors de porter le cahier de revendications à la direction à 16 heures. Ils affirmèrent bien haut qu'ils seraient cette fois intransigeants et qu'ils contraindraient la direction à dire clairement OUI ou NON à leur cahier.

(Photo L.O.)

Ainsi, les délégués partirent en réunion, signalant, avant leur départ, que nous pouvions reprendre le travail. Aussitôt, ce furent des hurlements parmi les grévistes, et les délégués, devenus conciliants, déclarèrent alors « Bon, bon... c'est comme vous voulez ».

Ils partirent à 16 heures et on ne les revit plus jusqu'à l'heure de la sortie (18 heures). Des grévistes, las d'attendre, rentrèrent chez eux au bout d'un moment. Les équipes du soir reprirent le travail pensant que tout se réglerait le lendemain matin.

Le lendemain, les directions syndicales annoncèrent que cette fois-ci, elles avaient lancé un ultimatum à la direction centrale et que s'il n'y avait pas de réponse avant jeudi, on réagirait vendredi. C'était sans doute pour en arriver là que nos délégués étaient restés pendant plus de deux heures en réunion.

En tout cas, le lendemain, ils appelaient les travailleurs à débrayer. Les mouvements durèrent environ trois quarts d'heure et furent peu suivis. On entendit alors quelques délégués se plaindre en déclarant : « Mais que faut-il donc faire pour les faire bouger ? »... Sans commentaire.

Correspondant L.O.

FEUILLETON

La paix

de

Ernst GLAESER

(2)

RESUME

L'action de ce roman se déroule en novembre 1918, dans une petite ville d'Allemagne. L'empereur Guillaume II vient d'abdiquer et de s'enfuir. Le héros, jeune étudiant issu d'un milieu bourgeois discute avec les soldats en faction à la gare. Ils viennent d'apprendre la nouvelle, alors que la ville entière l'ignore encore. Pour les soldats, c'est la fin de la boucherie, c'est la paix tant souhaitée, c'est-à-dire le retour prochain dans leur foyer. Pour le jeune lycéen, influencé par les diées socialistes de son précepteur, Adelbert König, c'est le début d'une période exaltante dont il ne comprend pas bien le sens. Un dialogue va s'amorcer entre un soldat et les employés de la fabrique de munitions, qui viennent, comme chaque soir, prendre le train.

De droite, arrivaient les ouvrières en munitions, qui se mirent derrière Lisbeth comme si elles avaient voulu accentuer encore par la couleur de leurs vêtements de travail le bariolé du costume de sport que portait la jeune fille. Le comptable s'avança devant le petit fourneau et, par-dessus la masse incandescente et vitreuse, demanda à l'homme qui avait toujours son bidon aux lèvres, si l'horaire de trains avait été modifié.

Ainsi interpellé le soldat détacha le bidon de sa bouche, s'essuya les lèvres avec une lenteur calculée, reboucha le récipient, le replaça sous le treillis du poêle et attendit que le teneur de livres lui répétât sa question. M. Klein, chef-comptable, qui portait un uniforme de fantaisie en drap gris-vert avec des épaulettes d'or et un couteau de chasse au côté, s'écria : « Mille tonnerres !... »

— En effet, fit enfin le soldat en grimaçant, l'horaire a été changé.

— J'hésite à le croire. Ce changement n'est pas officiel... il n'y a rien de cela dans le journal, mon garçon...

D'un bond inattendu, le soldat se tourna vers le chef-comptable qui venait de l'appeler « mon garçon » et d'une voix qui fit reculer tout le monde, cria dans les oreilles du vieux :

— Qu'est-ce que tu me radotes là, avec ton « officiel », vieille baderne... j'te dis, moi, qu'on a chambardé tout l'horaire !

— Tout l'horaire ? bégaya Klein.

— Oui, tout ! fit le soldat en ricanant, puis il se retourna lentement et, pendant la durée d'une minute à peine, tint la partie arrière de son individu exposée à la chaleur bienfaisante du poêle.

Lisbeth Lang se pencha pour parler au jeune S... Celui-ci expliqua qu'il y avait sans doute d'importants mouvements de troupes. Max Frey prétendit que depuis des jours la ligne était bloquée par des trains sanitaires et qu'à l'ouest les hommes crevaient comme des mouches... que ça ne pouvait plus durer longtemps... qu'il l'avait lu dans un journal suisse.

A cet instant le chef-comptable Klein fit un bond formidable et, levant d'un air menaçant sa serviette sur laquelle se crispaient ses doigts grisâtres et noueux comme ceux d'un grippe-sous, il se mit à hurler :

— Qu'est-ce que c'est que cette histoire-là ? Qu'est-ce qui ?...

— Fini, dit le soldat avec un sourire.

— Mais mon service m'oblige...

— Fini ! répéta le soldat et d'un geste de la main il fendit le brouillard qui se partagea.

Le teneur de livres chancela comme une statue dont on a fait sauter le socle, puis, d'un mouvement inattendu il enfonça son képi sur le côté droit de sa tête, raidit ses mains qui devinrent aussitôt deux poings fermés dont il battit l'air.

— Je vous rends responsable de tout ce qui arrivera.

— Mais parfaitement, dit le soldat avec un nouveau sourire, vous gênez pas, allez.

— Insolent ! demain votre nom sera au bureau de la place.

Dais l'air il y eut comme un trou de silence. En face du soldat, le chef-comptable Klein, raidi dans son manteau de fantaisie à coupe militaire, la main gauche sur le bouton émaillé de son couteau de chasse, la lèvre supérieure avancée sous une moustache blanche, au-dessous une mâchoire agitée à laquelle pendait une peau rougeâtre, dans sa dextre, la serviette brune — le tout un vrai portrait de famille symbolisant l'intégrité dans l'accomplissement du devoir. C'est ainsi que devait être un père qui défend à son fils de franchir désormais le seuil de sa maison, soit à cause des dettes qu'il a contractées, soit pour avoir eu des rapports trop intimes avec la servante de la maison. Il fallait vraiment que dans le cours de sa vie cet homme eut été formé à l'habitude de mettre ses actes en parfait accord avec ses pensées pour en arriver à soixante ans et après quatre années de guerre à prendre encore une pareille attitude.

Il ne broncha pas quand le soldat s'avança vers lui. Il n'eut pas un tressaillement quand celui-ci lui frappa sur l'épaule comme s'il eût voulu lui faire passer un hoquet ; mais il lui cria de la même voix :

— Suivez-moi tout de suite au corps de garde !

Le soldat eut même un sursaut ; puis il rit et, prenant papa Klein par une épaule, il le secoua deux ou trois fois, s'empara d'un geste extraordinairement rapide du képi du chef-comptable et en arracha la cocarde. Le képi décrivit une longue parabole et disparut dans la brume ; le joli couteau de chasse prit le même chemin et perdit son émail en tombant sur le sol.

— Voilà, lui cria le soldat, maintenant tu sauras peut-être ce qu'il y a.

Et en même temps il lança à Klein un violent coup de poing dans la poitrine, qui lui fit ouvrir les mâchoires toutes grandes, puis il empoigna l'homme qui chancelait et qui, rompu de fatigue, se bornait à tenir sa serviette devant sa figure en guise de bouclier. Alors, poussant des ricanements semblables aux gloussements d'une poule, le soldat détacha l'épaulette gauche du manteau. A cette fin il s'était servi de son couteau de poche, le même avec lequel il avait quelques instants auparavant taillé son pain en petits cubes réguliers. L'épaulette vola sur les charbons incandescents où ses tresses dorées enflèrent et fondirent.

M. Klein s'était adossé à un arbre, ses épaules se soulevaient et s'abaissaient en spasmes inégaux et sur sa barbiche grisonnante perlaient des gouttes d'eau. Il pleurait. Nous nous étions groupés autour de lui comme des vaches qui considèrent un cheval blessé. Le jeune S... cherchait sur le sol le couteau de chasse. Il le découvrit, mais quand il voulut le restituer à son propriétaire le soldat confisqua l'arme et la poussa sous le petit poêle en s'écriant :

— Ah ! ah ! C'est un autre air de musique que vous allez entendre maintenant.

Il fronça les sourcils et attrapa par le bras une des ouvrières qui se pressaient autour de lui, ainsi qu'un troupeau de bêtes grises. Il les appelait « mes enfants » bien que certaines d'entre elles fussent aussi âgées que lui.

Mais le soldat avait beau manifester sa joie par ses gesticulations, affirmant avec force que tout était fini et allant même jusqu'à permettre à une des jeunes ouvrières de mordre dans le saucisson qu'il avait tiré de sa poche, personne n'osait encore rire avec lui, personne même n'osait bouger. Tous ces gens groupés autour du soldat se contentaient de regarder d'un œil étonné et fixe la brume tournoyer devant eux. Le jeune S... même, ne fit pas un mouvement. Lui et M. Klein qu'il soutenait pardessous les bras, s'étaient en quelque sorte figés.

Le soldat alluma sa pipe, lança deux bouffées de fumée dans le brouillard, puis, avec une lenteur calculée, sortit de sa poche droite un morceau d'étoffe, le secoua pour en faire tomber les miettes de pain et, le sourire aux lèvres, se l'attacha autour du bras. C'était un brassard rouge.

— Compris ? fit le soldat en portant son coude sous les yeux de Max Frey qui était le plus rapproché de lui.

— Non, je ne comprends pas... bégaya Max Frey.

— Sais-tu lire ?

Le soldat lui indiqua du doigt la marque imprimée à l'encre bleue sur le brassard. Max se pencha sur le gros bras du soldat, en suivant d'un mouvement circulaire de la tête le rond fermé par l'estampille et lut :

« Conseil d'ouvriers et de soldats, à D. »

Il y eut un silence tout comme dans une chambre quand on éteint la lumière. Personne ne bougea non plus, quand Max Frey, le dos encore courbé, revint à sa place. Les ouvrières considéraient d'un œil légèrement inquiet l'étoffe rouge et la marque bleue. Elles souriaient de cet air de doute de ceux qui se réveillent un dimanche en pensant qu'ils ont devant eux un jour ouvrable. M. Klein était demeuré jusqu'ici les paupières closes. Les yeux du jeune S. étaient devenus deux escarboucles, et Lisbeth Lang ne respirait plus que par la bouche.

— Alors, vous savez maintenant de quel côté vient le vent, hein ? Finies désormais toutes les vieilles fumisteries ; fini aussi de se serrer la ceinture. On en avait assez de toutes ces saletés... Dans trois semaines on rentre au patelin.

La voix du soldat s'était faite tendre. Il s'approcha même d'un air condescendant de M. Klein, lui frappa sur l'épaule et, tout en lui replaçant sous le bras la serviette qui était tombée à terre, lui dit :

— Eh bien, petit père, nous allons maintenant nous remettre nos vêtements de pékin sur le dos et nous ne risquerons plus de nous faire eng... comme tout à l'heure. A présent le tour est joué, ne fais pas d'blagues. Rentre chez toi et estime-toi heureux que je ne t'aie pas démoli la figure quand tu m'as menacé du corps de garde et de je ne sais quoi encore.

Amicalement, il soutenait, lui aussi, le vieil homme et tous le regardaient. A ce moment quelque chose comme un choc violent, aigu, secoua tout le corps du chef-comptable qui fit un quart de tour à droite : puis, d'un geste large, lançant loin de lui son manteau à capuchon, il s'écria d'une voix de plus en plus voilée et qui se cassait à chaque instant :

— Je ne comprends pas... non, je ne comprends pas du tout...

A le voir on aurait cru qu'il exécutait un pas de danse.

Puis d'un bond dont on ne l'aurait pas cru capable, il s'élança sur le soldat, le saisit à la gorge, avançant sa bouche hurlante jusque sous le menton de l'homme que cette attaque brusquée avait fait chanceler. Peut-être étaient-ce les cris perçants poussés par le vieillard qui lui avaient fait perdre un instant l'équilibre, peut-être les mains grisâtres et osseuses qui le serraient et tordaient son col. Une seconde on crut que tous deux allaient rouler sur le sol.

— Qu'est-ce qui se passe ? Qu'avez-vous fait ?

— Criminel, traître, parjure !

FEUILLETON

En un clin d'œil Klein s'était enlevé et rivé au soldat comme un jaguar à sa proie.

— Menteur ! Menteur !

D'un coup de poing, Klein avait frappé le soldat à l'épaule au lieu d'atteindre le visage qu'il visait. Le soldat réussit non pas sans peine à ceinturer son adversaire qui écumait de rage. Il le souleva en l'air bien qu'il continuât à se débattre dans le vide et lui cria au moment où Klein frappait des pieds contre son ceinturon :

— L'empereur..., tu entends...., l'empereur a pris la fuite.

Klein ne bougea plus, il demeura, bras ballants, entre les mains de son adversaire.

Une fois encore, le soldat cria à Klein en le maintenant debout :

— Oui, l'empereur, l'empereur a pris la fuite... il a fichu le camp en Hollande.

Alors se tournant vers nous qui, fortement impressionnés, formions un cercle autour du groupe, il ajouta :

— C'est hier qu'il a filé... tu pourras le lire dans le journal, à midi, et tu me diras après qui est le parjure.

A trois reprises, il souleva Klein en l'air, puis il le reposa à terre.

— Et maintenant, es-tu suffisamment renseigné ?

— L'empereur, murmurait le comptable qui tout à coup se mit à boiter en cherchant son manteau autour de lui.

— Mais oui, l'empereur, fit le soldat presqu'à voix basse, il a abdiqué et filé... en Hollande où on peut se caler les joues.

— Ah ! reprit alors Klein, alors c'est bien la fin.

— Dieu merci ! dit l'autre.

— Oui, c'est la fin... murmura encore Klein.

Sans mot dire, il avait ramassé son manteau de fantaisie, l'avait jeté sur ses épaules et avait pris sa serviette sous son bras. Pendant l'espace de quelques secondes il demeura immobile, les yeux rivés au sol, les lèvres pincées et, d'une voix qu'on entendit à peine, il prononça un nom : « Eugène », celui de son fils qui avait été tué à la guerre. Il eut un ricanement, puis se tournant vers le soldat avec une légère inclination de tête, il lui dit :

— Maintenant, je rentre chez moi.

— Mets tes habits de civil, lui cria encore le soldat de loin, au moment où le brouillard engloutissait le comptable Klein.

J'entendis Max Frey qui disait :

— Il est à plaindre.

Une des ouvrières se mit à rire.

Le soldat ralluma sa pipe qui s'était éteinte. Je vis Lisbeth Lang qui se dirigeait vers l'intérieur de la ville en compagnie du jeune S.

Les ouvrières avaient entouré le soldat à qui elles adressaient maintenant la parole en le tutoyant. L'homme leur raconta que la veille, à midi, un bataillon de réserve de D. qui se trouvait sur le champ de manœuvres avait refusé de s'embarquer. Les troupes avaient emprisonné leurs officiers et déclaré qu'elles faisaient cause commune avec les matelots de Kiel. Après quoi elles s'étaient rendues en colonnes serrées à la salle des fêtes où elles avaient tenu séance et élu un conseil de soldats. Ce conseil avait aussitôt enjoint aux ouvriers des usines de cesser leur travail et d'élire des délégués, afin de pouvoir former, d'accord avec la garnison, un conseil d'ouvriers et de soldats. Aussitôt, les ouvriers avaient cessé le travail et étaient descendus dans les rues. Le commandant de place avait envoyé une compagnie de chasseurs à pied contre les ouvriers, mais les chasseurs avaient déclaré qu'ils ne tireraient pas sur leurs frères et s'étaient joints aux travailleurs. Une heure plus tard, c'était la proclamation de la grève générale et le soir même les délégués de toute la garnison et les ouvriers s'étaient rencontrés dans la salle des fêtes et avaient fondé le conseil des ouvriers et des soldats. Tout pouvoir était désormais entre les mains du conseil ; le gouvernement avait démisionné pendant la nuit, le grand duc s'était enfui dans ses terres. Toutes les garnisons attestaient par télégrammes leur solidarité avec les ouvriers ; les bâtiments de l'état-major et l'arsenal étaient occupés, seul le Marstall, où cinquante aviateurs et élèves-aviateurs s'étaient barricadés, opposait de la résistance. Là-bas, on échangeait sans doute encore des coups de feu, mais à part cela, D. était bien au pouvoir des soldats et du peuple, ainsi que les dépôts de vivres de l'intendance et les banques. Pendant la nuit était arrivée la dépêche annonçant l'abdication de l'empereur ; dès lors, tous avaient su qu'ils étaient vainqueurs, que personne n'avait plus besoin d'aller au front, que la guerre était finie et que maintenant ce serait la paix.

— Dès que nous aurons la paix, conclut le soldat, tout rentrera dans l'ordre.

Sa voix avait quelque chose d'insinuant et de calmant.

Les ouvrières avaient écouté son récit en silence. Les plus âgées tenaient leurs têtes baissées comme si elles avaient été à l'église. Mais une toute jeune, qui portait noué autour de la tête un foulard, duquel s'échappait une abondante touffe de cheveux noirs, pirouetta sur les talons, cambra légèrement la taille et, fauchant d'une main le brouillard, elle s'écria :

— Ça va chauffer.

— Non, c'est la paix qu'il y aura, répondit une vieille qui pleurait en songeant à son homme tué à Verdun en 1917.

— Ils vont revenir.

Et parmi toutes ces femmes, ce fut un long trépignement.

— Quand ? demanda l'une d'elles au soldat.

— Bientôt, petite mère.

— Mais avant Noël ?

— Pour sûr.

La femme qui avait questionné prit son écuelle, s'avança vers le petit poêle et posa l'ustensile sur le coke.

— Eh bien ! alors je vais manger tout de suite, dit-elle.

— Oui, oui, oui, firent trois ou quatre autres femmes en suivant la première avec leurs écuelles qu'elles placèrent sur le feu les unes à côté des autres.

Et tandis qu'elles causaient, répétant avec force détails ce que le soldat leur avait raconté, les soupes commencèrent à chauffer dans les récipients. Elles prirent ensuite dans leurs poches des cuillères de zinc ou de fer blanc, se servirent du manche pour retirer leurs écuelles, s'assirent sur l'embarcadère et, sans parler, consommèrent les rations qu'elles auraient dû garder pour le repas de midi.

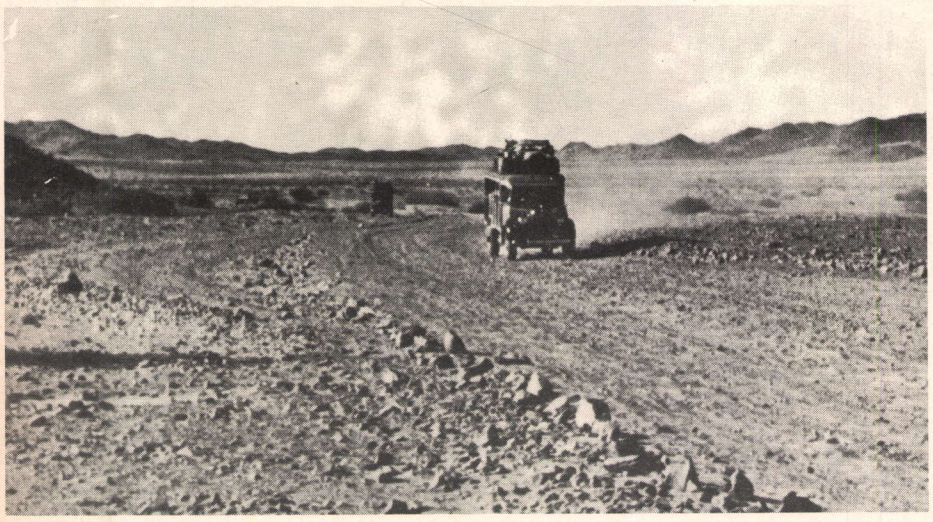
à suivre..

Problèmes du XXe siècle : L'EAU

DECIDEMENT, la série XXe Siècle contraste heureusement avec les programmes habituels de la télévision où les superman des feuilletons américains tiennent beaucoup plus de place que les grands problèmes du monde contemporain.

Mardi dernier, c'est le problème de l'eau et les solutions qui peuvent être envisagées qui était le thème central des reportages présentés à l'aide d'exemples concernant plusieurs pays : le Brésil, Israël, le Pakistan et aussi la France.

Pas d'eau, pas de vie possible et donc pas de cultures, pas de villes et pas de développement. Il est bon de démystifier une fois de plus une croyance assez répandue selon laquelle le sous-développement s'explique par les seules conditions naturelles des pays qu'il touche. Dire qu'ils sont pauvres parce qu'il ne pleut pas assez revient à peu près à dire que la Suisse ne devrait pas s'industrialiser parce qu'elle ne dispose pas de pétrole et de matières premières.



Quand les hommes sont victimes des conditions naturelles... (Ph. A.F.P.)

L'eau est une matière naturelle certes, mais l'irrigation est conditionnée par les ressources économiques, elle est un moyen de production au même titre que les tracteurs ou les machines. Si des régions plus étendues que la France, comme le nord-est du Brésil ou le Pakistan occidental, manquent d'eau, ce n'est pas l'effet des seules conditions climatiques mais avant tout le résultat de facteurs politiques et sociaux. Les structures féodales du Brésil contraignent le paysan-cerf à cultiver sa subsistance entre les rangées de coton qu'il doit entretenir gratuitement pour son propriétaire. Un expert nous disait au cours de l'émission qu'en utilisant un simple appareil à disques, sans même parler de la charrue, le rendement était multiplié par 10 ou 20. Mais au Brésil les paysans continuent à utiliser les méthodes du Moyen Age et n'ont d'autre ressource que de piller les épiceries pendant les grandes sécheresses.

Du jour au lendemain, les paysans pakistanais voient leurs champs se transformer en terre craquelée recouverte d'une pellicule de sel. Derrière les sortilèges et malédictions, les techniciens ont trouvé l'explication scientifique où la pluie et le beau temps n'ont pas grand-chose à voir. Du temps de la colonisation, les Anglais ont irrigué la terre sans prendre la précaution de la drainer, ce qui a fait remonter en surface le sel souterrain qui a ainsi empoisonné de vastes territoires. Maintenant, les Anglais sont partis mais le sel est resté, héritage de la civilisation occidentale.

Le cas d'Israël, présenté par les réalisateurs de l'émission, symbolise le monde où nous vivons. Alors que ce pays pourrait devenir un facteur de première importance pour le développement économique du Moyen-Orient en mettant à la disposition de tous ses brillants résultats en matière agronomique, il n'a fait que transformer cette région en un champ de bataille. Au stade scientifique et technique auquel nous en sommes arrivés, la sécheresse et la famine auraient dû disparaître depuis longtemps du vocabulaire de l'humanité. Elles restent pourtant la seule préoccupation pour des centaines de millions d'êtres humains, victimes de la poignée d'exploiteurs qui dirigent cette planète.

Régis MONNERET.

... et quand la technique leur permet de les modifier. Un verger en Israël. (Ph. L.O.)

A SIGNALER

Mardi 6 octobre, à 21 h
Vendredi 9 octobre, à 21 h 20

Sur la première chaîne

XXe siècle

Une émission de Pierre Dumayet et Igor Barrère

« La qualité de la vie »
« Surpopulation et urbanisme »

Dimanche 11 octobre à 20 h 40

sur la première chaîne

« Marqué par la haine »

Un film de Robert Wise sur les milieux de la boxe

Cinéma

DOMICILE CONJUGAL

de

François TRUFFAUT

IL s'agit d'une conclusion. La conclusion d'un cycle de films : « Les Quatre Cents Coups », « L'Amour à vingt ans », « Baisers volés ». Ce cycle, c'est la vie d'Antoine Doinel. Qui est donc Antoine Doinel ? C'est un peu François Truffaut, un peu Jean-Pierre Léaud l'acteur qui l'incarne, un peu aussi beaucoup d'autres gens, à en croire le nombre de spectateurs qui aiment les films de Truffaut. De toute façon, comme le dit Antoine Doinel, l'œuvre de l'artiste ne saurait se limiter à un « règlement de comptes ».

« Enfant révolté » dans les « Quatre Cents Coups », « adolescent difficile » dans les autres, le voilà enfin « homme marié » pour conclure. Mais Truffaut ne nous sert pas des clichés, il nous raconte une histoire.

Le jeune ménage vit comme il peut et sans trop de problèmes. Lui est fleuriste puis téléguide des bateaux miniatures pour amuser les businessmen, elle donne des leçons de violon.

Leur vie se partage entre leur appartement et la villa des beaux-parents qui ont des « relations ». Grâce à un ami sénateur, ils pourront obtenir en un mois ce que « des millions de Français mettent quatre ans à obtenir. »

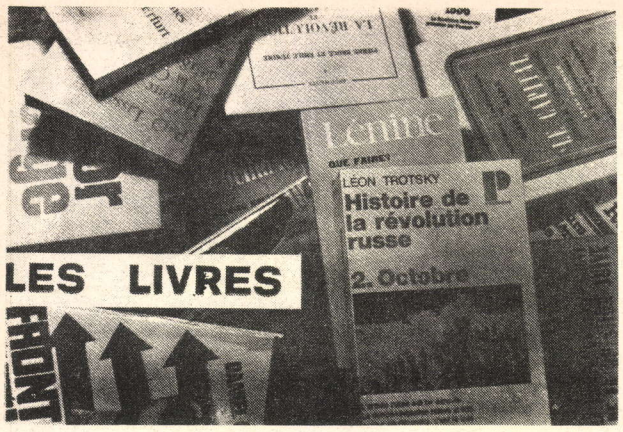
Autour d'eux, il y a de « braves gens » mais avec souvent un côté sordide qui ne se couvre pas de la poésie. La venue au monde d'un enfant est bien sûr un événement. Et Truffaut, ironiquement, fait dire à son héros parlant de son fils : « Il fera ce que je n'ai pas pu faire !... » Mais l'accouchement a marqué psychologiquement la jeune femme et il n'existe plus la même confiance entre eux.

La rencontre d'une très exotique Japonaise entraîne la rupture. Mais il est difficile de vivre avec un idéal publicitaire et, lassé, Doinel se réconcilie avec sa femme. Truffaut offre en image finale une caricature assez féroce du « bonheur conjugal ».

Tout est traité avec humour et en jouant sur les petits détails, les situations avec des clins d'œil pour les initiés. Truffaut préfère cette sorte d'humour un peu triste à la révolte. A la vulgarité, à l'abêtissement, il oppose la timidité, la spontanéité, la tendresse. Mais ce qu'il montre c'est un monde clos sans autres combats que celui des humeurs personnelles. Et ce monde clos ne peut que se désagréger.

« La barque de l'amour s'est brisée contre la vie quotidienne », écrivait Maïakovsky.

Pierre BUISSON.



LA RESISTANCE PALESTINIENNE

de Gérard CHALIAND

D'UNE brûlante actualité, le livre de Chaliand sur la « Résistance palestinienne » nous remet en mémoire de façon précise les composantes du problème israélo-palestinien : Qui sont les Palestiniens ? Combien sont-ils ? Comment vivent-ils ? Chaliand nous le fait sentir en éclairant les statistiques qu'il cite à la lumière d'interviews de Palestiniens parqués dans les camps. « Avant 1948, j'habitais près de Ramleh, puis j'ai été m'établir jusqu'en 1967 à Ramallah, puis de nouveau c'était l'exil (...) J'ai six enfants ; deux vont à l'école ; il y a le bébé ici ; et mon grand fils, il est devenu fou à cause de la vie qu'on a mené depuis 1967. On devrait tous être fedayin », dit l'un d'entre eux, Abdélatif Khalad, 45 ans.

Pour cette population de un million quatre cent mille personnes, déracinée, atomisée, parcellisée à travers les pays arabes, découragée et qui avait perdu jusqu'au désir de lutter, les commandos palestiniens sont le ciment qui les unit et leur redonne espoir. Tous les Palestiniens ne sont pas des fedayin mais tous ont un membre de leur famille fedayin. Dans quel commando ? Beaucoup de réfugiés ne font pas la différence. « Oui, je sais, il y a plusieurs mouvements de résistance ; le Fath, l'O.L.P., le F.P.L.P., la Saïka. Mais il n'y a pas de différence entre ces mouvements, tous luttent contre Israël » dira un autre réfugié. Seuls, ceux qui ont connu des membres du F.D.P.L.P. (Front Démocratique Populaire de Libération de la Palestine) critiquent cette vision des choses et parlent un autre langage. Une femme, assez âgée, du camp d'El Baqaa, dont l'un des fils est mort au combat dans les rangs du F.D.P.L.P. rapporte : « Dans tous les mouvements palestiniens, les combattants sont les mêmes, mais les gouvernements arabes font des différences car le F.D.P.L.P. veut s'appuyer sur le peuple et les gouvernements n'aiment pas ça car ils sont riches et le peuple est pauvre. Mais on ne voit pas de fils de riches mourir pour la Palestine. Ce sont les fils des camps qui prennent les armes et combattent. Maintenant, je ne crains plus rien, ni la police, ni Hussein, ni personne ».

Passant à l'analyse des différents mouvements de résistance, Chaliand les resitue historiquement ; il rappelle les scissions qui ont conduit aux différentes formations actuelles. Opposant les mouvements nationalistes au F.D.P.L.P., il étaye son argumentation d'interviews de Fedayins de chacun des commandos : « Je ne vois qu'un objectif, la patrie, même s'il faut perdre beaucoup de vies. Si je tombe demain, c'est seulement pour la Palestine. La nature du futur Etat ? Ça m'est égal. Pour moi, l'objectif c'est de voir la patrie libérée et moi je resterai dans l'armée pour la défendre », dit Taher Saadi, militant du Fath, 24 ans. « La nature du futur Etat ? Nous sommes tous engagés dans cette lutte pour la Palestine et je voudrais continuer à protéger ce pays après sa libération. Ça me satisfait pleinement et le peuple palestinien aussi, je crois », lui fait écho Sultan Mohamed, combattant du Fath, 25 ans.

A Amman durant les récents combats. (Photo U.P.I.)

Face aux troupes d'Hussein. (Photo U.P.I.)

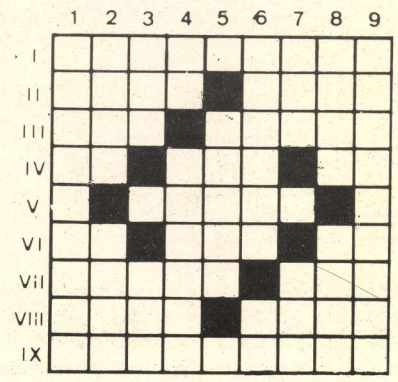
Chaliand sympathise de toute évidence avec le F.D.P.L.P. qu'il caractérise de la manière suivante : « le FDPLP tranche par son style militant, sa pratique, son courage politique et son honnêteté avec les mouvements arabes petits-bourgeois de la dernière décennie dont la vision de l'histoire reste conspiratrice et pour qui les marchandages tiennent lieu de stratégie et le mensonge de politique ». Après une description de l'entraînement physique et politique des militants du F.D.P.L.P., il fait parler l'un d'entre eux : « il faut un changement radical en Orient, pour sortir de notre misère matérielle et morale. Le Fath, au contraire, se pique de ne pas avoir d'idéologie ; ça veut dire qu'il adopte les idées conservatrices de nos régions. Ses militants ne sont pas formés et sa vision très nationaliste est étroite. Le Fath parle souvent de la libération de la terre, mais, et les masses ? Qu'est-ce qu'elles auront ? Est-ce qu'on va recommencer comme l'Algérie ? Les masses pauvres, qui ont tout donné, vont encore devoir tout payer ».

Un responsable de la formation politique du F.D.P.L.P. tient le langage suivant en réunion : « Pour être révolutionnaire, on ne doit pas rêver ; on doit savoir qu'on peut réussir si on raisonne bien et qu'on s'attelle à toutes les difficultés pour les résoudre, et ainsi on arrive au succès de Lénine, Castro, Ho Chi-Minh, Mao, et de tous les révolutionnaires du monde. On ne doit pas parler seulement ou comprendre, mais mettre en pratique, agir (...). Il faut aussi se préparer au pire, il est possible que tout aille plus mal demain, qu'il faille marcher sans manger et vivre très durement, car nous savons que tôt ou tard les régimes arabes voudront nous liquider ». Triste pressentiment.

En guise de conclusion, l'auteur fait une analyse de l'équilibre des forces entre Israël, les pays arabes, les Palestiniens, l'U.R.S.S. et les Etats-Unis. A propos d'un éventuel règlement pacifique du conflit, il explique : « La force de la résistance palestinienne réside, en dehors des Palestiens eux-mêmes, dans le soutien sans partage que lui dispensent les peuples des Etats arabes. Aussi, les pressions qui pourraient être exercées sur la résistance palestinienne par les gouvernements en place, pour réaliser un compromis qui se ferait au détriment du peuple palestinien, ont-elles peu de chance d'aboutir ».

En fait, il semble que Chaliand, tout en critiquant la politique de la majorité des organisations de résistance qui se maintiennent sur le terrain du nationalisme palestinien, ne comprend pas que, du fait de cette politique, il est extrêmement difficile, voire impossible à ces organisations de capitaliser la sympathie incontestable qu'elles rencontrent auprès des masses arabes pour lutter effectivement contre les gouvernements en place et neutraliser leurs manœuvres. Et sans cette lutte les pressions de la résistance palestienne restent extrêmement aléatoires. Ce qui se passe actuellement au Moyen-Orient le prouve amplement.

V. Desnaux.

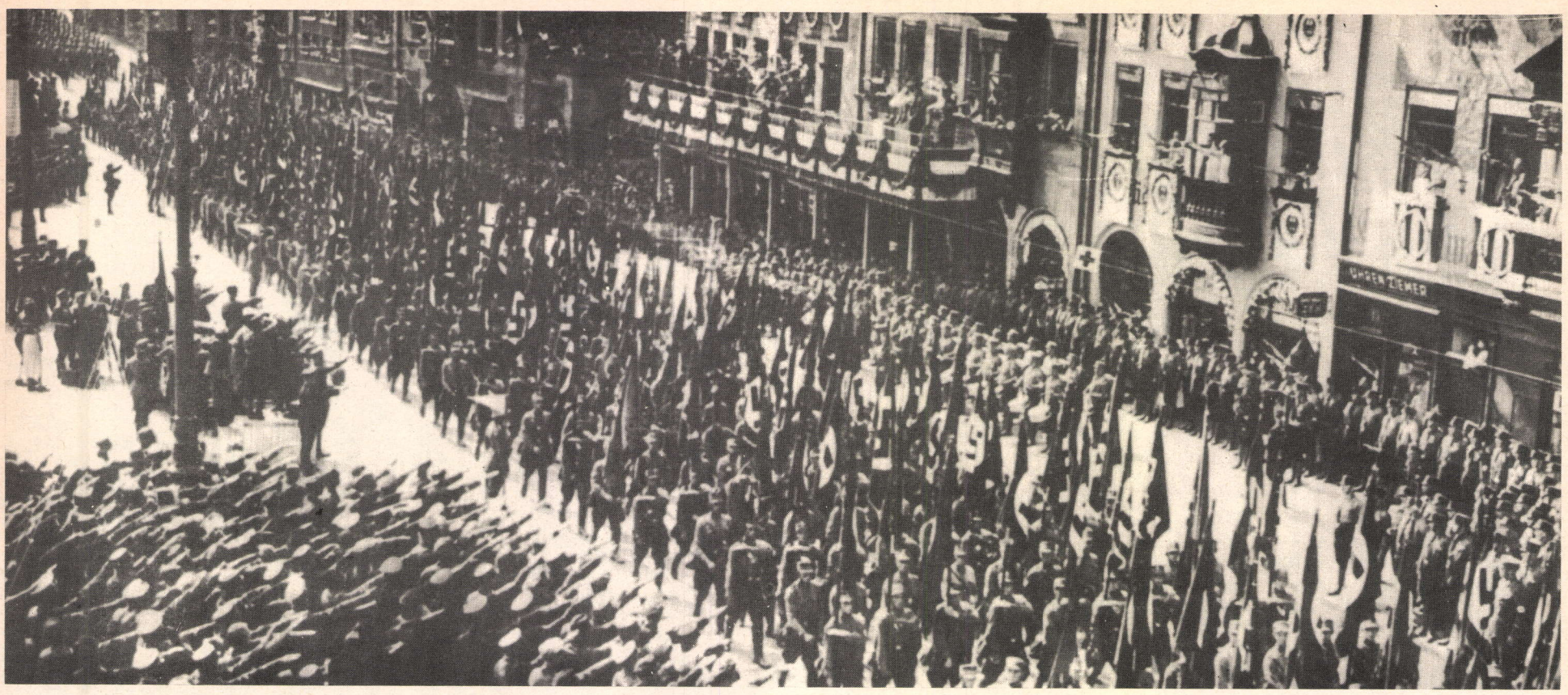


HORIZONTALEMENT. — 1. Plus exploitables que les ouvriers. 2. Amide ; empêche le plaisir. 3. Fait du bruit ; s'approprie. 4. Fin de participe ; manière très anglaise de voir les choses ; paresseux. 5. Grève de véhicule 6. Initiales d'un journal révolutionnaire ; râle ; conjonction. 7. Divagues ; pour le faire, il faut être deux. 8. Précèdent les autres ; possessif. 9. Insurgés.

VERTICALEMENT. — I. Un travailleur. II. Une boîte dans laquelle le P.C.F. se laisse facilement enfermer ; pare. III. Habille ; rêve sans fin. IV. Ile de France ; tentera (à l'envers). V. Ferment les portes. VI. Dévide son chapelet ; activité principale du nourrisson (épelé). VII. Brâme ; sur la Drôme. VIII. Ville de Sicile ; nuages. IX. Hantent les nuits des ministres de l'intérieur

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I	C	A	M	A	R	A	D	E	S
II	O	N	A	N	■	S	I	L	■
III	N	E	R	T	E	■	N	■	C
IV	T	S	I	R	A	N	A	N	A
V	E	S	■	I	■	I	N	E	S
VI	S	E	R	M	E	N	T	■	S
VII	T	■	O	■	U	■	■	■	E
VIII	E	S	U	S	■	E	C	R	U
IX	R	E	G	I	S	T	R	E	R
X	■	L	E	C	T	E	U	R	S



Défilés et mains tendues : ce que E.-M. Remarque n'a pas accepté. (Photo Violet.)

Les exilés

AU travers de l'œuvre de Remarque — largement autobiographique — c'est toute l'histoire récente de l'Allemagne, de l'Europe, qui revit avec les joies et les peines de ceux qui, faute de faire l'histoire, ont dû la subir.

Chacun de ses romans a pour toile de fond une période marquée des cinquante dernières années. Les tranchées de 1914-1918 dans *A l'Ouest, rien de nouveau,* l'immédiat après-guerre et les crises des années vingt en Allemagne dans *Les camarades* et *L'obélisque noir,* la victoire du nazisme et la course à la guerre dans *Les exilés* et *Arc de Triomphe,* enfin la Deuxième Guerre mondiale vue de l'arrière dans *L'île d'espérance.*

Les exilés nous plonge dans ce flot humain qui, dès la fin de la guerre de 14-18, recouvre toute l'Europe. Flot d'apatrides, expulsés, traqués, déracinés et errants dont les événements politiques se jouent comme d'une balle qui rebondit, aveugle, d'une frontière à une autre. C'est qu'en effet les traités qui suivirent la première guerre mondiale aboutirent à chasser loin de chez elles des populations entières d'Europe centrale et orientale, sous prétexte que « sur le papier » il était mieux pour elles d'aller vivre à des milliers de kilomètres de là.

Le roman de Remarque commence en 1935 dans une goutte de cette gigantesque marée humaine, dans une goutte formée de Juifs et d'opposants politiques que l'Allemagne nazie vient d'expulser de son territoire. Ce milieu des nouveaux venus de l'émigration européenne, Remarque le connaît bien, lui qui avait dû aussi fuir ce nazisme qui interdisait ses livres et les brûlait en place publique. Terrible situation que celle de ces exilés qui ont dû fuir ou ont été expulsés sans papiers officiels (passeports, visas, cartes d'identité...) qui puissent attester... de leur existence.

Leur situation au regard de la loi des différents pays où ils échouent est simple : qui n'avait pas de papier n'existait pas légalement, qui n'existait pas légalement ne pouvait évidemment travailler... C'est dire l'effroyable misère de ceux qui devaient nuit et jour se méfier de la police, qui n'avaient nul endroit où se reposer (là encore, pas de papiers, pas de chambre) et qui pourtant devaient manger, car au risque de contredire la loi, ils EXISTAIENT. Ils étaient des millions livrés au marché noir, aux petits travaux à la sauvette dont on les expulsait sans les payer (et là aussi, comment se seraient-ils plaints sans papiers, avec le risque permanent de la prison). Pour ces exilés, il n'y avait pas de pays où se reposer. Partout la police les traquait, pour les expulser au premier poste-frontière. Récidiver, c'était se faire emprisonner, puis ré-expulser vers un pays tout aussi peu hospitalier, qui n'avait de cesse, lui aussi, de s'être débarrassé de ces « gêneurs ».

Remarque a su trouver les mots pour décrire cette humanité qui renaissait sans cesse et persistait dans cet univers déhumanisé. Alors que cette marée humaine tanguait d'un bord à l'autre de l'Europe, repoussée par les différents Etats dont aucun ne voulait accueillir ces errants, Remarque — face au nationalisme étriqué des possédants — a su nous faire partager la solidarité qui, par-dessus des frontières franchies clandestinement, de nuit, (et souvent avec la complicité active des douaniers), lient entre eux tous ces exilés.

Certains, sur une toile de fond aussi tragique, auraient pu se laisser aller au plus sombre pessimisme. Ce n'est pas le cas de Remarque, qui a su manier avec talent l'humour parfois amer de ceux qui ont tout perdu mais gardent l'espoir.

Un roman à lire, ainsi que tous les autres de E.M. Remarque.

P. LAFFITTE.

Erich - Maria Remarque

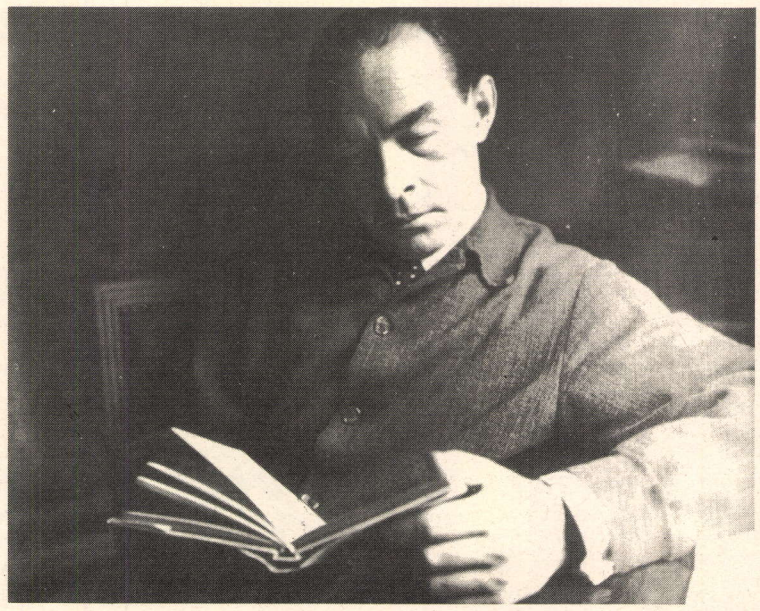
DE l'écrivain allemand Erich-Maria Remarque qui vient de mourir à l'âge de soixante-douze ans, on connaissait surtout son roman « A l'ouest rien de nouveau ». « Ce livre, **écrivait-il en exergue,** n'est pas une accusation ni une profession de foi, il essaie seulement de dire ce qu'a été une génération brisée par la guerre, même quand elle a échappé à ses obus. » **Et mieux que le meilleur réquisitoire, il dénonçait en effet l'absurde tuerie. Témoignage d'un adolescent — l'auteur avait dix-huit ans lorsqu'il rejoignit les tranchées allemandes — refusant délibérément la grandiloquence, il dénonçait implacablement, sous l'apparente banalité de la vie du front, l'absurde et tragique tuerie qui permettait aux profits capitalistes de prospérer.**

Mais l'œuvre de Remarque ne se limita pas à ce roman. Témoin et victime, plus qu'auteur, de l'histoire de l'Allemagne et de l'Europe d'entre les deux guerres, il nous laisse, à travers d'autres livres, moins célèbres, mais tout aussi intéressants, de vivants tableaux de cette période. C'est d'abord celui de l'Allemagne des années vingt-cinq, alors que l'inflation galopante obligeait à transporter dans une brouette les billets nécessaires à l'achat d'un timbre-poste, dans « L'obélisque noir ». **C'est celui des sans-patrie, sans papiers, éternels refoulés d'une frontière à l'autre parce que partout ils sont indésirables dans** « Les exilés ». « A l'ouest rien de nouveau » **avait été brûlé en autodafé par les nazis qui lui reprochaient de mettre en cause le nationalisme allemand. Remarque lui-même exilé dès 1931, fut déchu en 1938 de sa nationalité. Ses autres livres, aussi bien** « Les camarades » **que** « L'île d'espérance », « La nuit à Lisbonne » **ou** « Arc de Triomphe », **témoignent des persécutions et des horreurs de ce morceau tragique de notre histoire. Mais jamais l'auteur ne se départira de son espérance en l'homme, malgré le tragique des situations vécues et décrites. Remarque gardera à travers toute son œuvre ce sens de l'humour qui permet à ses héros de surmonter les épreuves les plus dramatiques, et qui rend la lecture de ses livres si attachante, parce que toujours y transparaît la chaleur humaine.**

Certes, jamais Remarque ne s'interroge sur les responsabilités. Ni accusation, ni profession de foi, disait-il pour présenter son premier roman. Il restera fidèle à cette conception, se contentant de témoigner. Mais il est des témoignages qui valent les plus violents des actes d'accusation.

Signalons la réédition de plusieurs romans de Remarque dans la collection du Livre de Poche : « A l'ouest rien de nouveau », **tout d'abord, mais aussi** « L'obélisque noir », « Les camarades », **et plus récemment** « Les exilés » **dont nous parlons dans ce numéro. Chacun de ces romans ne décevra pas le lecteur.**

J.-P. Vali.



(Photo Violet.)

LA VIE MODERNE

DE LA MONTAGNE...

L'exploitation des paysans des Basses-Cévennes

LES Basses-Cévennes, dans la région d'Anduze-Saint-Jean-du-Gard, sont une région de petits paysans. C'est la montagne, les champs sont durs à cultiver et difficiles d'accès ; la terre, peu rentable, ne suffit plus à faire vivre les habitants et oblige une grande partie d'entre eux, surtout les jeunes, à quitter le pays. Beaucoup de jeunes n'ont comme solution, après le C.E.G., que d'essayer d'entrer dans l'enseignement ou dans les Postes. Mais peu d'entre eux peuvent ensuite revenir au pays y exercer leur métier, et on connaît les problèmes des jeunes de province envoyés par les P.T.T. par exemple à Paris.

En cinquante ans, la région a pratiquement perdu la moitié de ses habitants.

Pour ceux qui préfèrent ne pas quitter les Cévennes, les difficultés sont de toutes sortes. Difficultés dues à la géographie d'une part : les mas (fermes) sont bâtis dans la montagne et le chemin d'accès est en règle générale un simple chemin de pierres, tracé et entretenu par le paysan qui ne peut se permettre de le goudronner. Et comme le chemin lui appartient, l'Etat ne lui donne aucune subvention pour l'entretenir.

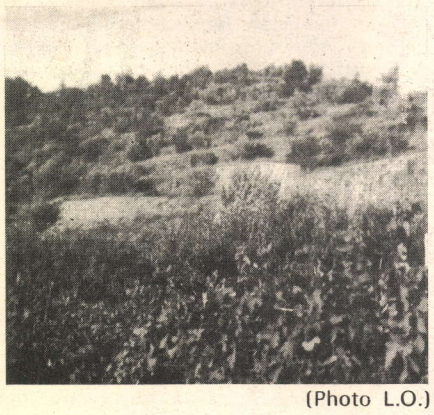
(Photo L.O.)

La terre est pauvre. Si les propriétés sont apparemment vastes (une cinquantaine d'hectares), en réalité à peine un tiers est réellement rentable et au prix de quel travail ! Les champs sont parfois en terrasse, et à flancs de côteaux. Le paysan doit sans cesse consolider les murets pour éviter que la terre s'en aille. Avec ce genre de terrains, il est impossible de cultiver comme en plaine ou d'utiliser du matériel moderne, l'exiguïté des champs et les dénivellations de terrains rendent très difficiles les manœuvres.

A ces difficultés naturelles s'en ajoutent d'autres. Un des problèmes aigus pour les paysans cévenols, c'est l'écoulement de leurs produits rendu d'une part difficile par le dépeuplement du pays (sauf l'été) et d'autre part par l'isolement des mas qui les oblige à passer par l'intermédiaire de revendeurs qui profitent largement de la situation.

L'aménagement de la vallée du Rhône, permettant la culture industrielle de fruits a amené une certaine concurrence.

De plus l'Etat a interdit à la vente trois sortes de cépages (Le Clainton, le Jacquet et le Baco) qui produisent un vin fort apprécié par les cévenols. Le prétexte est celui de la qualité. En réalité il s'agissait d'éliminer des concurrents aux gros producteurs du Bas-Languedoc.



(Photo L.O.)

LES TRACASSERIES DE L'ETAT

Mais tout cela est aggravé par la façon dont l'Etat traite les paysans cévenols entre autres sur le plan fiscal.

Les revenus agricoles sont imposés à la surface cultivée selon qu'elle consiste en vigne, vergers, paturages, bois, etc. C'est-à-dire que l'Etat semble considérer par exemple qu'un hectare de pâturage dans les Cévennes rapporte autant qu'en Normandie ou qu'un hectare de blé dans ce pays est aussi productif qu'en Beauce. Le travail humain, la faible rentabilité de la terre, l'Etat n'en a que faire.

Ainsi les paysans, s'ils ont quelques arbres fruitiers disséminés sur leurs terrains sont tenus de déclarer une certaine surface de verger. Les terrains incultivables qui font partie de leurs propriétés sont taxés comme bois ; mais, en tant que bois, ils sont parfaitement inexploitables et ne leur rapportent rien.

Si les habitants des mas veulent bénéficier d'un minimum de confort, c'est souvent à eux de se débrouiller : dans certains mas, l'eau courante provient d'une source que les paysans ont eux-mêmes canalisée, leurs lignes électriques, c'est à eux de les faire. Le comble, c'est que lorsqu'ils ont effectué ces travaux, de nouvelles taxes leur sont imposées sur ce « confort » qu'ils doivent uniquement à leur travail.

Cela c'est la façon dont l'Etat pressure les paysans, mais il arrive que l'Etat « aide » ! En l'occurrence il s'agit des activités de la SAFER unanimement détestée. Le but de cet organisme est soi-disant d'empêcher la spéculation sur les terrains agricoles. En règle générale, les terres

(Photo L.O.)

achetées par la SAFER ne reviennent pas aux cévenols mais bien souvent à un riche bourgeois de l'extérieur qui fait un placement d'argent. Il n'entretient pas les terres attendant le moment de réaliser un copieux bénéfice. Car la spéculation foncière se développe. Nombre de mas, de terres, abandonnés par les paysans qui ne peuvent plus y vivre sont rachetés par des bourgeois de Nîmes, Alès ou Montpellier qui y font par exemple des réserves de chasse en attendant autre chose (des lotissements sont déjà commencés dans la région de Lassalle). La plupart du temps ces nouveaux propriétaires interdisent l'accès.

Aussi il n'est pas étonnant d'entendre de la part des paysans cévenols bien des réflexions amères :

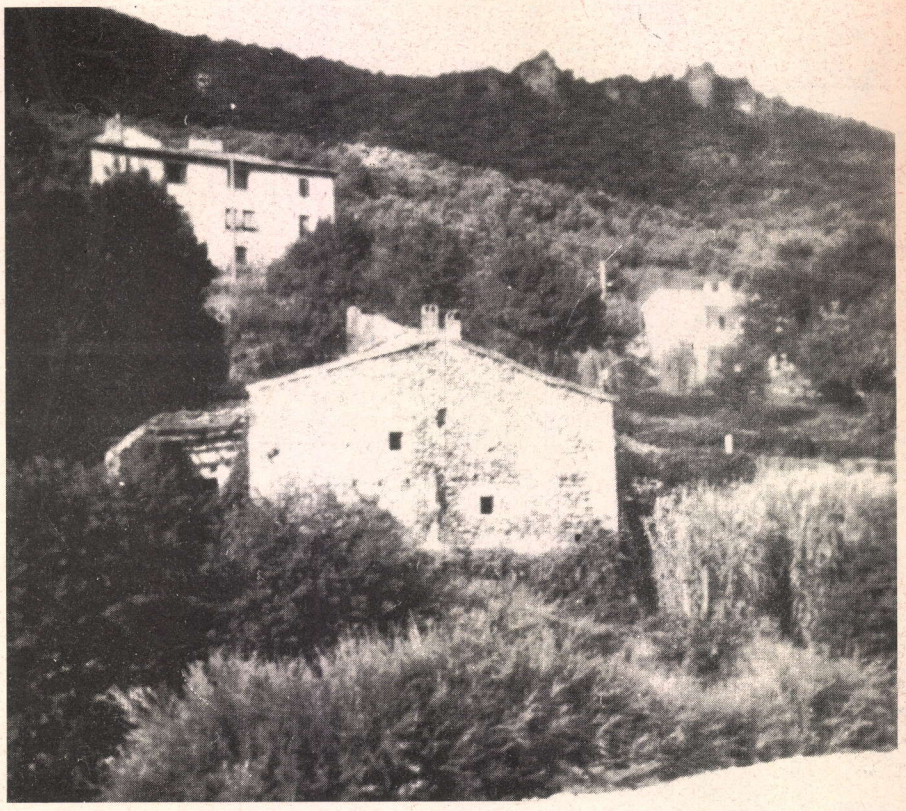


Photo L.O.

« On veut nous chasser de nos terres », « l'Etat ne fait que des injustices à notre égard ».

Que l'Etat serve avant tout les intérêts des grands propriétaires agricoles, que la concurrence et la rentabilité, ces deux éléments tabous du système capitaliste, précipitent l'abandon et la misère des petits paysans, cela devient une évidence dans les Basses-Cévennes.

Dans ces conditions, on comprend aisément que les Cévenols soient en général sceptiques sur les bienfaits supposés de la création du Parc National des Cévennes annoncée récemment.

Correspondant L.O.

...AUX H.L.M.

Comment on fait taire un mort

VENDREDI 11 septembre, France-Soir, **dans ses premières éditions de la matinée, consacrait en deuxième page un article sur deux colonnes au suicide d'une habitante d'un grand ensemble de la banlieue de** Montereau. **Le journal citait de nombreux passages d'une lettre d'explication laissée par la désespérée.**

Celle-ci, mariée à un ouvrier du bâtiment et mère de famille, avait habité auparavant dans le 20e arrondissement : logement peu confortable, mais à proximité des chantiers de son mari, ce qui permettait au couple de mener une vie à peu près normale.

L'entreprise déménagea à Montereau. L'ouvrier dut la suivre, trouva un logement dans une cité-dortoir des environs. Plus de confort, certes, mais dans un cadre très différent du 20e arrondissement qui ressemble encore et à beaucoup d'endroits à une petite ville et où tout le monde se connaît : le nouveau cadre de vie est un entassement de modernes « cages à lapins » sans aucune installation pour les loisirs, pour la distraction des habitants.

D'autre part, l'entreprise installée dans Montereau travaille toujours sur des chantiers parisiens. Désormais, la vie du couple va changer : tous les jours, le mari part à 5 heures du matin et rentre, harassé, après 20 heures pour manger et dormir. Très vite, c'est la dépression nerveuse, aggravée par des soucis financiers (loyer augmenté !). Une amélioration se dessine, mais la seule amie de la désespérée, le seul être humain avec qui elle avait pu établir des relations, déménage. Alors, c'est la rechute, et, au bout du voyage, le dernier refuge des écrasés : la mort.

La lettre indiquait avec une simplicité atroce la responsabilité de ceux qui prétendent organiser la vie des hommes, et ne font que les réduire à l'état de bêtes de somme. Pourtant, aucune violence, aucune dénonciation directe, aucune révolte dans cette lettre. Le journaliste se contentait de développer certains aspects et d'évoquer les problèmes posés dont on parle tous les jours dans la presse : logement, action sociale, action culturelle, transport, aide aux familles, etc.

Eh bien, le soir même, l'article avait totalement disparu des dernières éditions. Même pas un entrefilet.

Dans cette « nouvelle société » même les morts n'ont pas droit à la parole.